

# **RECUEIL DE DONNÉES**

## **REVENU AGRICOLE CONDITIONS FINANCIÈRES et AIDE GOUVERNEMENTALE**

Préparé par:

Direction de l'analyse économique et stratégique  
Direction générale des politiques  
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Février 1997



# TABLE DES MATIÈRES

**INTRODUCTION** ..... v

**SOMMAIRE EXÉCUTIF** ..... vi

## **SECTION A**

Revenu agricole ..... 1  
Méthodologie sur le revenu agricole ..... 19

## **SECTION B**

Conditions financières des entreprises agricoles ..... 23  
Méthodologie sur les conditions financières des entreprises  
agricoles ..... 37

## **SECTION C**

Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire ..... 39  
Méthodologie des dépenses publiques ..... 55

## **SECTION D**

Transferts gouvernementaux aux producteurs ..... 59  
Méthodologie des transferts gouvernementaux ..... 73



# LISTE DES TABLEAUX

## SECTION A: Revenu agricole

Tableau A.1: Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces . . . . .	2
Tableau A.2: Exploitation repère de pommes de terre au Nouveau-Brunswick . . . . .	7
Tableau A.3: Exploitation repère laitière au Québec . . . . .	8
Tableau A.4: Exploitation repère porcine (naisseur-engraisseur) en Ontario. . . . .	9
Tableau A.5: Exploitation repère de cultures commerciales en Ontario. . . . .	10
Tableau A.6: Exploitation repère céréalière de la Saskatchewan . . . . .	11
Tableau A.7: Exploitation repère bovine (vache-veau) en Alberta . . . . .	12
Tableau A.8: Recettes agricoles, dépenses et revenu net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 1990-1995 . . . . .	13
Tableau A.9: Recettes agricoles, dépenses et revenu net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 1993-1995 . . . . .	14
Tableau A.10: Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, secteur non constitué en société, Canada, 1994 . . . . .	15
Tableau A.11: Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs. . . . .	16
Tableau A.12: Recettes, dépenses et revenus, Canada et provinces . . . . .	18

## SECTION B: Conditions financières des entreprises agricoles

Tableau B.1: Dette agricole, Canada et provinces, 1974-1995 . . . . .	24
Tableau B.2: Nombre de faillites agricoles par province, 1980-1996. . . . .	25
Tableau B.3: Portefeuille de prêts de la Société du crédit agricole (SCA) . . . . .	26
Tableau B.4: Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) . . . . .	27
Tableau B.5: Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par production, Canada et provinces . . . . .	28
Tableau B.6: Distribution des fermes canadiennes selon la classe de stabilité financière, 1991, 1993 et 1995 . . . . .	32
Tableau B.7: Distribution des fermes par classe de stabilité financière, par province, 1995 . . . . .	32
Tableau B.8: Prix moyens des engrais et carburants, 1994-1996 . . . . .	34
Tableau B.9: Salaires horaires versés à la main-d'oeuvre agricole engagée - 1995 . . . . .	35
Tableau B.10: Principaux intrants agricoles, Canada. . . . .	35
Tableau B.11: Valeur des achats d'équipements neufs et usagés, moyenne pour toutes les fermes, par catégorie de revenu agricole brut, 1995. . . . .	36

## SECTION C: Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Tableau C.1: Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire . . . . .	40
Tableau C.2: Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie . . . . .	42
Tableau C.3: Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire. . . . .	48
Tableau C.4: Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en % des PIB agricole et agroalimentaire . . . . .	52
Tableau C.5: PIB total et dépenses publiques totales . . . . .	54

## SECTION D: Transferts gouvernementaux aux producteurs

Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, objectif de programme et type de transferts, 1994-1995 et 1995-1996 . . . . .	62
--	----



# LISTE DES GRAPHIQUES

## SECTION A: Revenu agricole

Graphique A.1: Revenu agricole au Canada (dollars courants) . . . . .	6
Graphique A.2: Revenu agricole au Canada (en dollars de 1986) . . . . .	6
Graphique A.3: Exploitation repère de pommes de terre au Nouveau-Brunswick. . . . .	7
Graphique A.4: Exploitation repère laitière au Québec . . . . .	8
Graphique A.5: Exploitation repère porcine (naisseur-engraisseur) en Ontario . . . . .	9
Graphique A.6: Exploitation repère de cultures commerciales en Ontario . . . . .	10
Graphique A.7: Exploitation repère céréalière de la Saskatchewan . . . . .	11
Graphique A.8: Exploitation repère bovine (vache-veau) en Alberta. . . . .	12

## SECTION B: Conditions financières des entreprises agricoles

Graphique B.1: Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 1991-1995 . . . . .	24
Graphique B.2: Répartition des faillites agricoles par province, 1995 . . . . .	25
Graphique B.3: Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de la SCA au 31 mars 1996. . . . .	26
Graphique B.4: Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, 1995-1996 . . . . .	27
Graphique B.5: Taux hypothécaire de la SCA et taux d'intérêt préférentiel, 1986-1997 . . . . .	33

## SECTION C: Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Graphique C.1: Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, 1989-1990 à 1996-1997. . . . .	40
Graphique C.2: Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale. . . . .	41
Graphique C.3: Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en % des PIB agricole et agroalimentaire. . . . .	53

## SECTION D: Transferts gouvernementaux aux producteurs

Graphique D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, Canada et provinces, 1995-1996 . . . . .	60
Graphique D.2: Transferts gouvernementaux par objectif de programme, Canada et provinces, 1995-1996 . . . . .	60
Graphique D.3: Transferts gouvernementaux par type de transferts, Canada et provinces, 1995-1996 . . . . .	61



## ABRÉVIATIONS

**ACDI** Agence canadienne de développement international

**ALENA** Accord de libre échange nord américain

**ARAP** Administration du rétablissement agricole des Prairies

**ATCF** Aide au transport des céréales fourragères

**CCB** Commission canadienne du blé

**CCL** Commission canadienne du lait

**CEE** Communauté économique européenne

**CSRN** Compte de stabilisation du revenu net

**EDER** Ententes de développement économique et régional

**EFF** Enquête financière sur les fermes

**GATT** Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

**LAR** Loi sur l'assurance-récolte

**LEEA** Loi sur l'examen de l'endettement agricole

**LPAACFC** Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative

**LPAGP** Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies

**LPAR** Loi sur les paiements anticipés des récoltes

**LSGO** Loi sur la stabilisation concernant le grain de l'Ouest

**LSPA** Loi sur la stabilisation des prix agricoles

**LSTMRA** Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région de l'Atlantique

**LTGO** Loi sur le transport du grain de l'Ouest

**LTTMPM** Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes

**MSAA** Mesures de soutien et d'ajustement en agriculture

**OMC** Organisation mondiale du commerce

**OPA** Office des produits agricoles

**OSPA** Office de stabilisation des prix agricoles

**PDCPAC** Projets de développement de la commercialisation des produits agricoles canadiens

**PDPFRA** Projets de développement des productions fourragères dans la région de l'Atlantique

**PHA** Protéine, huile et amidon

**PNTS** Programme national tripartite de stabilisation

**PPPA** Prêt basé sur le prix des produits agricoles

**PPTGO** Programme de paiements de transition pour les grains de l'Ouest

**PSCG** Programme spécial canadien pour les grains

**RARB** Régime d'assurance du revenu brut

**RCN** Région de la Capitale Nationale

**SCA** Société du crédit agricole

**VPA** Valeur de production ajustée

## SIGNES CONVENTIONNELS

.. nombres indisponibles

... n'ayant pas lieu de figurer

x confidentiel



---

## INTRODUCTION

---

Le but du présent recueil de données est de faciliter l'accès aux principaux indicateurs économiques et financiers du secteur agricole, de même qu'à l'information sur l'aide gouvernementale au secteur agricole et agroalimentaire.

Les prévisions du revenu agricole ont été préparées par Agriculture et Agroalimentaire Canada en collaboration avec Statistique Canada et les ministères provinciaux de l'agriculture. Les données sur les dépenses gouvernementales et les transferts gouvernementaux ont été préparées par le ministère avec la collaboration des ministères provinciaux de l'agriculture.

Ce recueil de données est divisé en quatre sections. La section A présente l'information relative au revenu agricole. La section B présente l'information sur les conditions financières des entreprises agricoles. La section C contient les données sur les dépenses gouvernementales pour le secteur agroalimentaire. La section D contient l'information sur les transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles. Les notes sur la méthodologie sont fournies à la fin de chaque section.

Ce recueil de données est publié deux fois par année. La prochaine édition sera publiée en septembre 1997. Ce recueil est également disponible sur Internet sur le site web d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (<http://www.agr.ca>).

## CONTACTS

### **Revenu agricole et aide gouvernementale**

*Lambert Gauthier*  
Tel.: 613-759-7414  
Fax: 613-759-7034  
Internet: [gauthil@em.agr.ca](mailto:gauthil@em.agr.ca)

### **Conditions financières des entreprises agricoles**

Alan Asselstine  
Tel.: 613-759-7282  
Fax: 613-759-7139  
Internet: [asselsa@em.agr.ca](mailto:asselsa@em.agr.ca)

Vous pouvez également communiquer avec les personnes suivantes:

### **Revenu agricole - niveau agrégé**

*Lucie Bourque (759-7409)*  
Internet: [bourqul@em.agr.ca](mailto:bourqul@em.agr.ca)

### **Revenu agricole - niveau de la ferme**

*Gary Fisher (759-7391)*  
Internet: [fisherg@em.agr.ca](mailto:fisherg@em.agr.ca)

### **Revenu des familles agricoles**

*Robert Koroluk (759-7385)*  
Internet: [korolur@em.agr.ca](mailto:korolur@em.agr.ca)

### **Conditions financières des entreprises agricoles**

*Julie Grimard (759-7280)*  
Internet: [grimarj@em.agr.ca](mailto:grimarj@em.agr.ca)  
*Mark Spearin (759-7283)*  
Internet: [spearim@em.agr.ca](mailto:spearim@em.agr.ca)

### **Dépenses gouvernementales**

*Jocelyne Ladouceur (759-7375)*  
Internet: [ladoucj@em.agr.ca](mailto:ladoucj@em.agr.ca)

### **Transferts gouvernementaux**

*Troy Hennigar (759-7412)*  
Internet: [hennigt@em.agr.ca](mailto:hennigt@em.agr.ca)

## ENQUÊTE AUPRÈS DE NOS LECTEURS

Agriculture et Agroalimentaire Canada sollicite vos commentaires et suggestions quant à cette publication. Ces renseignements nous aideront à mieux déterminer les besoins de nos lecteurs, et ainsi, à améliorer le contenu et la qualité de ce document.

Nous apprécierons recevoir votre réponse à notre questionnaire (voir la page en couleur située au centre du document), avant la fin de septembre 1997. Votre participation est toutefois volontaire, et vous pouvez, sans préjudice, refuser de répondre. Les renseignements fournis peuvent être accessibles ou protégés selon ce que prescrit la Loi sur l'accès à l'information. Le numéro matricule de la collecte est AAC/POL-330-96016.



## SOMMAIRE EXÉCUTIF

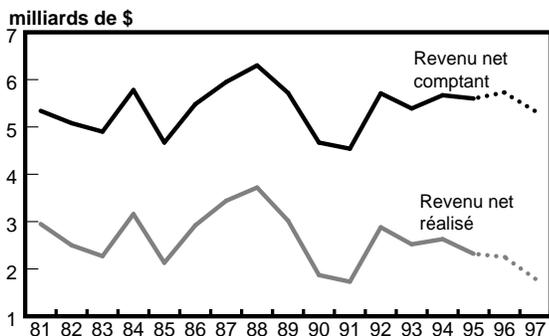
### A. Revenu agricole

#### Revenu agricole - niveau agrégé

• Le revenu agricole net comptant devrait s'établir à 5,7 milliards de dollars en 1996, soit 2 % de plus que le niveau de 1995, et 6 % de plus que la moyenne quinquennale de 1991-1995. La hausse prévue du revenu s'explique surtout par une augmentation des recettes tirées de la vente des productions végétales et animales qui devrait plus que compenser l'augmentation des dépenses et la réduction des paiements des programmes. Le revenu agricole net réalisé, qui tient compte des frais d'amortissement, devrait baisser légèrement en 1996.

• En 1997, le revenu net comptant devrait baisser pour s'établir à 5,3 milliards de dollars, un niveau comparable à la moyenne de 1991-1995. La baisse projetée s'explique principalement par les prix du blé et des céréales secondaires qui devraient s'établir à des niveaux plus normaux. Le revenu net réalisé devrait afficher une plus forte baisse.

Revenu agricole au Canada



• Les facteurs-clés des perspectives du revenu agricole pour 1996 et 1997 sont:

- Les recettes tirées des productions végétales devraient atteindre un niveau record de 13,8 milliards de dollars en 1996, puis elles devraient reculer de 5 % en 1997. La vigueur des prix des grains en 1996 s'explique principalement par une forte demande, tant sur les marchés internationaux que domestiques, combinée aux bas niveaux des stocks mondiaux. La baisse anticipée des recettes tirées de la vente des productions végétales en 1997 s'explique principalement par les prix du blé et des céréales secondaires qui devraient s'établir à des niveaux plus normaux.

- Les recettes tirées des productions animales devraient augmenter en 1996, puis ne varier que légèrement en 1997. Les recettes du secteur porcin et des productions contingentées devraient le plus contribuer à la hausse des recettes des productions animales, en 1996. En 1997, les recettes des productions porcine et laitière devraient augmenter légèrement. Par contre, les recettes de la production avicole devraient baisser modérément. Quant aux recettes tirées de la vente de bovins, elles devraient demeurer stables en 1996 et baisser légèrement en 1997.

- Les paiements aux producteurs en vertu des programmes devraient baisser pour s'établir à 1,0 milliard de dollars en 1996, en raison de la fermeté du marché et de l'élimination ou de la réduction de certains programmes. Les paiements de programmes devraient augmenter de 20% en 1997 surtout à cause de l'augmentation des paiements d'assurance-récolte et de l'aide octroyée dans le cadre des nouveaux programmes complémentaires et des programmes d'adaptation et de transition.

- Les dépenses nettes d'exploitation devraient augmenter de 8 % en 1996, puis se maintenir en 1997. Les dépenses au poste des cultures devraient augmenter de façon significative en 1996, à cause notamment des engrais. Ces dépenses devraient augmenter légèrement en 1997. Les coûts des aliments du bétail devraient grimper en 1996, en raison du niveau élevé des inventaires de bestiaux et de la majoration des prix des grains, puis diminuer en 1997 suite à la baisse des prix des grains.

#### Revenu agricole - niveau de la ferme

• Dans le cas d'une ferme porcine (naisseur-finisseur) de 110 truies en Ontario, le revenu monétaire net devrait augmenter de 5 900 \$ (+11 %) en 1996, puis diminuer de 1 300 \$ en 1997.

• Dans le cas d'une ferme de pommes de terre de 230 acres au Nouveau-Brunswick, le revenu monétaire net devrait augmenter de 26 400 \$ (+42 %) en 1996, puis diminuer d'environ 15 500 \$ en 1997.

• Dans le cas d'une ferme céréalière dans la zone de sol brun foncé en Saskatchewan, qui exploite 1 800 acres dont 1 200 acres en cultures, le revenu devrait augmenter de 29 300 \$ (+38 %) en 1996, puis diminuer de 68 700 \$ en 1997.

• Dans le cas d'une ferme de cultures commerciales de 330 acres en Ontario, le revenu monétaire net devrait augmenter d'environ 14 500 \$ (+20 %) en 1996, puis diminuer d'environ 8 200 \$ en 1997.

• Dans le cas d'une ferme laitière de 38 vaches au Québec, le revenu monétaire net devrait diminuer de 3 300 \$ (-7 %) en 1996, puis demeurer stable en 1997.

• Dans le cas d'une ferme bovine (vache-veau) de 75 vaches en moyenne et de 600 acres en cultures, le revenu monétaire net devrait augmenter de 6 800 \$ (+20 %) en 1996, puis diminuer de 4 000 \$ en 1997.

### B. Conditions financières des entreprises agricoles

• Entre 1994 et 1995, la dette du secteur agricole a augmenté dans chaque province.

• En 1995, le nombre de faillites de fermes a continué à diminuer au niveau national et a atteint son plus bas niveau depuis 1981.

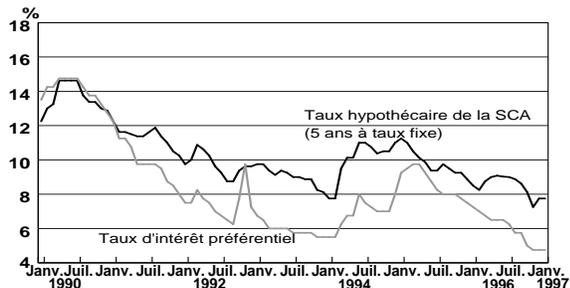
• Le nombre de prêts approuvés par la SCA a augmenté entre 1994-1995 et 1995-1996 et le nombre de prêts enregistrés sous la LPAACFC a diminué.

• En moyenne, l'actif, l'avoir net et les nouveaux investissements nets des fermes canadiennes ont augmenté entre 1993 et 1995.



• Au cours de l'automne 1996, les prix des fertilisants ont diminué en Alberta alors qu'ils sont demeurés relativement stables en Ontario.

Taux d'intérêt hypothécaire de la SCA



### C. Dépenses gouvernementales

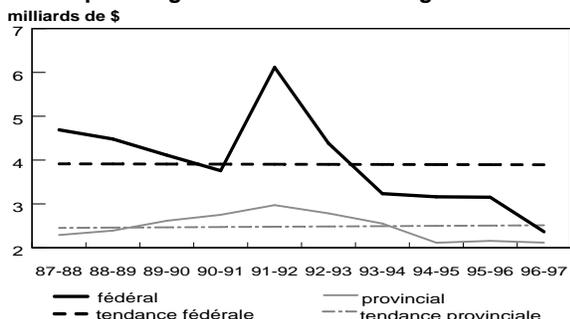
• Les dépenses publiques comprennent les sommes transférées directement ou indirectement à des particuliers et à des organismes sous forme de paiements ou de transferts entre les différents paliers de gouvernement.

• La plupart des dépenses provinciales et la totalité des dépenses fédérales jusqu'en 1995-1996 sont des données réelles tirées des comptes publics. Les estimations de 1996-1997 proviennent des documents de budget et des plans de dépenses de 1996-1997.

• Les dépenses fédérales pour l'année financière 1995-1996 n'ont pratiquement pas changé par rapport à celles de 1994-1995. Au cours des trois dernières années, elles se sont maintenues à un niveau moyen de 3,2 milliards de dollars. On prévoit qu'elles tomberont à 2,4 milliards de dollars en 1996-1997. La participation fédérale à l'ensemble des dépenses publiques du secteur agroalimentaire pour 1995-1996 et 1996-1997 est à la hausse et s'établit respectivement à 67 % et 61 %. Des révisions à la baisse au titre des dépenses fiscales provinciales ont fait baisser, en grande partie, la part provinciale dans le secteur.

• Les dépenses provinciales de 1995-1996 pour l'ensemble des provinces sont évaluées à 2,16 milliards de dollars, soit une augmentation de 42 millions de dollars par rapport à celles de 1994-1995. Elles pourraient atteindre 2,12 milliards de dollars en 1996-1997. Les dépenses provinciales pour ces deux années sont inférieures à leur moyenne historique de 2,5 milliards de dollars. Les dépenses provinciales étaient plus élevées en 1995-1996 au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta. En 1996-1997, on prévoit que le niveau des dépenses diminuera à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Colombie-britannique.

Dépenses gouvernementales en agriculture

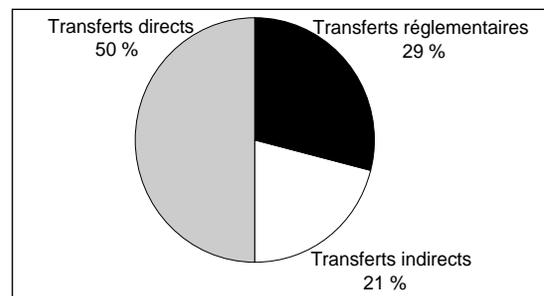


• Au niveau fédéral, la proportion des dépenses pour la catégorie des paiements de programmes était de 20 % en 1995-1996 par rapport à une moyenne historique décennale (1985-1995) de 43 %. D'autre part, les proportions des catégories de programmes reliés à la commercialisation et au développement (16 %) ainsi qu'à l'entreposage et au transport (35 %) étaient plus élevées en 1995-1996 que leur moyenne historique respective de 7 % et 20 %. Quant aux dépenses provinciales, les proportions pour chacune de ces catégories de programmes en 1995-1996 étaient comparables à la répartition obtenue selon la moyenne historique décennale

### D. Transferts gouvernementaux

• Le calcul des transferts gouvernementaux comprend les programmes de dépenses directes du gouvernement (transferts des contribuables aux producteurs), les programmes de dépenses indirectes (transferts des contribuables au secteur agricole mais qui parviennent indirectement aux producteurs) et les règlements gouvernementaux qui offrent un soutien indirect en garantissant un taux de rendement du marché plus élevé (transferts des consommateurs aux producteurs).

Transferts gouvernementaux, 1995-1996



• Les transferts gouvernementaux aux producteurs pour les années financières 1994-1995 et 1995-1996, en valeur et en pourcentage sont présentés dans le tableau suivant. Les principaux résultats sont :

• La valeur de l'aide apportée par les gouvernements aux producteurs canadiens en 1995-1996 a totalisé 4,9 milliards de dollars, en baisse de 233 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Le montant pour les provinces de l'Ouest a atteint 2,8 milliards de dollars (ou 57 % de l'aide totale), l'Ontario et le Québec ensemble, 1,9 milliards de dollars (soit 39 %), et les provinces de l'Atlantique, les 207 millions de dollars restants (soit 4 %).

• En pourcentage de la valeur des activités de l'industrie agricole canadienne, les transferts gouvernementaux de 1995-1996 représentaient 17,99 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de la valeur de la production, soit une diminution par rapport au niveau de 20,76 \$ en 1994-1995. Si l'on exclut Terre-Neuve, l'ensemble des transferts aux provinces s'est situé à plus ou moins 6 \$ de la moyenne nationale (de 13 \$ en Alberta à 24 \$ en Nouvelle-Écosse).

• Les transferts gouvernementaux exprimés en valeur monétaire ont augmenté en 1995-1996 pour trois provinces, soit l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba et la Saskatchewan. Cependant, une diminution des transferts gouvernementaux est observée pour l'ensemble des provinces lorsque ceux-ci



sont exprimés en pourcentage. En moyenne, la baisse a été de 2,78 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de la valeur de production, et s'est située entre 0,25 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard et 3,82 \$ en Alberta.

#### Transferts gouvernementaux, Canada et Provinces

	1994-1995		1995-1996	
	millions de \$	\$/100 \$ VPA <sup>(1)</sup>	millions de \$	\$/100 \$ VPA
Terre-Neuve	29	39,69	25	36,56
Île-du-Prince-Édouard	47	15,19	50	14,94
Nouvelle-Écosse	84	25,60	74	24,11
Nouveau-Brunswick	62	21,01	58	19,86
Québec <sup>(2)</sup>	1 052	25,35	990	22,64
Ontario	1 085	18,58	939	15,51
Manitoba	462	19,31	497	19,01
Saskatchewan	1 200	24,30	1 284	21,44
Alberta	887	16,60	785	12,78
Colombie-Britannique	260	21,28	233	18,47
Canada	5 169	20,76	4 936	17,99

#### Notes:

- (1) La valeur de production ajustée (VPA) est la somme de la moyenne triennale de la valeur de la production des années les plus récentes et du total des transferts directs aux producteurs de l'année en cours. Par exemple, la VPA pour les calculs de 1995-1996 est la somme de la valeur de la production (moyenne établie pour les années financières 1993-1994 à 1995-1996) et des transferts directs aux producteurs pour 1995-1996.
- (2) Le Québec n'a pas participé à la préparation et la vérification des transferts gouvernementaux. Les transferts provinciaux pour le Québec ont été établis principalement à partir des documents des comptes publics.



# **SECTION A**

## **Revenu agricole**



**Tableau A.1: Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces**

	1995	Moyenne 1991-1995	1996	Variation moyenne		1997	Variation moyenne	
				96/95	96/91-95		97/96	97/91-95
	millions \$	millions \$	millions \$	%	%	millions \$	%	%
<b>CANADA</b>								
Recettes des cultures	12 794	10 113	13 811	8	37	13 075	-5	29
Recettes de l'élevage	12 671	11 925	13 543	7	14	13 568	0	14
Recettes totales du marché	25 466	22 038	27 354	7	24	26 642	-3	21
Paiements des programmes	1 148	2 385	1 006	-12	-58	1 208	20	-49
Recettes monétaires totales	26 614	24 423	28 360	7	16	27 850	-2	14
Dépenses d'exploitation nettes	21 012	19 041	22 630	8	19	22 508	-1	18
Revenu net comptant	5 602	5 382	5 731	2	6	5 342	-7	-1
Revenu net réalisé	2 323	2 417	2 247	-3	-7	1 788	-20	-26
<b>TERRE-NEUVE</b>								
Recettes des cultures	13	11	13	-1	15	13	0	15
Recettes de l'élevage	51	49	55	9	12	54	-2	11
Recettes totales du marché	64	61	68	7	13	68	-1	11
Paiements des programmes	3	4	2	-24	-34	2	3	-32
Recettes monétaires totales	67	64	71	5	10	70	-1	9
Dépenses d'exploitation nettes	55	54	62	11	15	61	-0	14
Revenu net comptant	12	10	9	-22	-12	9	-6	-17
Revenu net réalisé	8	7	5	-39	-31	4	-14	-41
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>								
Recettes des cultures	179	144	179	-0	24	179	0	25
Recettes de l'élevage	105	100	113	7	13	118	4	18
Recettes totales du marché	285	244	292	2	20	297	2	22
Paiements des programmes	27	22	12	-56	-46	11	-2	-47
Recettes monétaires totales	311	266	303	-3	14	308	2	16
Dépenses d'exploitation nettes	224	198	233	4	17	237	2	19
Revenu net comptant	87	67	71	-19	5	71	1	6
Revenu net réalisé	62	45	44	-30	-3	44	0	-3
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>								
Recettes des cultures	95	93	101	6	9	103	2	11
Recettes de l'élevage	227	220	252	11	15	254	0	15
Recettes totales du marché	322	313	353	10	13	356	1	14
Paiements des programmes	6	9	6	0	-30	5	-26	-48
Recettes monétaires totales	329	322	359	9	12	361	0	12
Dépenses d'exploitation nettes	276	259	304	10	17	305	0	18
Revenu net comptant	53	63	56	6	-12	56	-0	-12
Revenu net réalisé	18	30	18	2	-39	18	-4	-42


**Tableau A.1: Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces (suite)**

	1995	Moyenne 1991-1995	1996	Variation moyenne		1997	Variation moyenne	
				96/95	96/91-95		97/96	97/91-95
	millions \$	millions \$	millions \$	%	%	millions \$	%	%
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK</b>								
Recettes des cultures	113	111	128	13	15	135	5	21
Recettes de l'élevage	162	151	170	5	12	172	1	14
Recettes totales du marché	275	263	298	8	13	307	3	17
Paiements des programmes	12	15	17	40	8	11	-35	-29
Recettes monétaires totales	287	278	315	10	13	318	1	14
Dépenses d'exploitation nettes	242	221	262	8	18	265	1	20
Revenu net comptant	45	57	52	17	-8	53	1	-7
Revenu net réalisé	18	33	23	28	-29	23	-0	-29
<b>QUÉBEC</b>								
Recettes des cultures	992	841	1 108	12	32	1 071	-3	27
Recettes de l'élevage	2 858	2 646	3 089	8	17	3 068	-1	16
Recettes totales du marché	3 851	3 487	4 197	9	20	4 139	-1	19
Paiements des programmes	528	565	420	-20	-26	246	-41	-56
Recettes monétaires totales	4 379	4 051	4 617	5	14	4 385	-5	8
Dépenses d'exploitation nettes	3 305	3 036	3 691	12	22	3 552	-4	17
Revenu net comptant	1 074	1 016	925	-14	-9	833	-10	-18
Revenu net réalisé	745	720	567	-24	-21	467	-18	-35
<b>ONTARIO</b>								
Recettes des cultures	2 672	2 310	2 979	11	29	2 875	-3	24
Recettes de l'élevage	3 373	3 315	3 630	8	9	3 685	2	11
Recettes totales du marché	6 044	5 625	6 609	9	17	6 560	-1	17
Paiements des programmes	113	328	122	8	-63	165	35	-50
Recettes monétaires totales	6 158	5 953	6 731	9	13	6 724	-0	13
Dépenses d'exploitation nettes	5 156	4 850	5 659	10	17	5 659	-0	17
Revenu net comptant	1 002	1 103	1 072	7	-3	1 066	-1	-3
Revenu net réalisé	259	411	286	11	-30	264	-8	-36
<b>MANITOBA</b>								
Recettes des cultures	1 413	1 131	1 569	11	39	1 397	-11	24
Recettes de l'élevage	944	873	1 101	17	26	1 108	1	27
Recettes totales du marché	2 357	2 004	2 670	13	33	2 505	-6	25
Paiements des programmes	104	283	55	-48	-81	159	191	-44
Recettes monétaires totales	2 461	2 287	2 724	11	19	2 664	-2	17
Dépenses d'exploitation nettes	2 101	1 840	2 172	3	18	2 188	1	19
Revenu net comptant	361	447	552	53	24	477	-14	7
Revenu net réalisé	35	164	205	492	25	122	-40	-26



**Tableau A.1: Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces (suite)**

	1995	Moyenne 1991-1995	1996	Variation moyenne		1997	Variation moyenne	
				96/95	96/91-95		97/96	97/91-95
	millions \$	millions \$	millions \$	%	%	millions \$	%	%
<b>SASKATCHEWAN</b>								
Recettes des cultures	4 078	3 040	4 186	3	38	4 088	-2	34
Recettes de l'élevage	995	994	980	-1	-1	989	1	-1
Recettes totales du marché	5 073	4 034	5 166	2	28	5 077	-2	26
Paiements des programmes	177	632	212	20	-66	293	38	-54
Recettes monétaires totales	5 250	4 665	5 378	2	15	5 370	-0	15
Dépenses d'exploitation nettes	3 863	3 427	4 222	9	23	4 233	0	24
Revenu net comptant	1 386	1 238	1 156	-17	-7	1 138	-2	-8
Revenu net réalisé	585	510	315	-46	-38	280	-11	-45
<b>ALBERTA</b>								
Recettes des cultures	2 575	1 857	2 867	11	54	2 523	-12	36
Recettes de l'élevage	3 119	2 758	3 269	5	19	3 228	-1	17
Recettes totales du marché	5 694	4 614	6 136	8	33	5 752	-6	25
Paiements des programmes	152	483	127	-17	-74	293	131	-39
Recettes monétaires totales	5 846	5 097	6 262	7	23	6 044	-3	19
Dépenses d'exploitation nettes	4 469	3 965	4 627	4	17	4 617	-0	16
Revenu net comptant	1 378	1 132	1 635	19	44	1 427	-13	26
Revenu net réalisé	544	386	745	37	93	520	-30	35
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>								
Recettes des cultures	663	576	682	3	18	691	1	20
Recettes de l'élevage	838	818	884	5	8	892	1	9
Recettes totales du marché	1 501	1 394	1 566	4	12	1 583	1	14
Paiements des programmes	27	45	35	30	-23	23	-33	-49
Recettes monétaires totales	1 527	1 439	1 600	5	11	1 606	0	12
Dépenses d'exploitation nettes	1 321	1 190	1 398	6	17	1 392	-0	17
Revenu net comptant	206	249	203	-2	-19	214	5	-14
Revenu net réalisé	50	111	39	-22	-65	46	18	-59

Sources: Statistique Canada, Catalogue no. 21-603, novembre 1996, et Agriculture et Agroalimentaire Canada pour les prévisions de 1996 et 1997

### Points d'importance

- Le revenu agricole net comptant devrait s'établir à 5,7 milliards de dollars en 1996, soit 2 % de plus que le niveau de 1995, et 6 % de plus que la moyenne quinquennale de 1991-1995. La hausse prévue du revenu s'explique surtout par une augmentation des recettes tirées de la vente des productions végétales et

animales qui devrait plus que compenser l'augmentation des dépenses et la réduction des paiements des programmes. En 1997, le revenu net comptant devrait reculer de 7 % par rapport au niveau prévu en 1996 pour s'établir à 5,3 milliards de dollars, ce qui représente 1 % de moins que la moyenne



quinquennale de 1991-1995. Cette baisse projetée s'explique principalement par les prix des grains qui devraient revenir à des niveaux plus normaux.

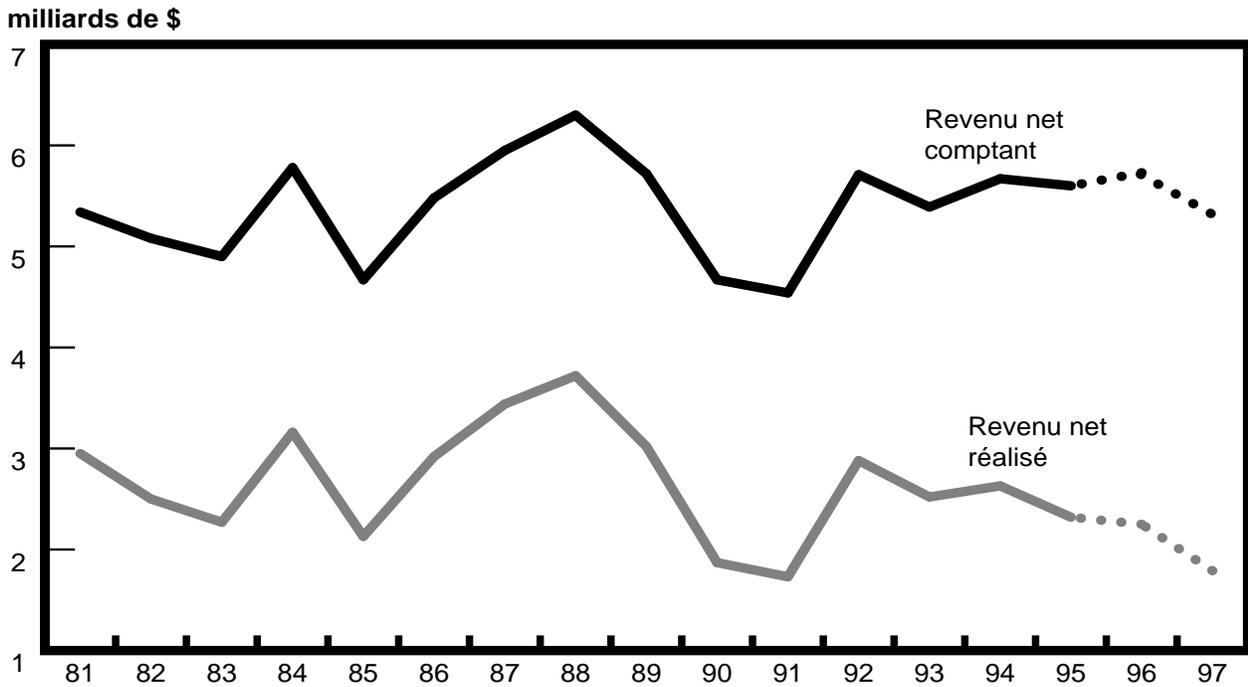
- Le revenu agricole net réalisé devrait baisser de 3 % en 1996 pour s'établir à 2,2 milliards de dollars, puis chuter de 20 % en 1997 pour s'établir à 1,8 milliards de dollars. En 1996, le revenu net réalisé devrait baisser à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique. En 1997, le revenu net réalisé devrait baisser dans toutes les provinces, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard et en Colombie-Britannique.
- Les recettes tirées des productions végétales devraient augmenter de 8 % en 1996 pour atteindre un niveau record de 13,8 milliards de dollars, puis elles devraient reculer de 5 % en 1997. En 1996, les prix élevés des grains ont contribué à la hausse des recettes du blé, de l'orge, du maïs et du soya. Ces recettes devraient être les plus élevées par rapport aux années précédentes. La vigueur des prix des grains en 1996 s'explique principalement par une forte demande, tant sur les marchés internationaux que domestiques, combinée aux bas niveaux des stocks mondiaux. La baisse anticipée des recettes tirées de la vente des productions végétales en 1997 s'explique principalement par les prix du blé et des céréales secondaires qui devraient s'établir à des niveaux plus normaux.
- Les recettes tirées des productions animales devraient augmenter de 7 % en 1996 puis se maintenir en 1997. Les recettes du secteur porcin et des productions contingentées devraient le plus contribuer à la hausse des recettes des productions animales, en 1996. Les recettes du secteur porcin devraient augmenter de façon significative en 1996 sous l'effet combiné de la forte hausse des prix et de la hausse des mises en marché. La hausse prévue des recettes des productions contingentées s'explique surtout par la hausse des prix. Les recettes de la vente de bovins devraient demeurer stables en 1996, par rapport à 1995, puisque les mises en marché plus élevées devraient compenser pour la baisse des prix. En 1997, les recettes des productions porcine et laitière devraient augmenter légèrement. Par contre, les recettes de la production avicole devraient baisser modérément. Quant aux recettes tirées de la vente de bovins, elles devraient baisser légèrement en 1997.
- Les paiements aux producteurs en vertu des programmes devraient baisser de 12 % pour s'établir à 1,0 milliard de dollars en 1996, en raison de la fermeté du marché, de l'élimination ou de la réduction de certains programmes. Les paiements de programmes devraient augmenter en 1997 surtout à cause de l'augmentation des paiements d'assurance-récolte et de l'aide octroyée dans le cadre des nouveaux programmes complémentaires et des programmes d'adaptation et de transition. Le Programme de paiements de transition pour les grains de l'Ouest de

1,6 milliards de dollars n'est pas inclus dans les prévisions du revenu agricole. Comme il s'agit d'un paiement de capital, il ne peut être pris en compte selon les concepts du revenu agricole utilisés par Statistique Canada. Les paiements de ce programme ont toutefois été versés en 1996.

- Les dépenses nettes d'exploitation devraient augmenter de 8 % en 1996, puis se maintenir en 1997. Les dépenses au poste des cultures devraient augmenter de façon significative en 1996, à cause notamment des engrais. Ces dépenses devraient augmenter légèrement en 1997. Les coûts des aliments du bétail devraient grimper en 1996, en raison du niveau élevé des inventaires de bestiaux et de la majoration des prix des grains, puis baisser en 1997 suite à la baisse des prix des grains. En 1996 et 1997, les frais d'amortissement devraient augmenter en raison de la hausse de la valeur des acquisitions ou des remplacements de machines agricoles et des bâtiments.

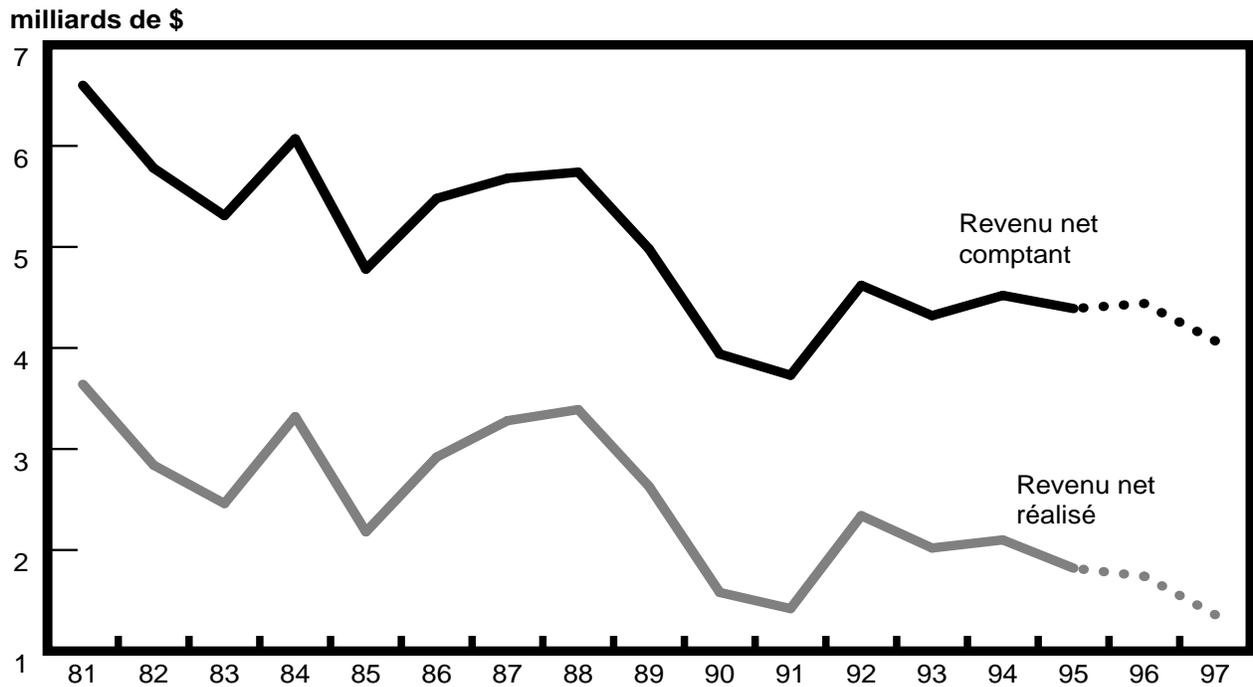


**Graphique A.1: Revenu agricole au Canada (dollars courants)**

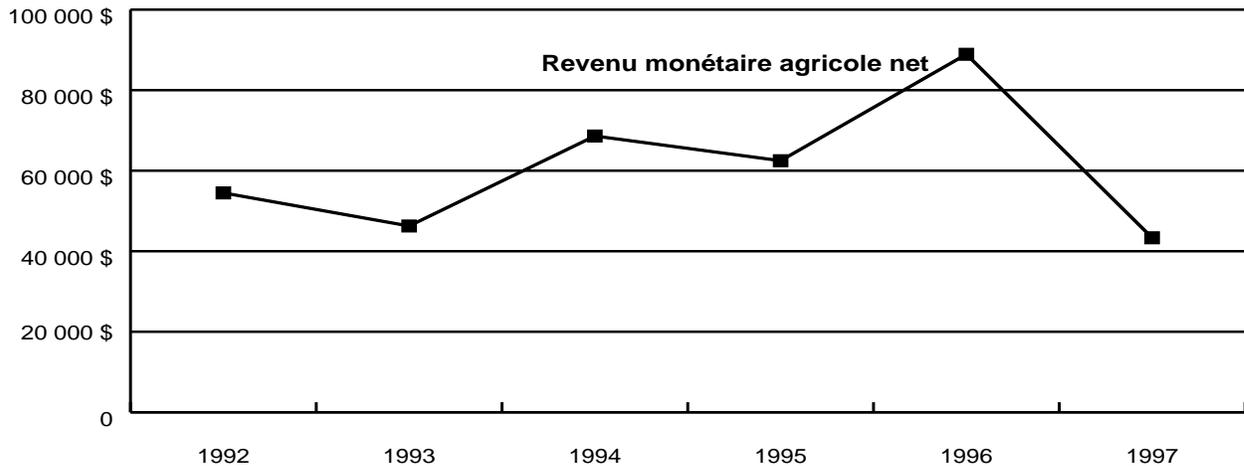


Source: Statistique Canada pour les estimations de 1981 à 1995, et Agriculture et Agroalimentaire Canada pour les prévisions de 1996 et 1997.

**Graphique A.2: Revenu agricole au Canada (en dollars de 1986)**



Source: Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à partir des données de Statistique Canada et du Conference Board du Canada.

**Graphique A.3: Exploitation repère de pommes de terre au Nouveau-Brunswick****Tableau A.2: Exploitation repère de pommes de terre au Nouveau-Brunswick**

Comptabilité de caisse (\$)	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Ventes de pommes terre	278 533	270 848	310 937	288 286	321 853	272 752
Paiements gouvernementaux (1)	25 178	41 508	18 900	25 375	29 538	23 765
Autres recettes monétaires	42 392	32 878	28 520	39 429	45 821	38 175
Recettes monétaires totales	346 103	345 234	358 357	353 090	397 212	334 692
Dépenses en espèces totales	291 619	298 969	289 745	290 610	308 298	291 359
Revenu monétaire agricole net	54 484	46 265	68 612	62 480	88 914	43 333

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction de l'analyse économique et stratégique.

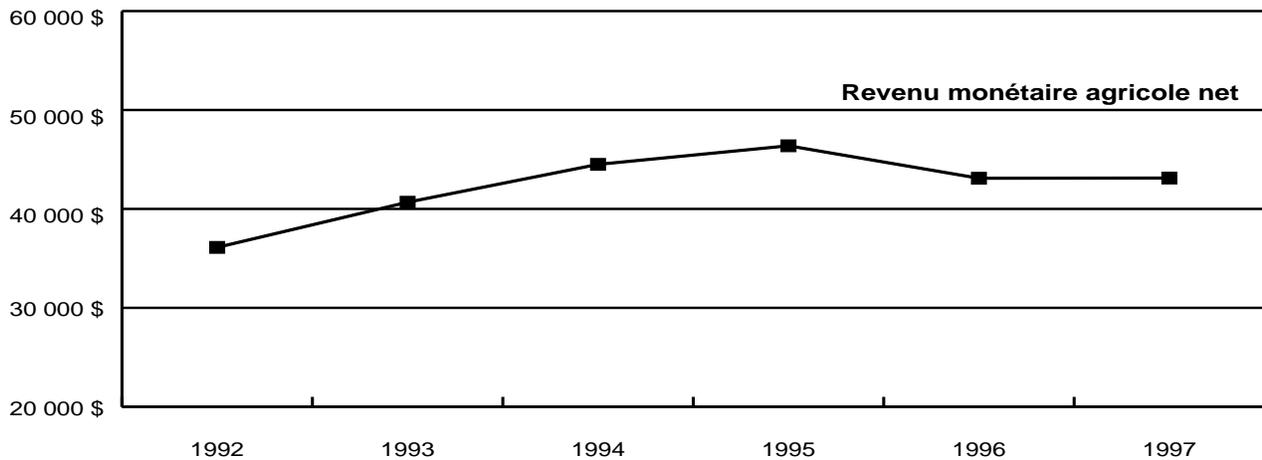
(1) Les paiements gouvernementaux sont exprimés en recettes brutes et incluent les retraits du CSRN. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

### Points d'importance

- Les recettes des pommes de terre devraient atteindre un sommet en 1996. Les prix des pommes de terre ont augmenté considérablement dans la deuxième moitié de 1993 et sont demeurés élevés jusqu'en 1996.
- Les paiements gouvernementaux devraient baisser en 1997 en raison de la baisse prévue des paiements d'assurance-récolte et de la diminution prévue des retraits du CSRN.
- Le revenu monétaire net devrait diminuer en 1997, en raison de la baisse des recettes des cultures et de la diminution des paiements des programmes, et s'établir à un niveau proche de celui de 1993.



## Graphique A.4: Exploitation repère laitière au Québec



## Tableau A.3: Exploitation repère laitière au Québec

Comptabilité de caisse (\$)	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Ventes de lait (1)	103 068	107 379	116 268	123 593	125 009	124 100
Paiements gouvernementaux (2)	12 323	12 511	12 415	12 896	10 547	8 869
Autres recettes monétaires	33 729	34 295	33 190	33 266	32 461	32 241
Recettes monétaires totales	149 120	154 185	161 873	169 755	168 018	165 210
Dépenses en espèces totales (3)	113 009	113 509	117 371	123 373	124 918	122 090
Revenu monétaire agricole net	36 110	40 676	44 502	46 381	43 100	43 120

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction de l'analyse économique et stratégique.

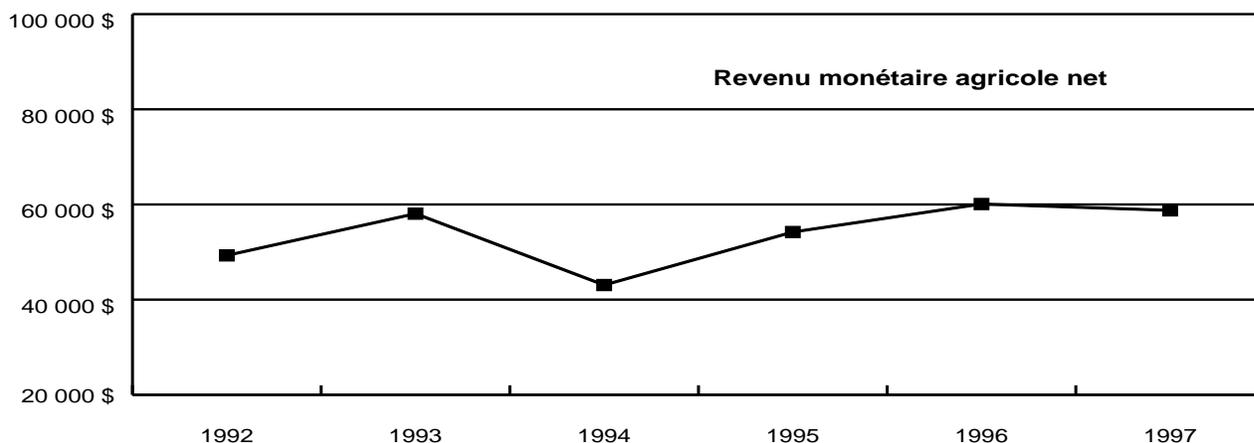
(1) Tous les prélèvements sont déduits des ventes de lait.

(2) Les paiements gouvernementaux sont exprimés en recettes brutes. Ils comprennent les subventions laitières, les indemnités d'assurance-récolte ainsi que les autres paiements de programme et les rabais.

(3) Les dépenses en espèces totales incluent les coûts fixes et variables en espèces, y compris l'intérêt sur les prêts d'exploitation et les prêts à long terme.

## Points d'importance

- Les prix du lait devraient demeurer fermes en 1997.
- Les paiements gouvernementaux devraient baisser en 1996 et 1997 suite aux réductions dans les subventions laitières et dans les autres paiements de programmes.
- Les autres recettes monétaires devraient demeurer stables en 1996 puisque la hausse des prix des grains devrait plus que compenser la baisse des prix des bovins.
- On s'attend à ce que l'augmentation des dépenses en espèces en 1996 entraîne une baisse du revenu monétaire net. L'augmentation des dépenses serait surtout attribuable aux coûts plus élevés des aliments commerciaux, des engrais et du carburant.

**Graphique A.5: Exploitation repère porcine (naisseur-engraisseur) en Ontario****Tableau A.4: Exploitation repère porcine (naisseur-engraisseur) en Ontario**

Comptabilité de caisse (\$)	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Ventes de porcs	230 802	266 539	255 007	267 258	283 921	275 403
Paiements gouvernementaux (1)	22 914	3 040	2 943	2 684	4 567	1 515
Autres recettes monétaires	7 479	8 507	9 399	11 529	13 568	11 867
Recettes monétaires totales	261 195	278 087	267 350	281 471	302 056	288 785
Dépenses en espèces totales	211 355	220 022	224 283	227 263	241 966	230 025
Revenu monétaire agricole net	49 296	58 065	43 067	54 208	60 090	58 760

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction de l'analyse économique et stratégique.

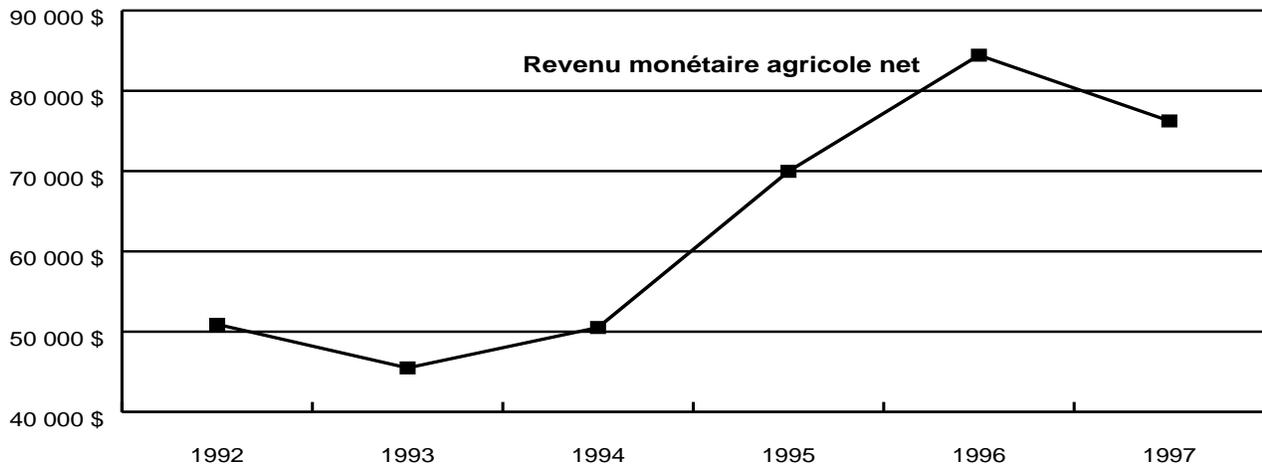
(1) Les paiements gouvernementaux sont exprimés en recettes brutes et incluent les retraits du CSRN; les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

**Points d'importance**

- On prévoit, en 1997, une diminution des recettes des porcs suite à la baisse anticipée des prix du porc.
- Les recettes monétaires totales devraient baisser en 1997. Les recettes de la vente de porcs et de la vente des cultures devraient baisser en 1997.
- Les dépenses en espèces devraient diminuer en 1997.
- En 1997, le revenu monétaire net devrait baisser suite à la baisse anticipée des recettes monétaires totales.



## Graphique A.6: Exploitation repère de cultures commerciales en Ontario



## Tableau A.5: Exploitation repère de cultures commerciales en Ontario

Comptabilité de caisse (\$)	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Ventes de récoltes et règlements finals (1)	78 394	83 901	96 043	118 880	136 446	123 889
Paiements gouvernementaux (2)	28 695	18 395	6 165	5 300	2 000	7 604
Autres recettes monétaires (3)	22 863	23 800	25 184	26 260	26 426	27 265
Recettes monétaires totales	129 952	126 096	127 392	150 440	164 872	158 758
Dépenses en espèces totales	79 036	80 607	76 872	80 472	82 437	82 510
Revenu monétaire agricole net	50 915	45 489	50 520	69 968	84 435	76 248

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction de l'analyse économique et stratégique.

(1) On présume que cette ferme a une combinaison constante de cultures.

(2) Les paiements gouvernementaux sont exprimés en recettes brutes; les primes sont incluses dans les dépenses totales en espèces.

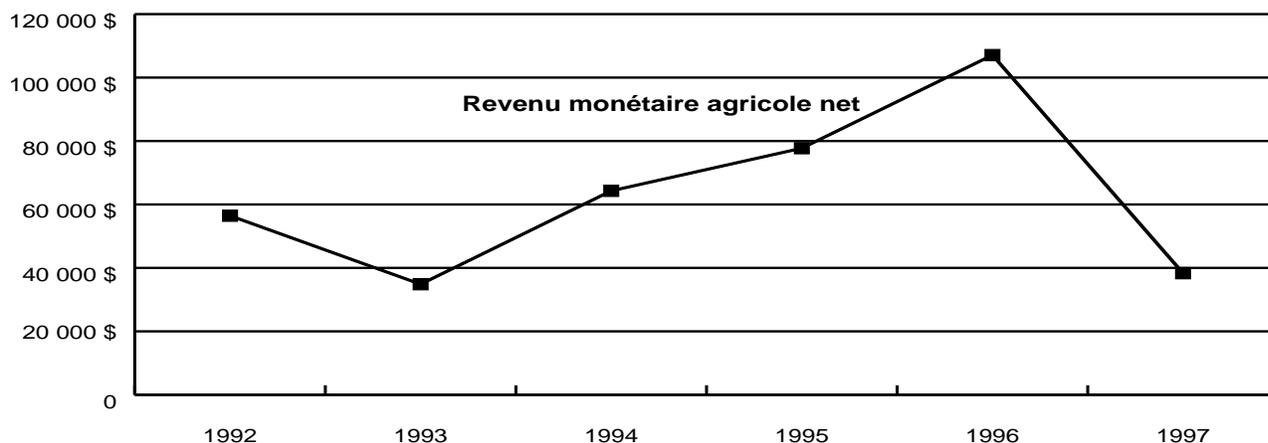
(3) Cette ferme tire des revenus de travaux sur commande dont la valeur s'élève à environ 23 000 \$ par année. Ces revenus sont rapportés dans les "autres recettes monétaires".

### Points d'importance

- Les ventes des cultures devraient baisser en 1997 suite à la baisse des prix du maïs et du blé.
- En 1996, les recettes monétaires totales devraient être les plus élevées des cinq dernières années. En 1997, elles devraient baisser suite à la baisse prévue dans les recettes des cultures.
- On s'attend à ce qu'en 1997 les dépenses en espèces totales demeurent à un niveau similaire à celui de 1996.
- Le revenu monétaire net devrait diminuer en 1997 principalement en raison de la baisse des recettes des cultures.



## Graphique A.7: Exploitation repère céréalière de la Saskatchewan



## Tableau A.6: Exploitation repère céréalière de la Saskatchewan

Comptabilité de caisse (\$)	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Ventes de récoltes et règlements finals (1)	115 507	118 133	191 501	209 324	260 358	189 402
Paiements gouvernementaux (2)	48 550	35 547	9 025	13 108	4 798	6 198
Autres recettes monétaires	2 577	2 768	3 405	3 606	3 902	3 937
Recettes monétaires totales	166 634	156 448	203 931	226 038	269 058	199 517
Dépenses en espèces totales	110 187	121 590	139 640	148 305	161 972	161 179
Revenu monétaire agricole net	56 447	34 858	64 290	77 733	107 086	38 338

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction de l'analyse économique et stratégique.

(1) Ces résultats représentent une ferme de la zone de sol brun foncé produisant du blé de printemps, du blé durum, de l'orge du canola et des lentilles.

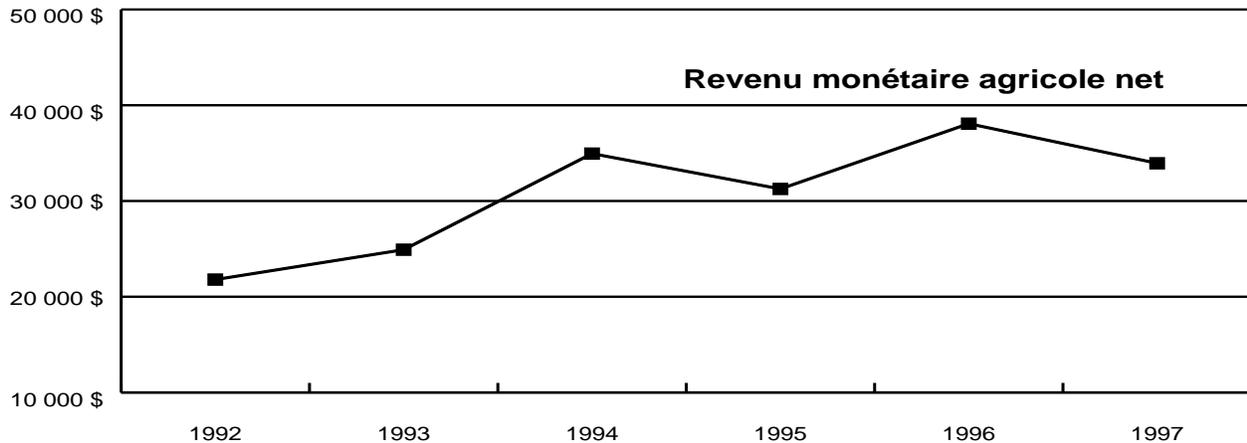
(2) Les paiements gouvernementaux sont exprimés en recettes brutes; les primes sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

## Points d'importance

- Après avoir atteint des niveaux presque records au cours des dernières années, les prix et la production de grains devraient s'établir, en 1997, à des niveaux plus normaux. Cette baisse simultanée des prix et de la production de grains entraînera une chute des revenus agricoles totaux en 1997.
- Les paiements gouvernementaux devraient demeurer bas en 1997.
- Les dépenses en espèces devraient diminuer légèrement en 1997, mais elles devraient demeurer au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. Les prix des engrais ont augmenté en 1994 et 1995, ce qui a contribué à l'augmentation soutenue des dépenses au cours des dernières années.
- Le revenu monétaire agricole net devrait chuter en 1997 bien en-deçà des niveaux élevés de 1995 et 1996. Le revenu baisse de façon importante sur cette ferme en 1997 parce qu'elle produit principalement du blé. Dans le cas des fermes cérésières qui ont des modèles différents de rotation des cultures, en Saskatchewan, leur revenu monétaire net devrait baisser de façon plus modérée.



## Graphique A.8: Exploitation repère bovine (vache-veau) en Alberta



## Tableau A.7: Exploitation repère bovine (vache-veau) en Alberta

Comptabilité de caisse (\$)	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Ventes de bétail	45 698	53 206	49 644	37 098	36 014	36 947
Paiements gouvernementaux (1)	9 896	6 485	4 013	4 075	2 814	8 834
Autres recettes monétaires	44 954	50 968	71 785	83 136	94 468	85 457
Recettes monétaires totales	100 549	110 659	125 442	124 308	133 296	131 238
Dépenses en espèces totales (2)	78 758	85 747	90 491	93 050	95 221	97 299
Revenu monétaire agricole net	21 791	24 912	34 950	31 258	38 075	33 938

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction de l'analyse économique et stratégique.

(1) Les paiements gouvernementaux sont exprimés en recettes brutes. Ils englobent les paiements du PNTS, de l'assurance-récolte et les retraits du CSRN.

(2) Les dépenses en espèces totales incluent les coûts fixes et variables en espèces, y compris l'intérêt sur les prêts d'exploitation et les prêts à long terme.

### Points d'importance

- La baisse des prix du bétail a entraîné une réduction du cheptel et par conséquent une baisse des ventes en 1996. Les prix du bétail devraient commencer à remonter en 1997.
- L'augmentation des ventes de cultures et autres recettes en 1996 est surtout attribuable aux prix élevés des cultures.
- Les paiements des programmes devraient augmenter en 1997 après avoir baissé continuellement depuis 1992.
- Les augmentations dans les prix des engrais, du carburant et des produits chimiques agricoles ont le plus contribué à l'augmentation des dépenses en espèces depuis 1995 et cela jusqu'en 1997.

**Tableau A.8: Recettes agricoles, dépenses et revenu net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 1990-1995**

Province	1990	1991	1992	1993	1994	1995
	--- Dollars par ferme ---					
<b>Terre-Neuve</b>						
Recettes agricoles	208 866	239 044	234 840	239 578	258 336	248 939
Dépenses d'exploitation	191 295	217 033	214 067	210 738	235 062	224 937
Revenu d'exploitation net	17 571	22 010	20 773	28 840	23 273	24 002
<b>Île-du-Prince-Édouard</b>						
Recettes agricoles	143 456	141 087	148 460	154 316	176 194	192 001
Dépenses d'exploitation	112 407	117 589	122 752	131 525	142 749	157 109
Revenu d'exploitation net	31 049	23 498	25 708	22 791	33 445	34 892
<b>Nouvelle-Écosse</b>						
Recettes agricoles	137 504	138 943	143 908	145 711	150 205	160 217
Dépenses d'exploitation	116 407	116 967	121 712	123 375	129 963	137 598
Revenu d'exploitation net	21 097	21 976	22 196	22 335	20 242	22 619
<b>Nouveau-Brunswick</b>						
Recettes agricoles	143 830	135 263	139 883	144 380	160 795	165 231
Dépenses d'exploitation	118 186	116 908	119 835	125 273	137 840	144 890
Revenu d'exploitation net	25 643	18 355	20 048	19 107	22 955	20 341
<b>Québec</b>						
Recettes agricoles	130 794	136 692	146 717	145 725	151 404	156 898
Dépenses d'exploitation	106 341	110 935	118 841	118 985	123 798	127 808
Revenu d'exploitation net	24 452	25 756	27 876	26 741	27 606	29 090
<b>Ontario</b>						
Recettes agricoles	121 984	124 780	131 541	136 076	141 060	147 497
Dépenses d'exploitation	102 381	105 918	110 949	116 102	122 728	124 660
Revenu d'exploitation net	19 603	18 862	20 592	19 975	18 332	22 838
<b>Manitoba</b>						
Recettes agricoles	85 614	91 585	94 553	105 606	115 021	118 323
Dépenses d'exploitation	70 715	74 661	77 823	83 630	94 572	98 976
Revenu d'exploitation net	14 899	16 924	16 730	21 976	20 449	19 347
<b>Saskatchewa</b>						
Recettes agricoles	68 072	70 802	74 034	81 449	85 809	92 140
Dépenses d'exploitation	53 113	54 103	58 304	63 083	65 954	69 542
Revenu d'exploitation net	14 958	16 699	15 730	18 366	19 854	22 599
<b>Alberta</b>						
Recettes agricoles	105 068	101 805	112 042	124 080	136 716	137 352
Dépenses d'exploitation	89 658	87 967	95 077	106 822	118 772	118 414
Revenu d'exploitation net	15 409	13 837	16 965	17 257	17 944	18 938
<b>Colombie-Britannique</b>						
Recettes agricoles	138 351	137 098	150 061	153 036	164 872	166 660
Dépenses d'exploitation	122 134	121 536	129 206	133 149	145 870	147 743
Revenu d'exploitation net	16 217	15 561	20 855	19 887	19 002	18 917
<b>Canada</b>						
Recettes agricoles	102 610	104 456	111 461	118 238	125 819	130 319
Dépenses d'exploitation	85 036	86 708	92 409	98 264	105 664	108 126
Revenu d'exploitation net	17 573	17 748	19 052	19 975	20 155	22 193

Source: Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Données fiscales.

**Points d'importance**

- Le revenu d'exploitation net par ferme a progressé de 10 % passant de 20 155 \$ à 22 193 \$ en 1995.
- À l'échelle provinciale, le revenu d'exploitation net par ferme a varié en 1995 de 18 917 \$ en Colombie-Britannique à 34 892 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard.
- Les écarts entre les provinces en ce qui touche le revenu d'exploitation net reflètent dans une large mesure les différences quant au type de production et à la répartition de la taille des exploitations mesurée par les recettes totales.



**Tableau A.9: Recettes agricoles, dépenses et revenu net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 1993-1995**

Type de ferme	1993	1994	1995
	- Dollars par ferme -		
<b>Lait</b>			
Recettes agricoles	166 465	177 954	190 713
Dépenses d'exploitation	123 405	133 145	142 552
Revenu d'exploitation net	43 060	44 809	48 161
<b>Bovins</b>			
Recettes agricoles	113 069	122 037	122 757
Dépenses d'exploitation	102 246	113 156	114 442
Revenu d'exploitation net	10 823	8 881	8 315
<b>Porcs</b>			
Recettes agricoles	215 418	230 504	247 884
Dépenses d'exploitation	189 670	208 585	222 844
Revenu d'exploitation net	25 748	21 919	25 040
<b>Volaille et oeufs</b>			
Recettes agricoles	375 256	414 135	411 170
Dépenses d'exploitation	326 453	368 845	364 022
Revenu d'exploitation net	48 803	45 291	47 148
<b>Céréales et oléagineux</b>			
Recettes agricoles	81 819	88 666	96 221
Dépenses d'exploitation	62 279	67 129	72 019
Revenu d'exploitation net	19 539	21 537	24 203
<b>Pommes de terre</b>			
Recettes agricoles	273 082	320 975	339 687
Dépenses d'exploitation	232 773	261 246	285 610
Revenu d'exploitation net	40 308	59 728	54 077
<b>Fruits et légumes</b>			
Recettes agricoles	118 628	127 096	135 133
Dépenses d'exploitation	103 262	109 973	114 851
Revenu d'exploitation net	15 366	17 122	20 282
<b>Serre et pépinière</b>			
Recettes agricoles	351 105	351 155	372 664
Dépenses d'exploitation	319 390	317 782	336 809
Revenu d'exploitation net	31 714	33 373	35 855
<b>Tous les types de fermes</b>			
Recettes agricoles	118 238	125 819	130 319
Dépenses d'exploitation	98 263	105 664	108 126
Revenu d'exploitation net	19 974	20 155	22 193

Source: Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Données fiscales.

#### Points d'importance

- Les revenus d'exploitation nets ont varié en 1995, de 8 315 \$ pour les fermes bovines à 54 077 \$ pour les fermes de pommes de terre.
- En 1995, les recettes moyennes par ferme ont varié de 96 221 \$ pour les fermes de céréales et d'oléagineux à 411 170 \$ pour les fermes de volaille et d'oeufs.


**Tableau A.10: Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, secteur non constitué en société, Canada, 1994**

Revenu de la famille agricole (avant amortissement)	Nombre de familles		Revenus d'un travail hors ferme	Revenus de place- ment	Revenus de pensions et autres revenus hors ferme	Total des revenus hors ferme	Revenus d'exploit- ation net	Total des revenus de la famille
	Nbre	% du total						
<b>Toutes les catégories de revenu (\$)</b>								
moins de 10 000 \$	9 400	5,6	6 537	1 547	5 101	13 184	(22 173)	(8 988)
10 000 \$ - 19 999 \$	13 630	8,1	6 547	1 326	6 443	14 317	1 439	15 755
20 000 \$ - 29 999 \$	22 390	13,2	9 387	1 925	8 416	19 728	5 489	25 217
30 000 \$ - 39 999 \$	24 990	14,8	13 540	2 313	8 271	24 124	11 073	35 196
40 000 \$ - 49 999 \$	23 290	13,8	18 537	2 759	8 587	29 884	15 306	45 190
50 000 \$ - 99 999 \$	61 450	36,4	32 033	4 641	8 299	44 973	24 370	69 342
100 000 \$ +	13 890	8,2	68 085	15 985	11 044	95 114	57 336	152 450
<b>TOTAL</b>	<b>169 040</b>	<b>100,0</b>	<b>23 931</b>	<b>4 171</b>	<b>8 248</b>	<b>36 350</b>	<b>16 924</b>	<b>53 275</b>
<b>Familles dont l'exploitation agricole a généré des recettes agricoles inférieures à 50 000 \$</b>								
moins de 10 000 \$	4 650	6,0	5 712	1 424	5 114	12 250	(13 877)	(1 628)
10 000 \$ - 19 999 \$	8 920	11,5	6 697	1 476	7 509	15 683	29	15 711
20 000 \$ - 29 999 \$	13 640	17,5	10 453	2 338	10 401	23 191	1 702	24 893
30 000 \$ - 39 999 \$	12 260	15,7	17 706	2 943	10 998	31 647	3 158	34 805
40 000 \$ - 49 999 \$	10 390	13,3	26 358	3 738	11 092	41 188	3 584	44 772
50 000 \$ - 99 999 \$	23 660	30,4	48 026	6 095	10 488	64 610	3 240	67 850
100 000 \$ +	4 320	5,5	111 459	23 844	12 409	147 711	2 537	150 249
<b>TOTAL</b>	<b>77 850</b>	<b>100,0</b>	<b>30 027</b>	<b>4 801</b>	<b>10 078</b>	<b>44 907</b>	<b>1 574</b>	<b>46 481</b>
<b>Familles dont l'exploitation agricole a généré des recettes agricoles de 50 000 \$ - 99 999 \$</b>								
moins de 10 000 \$	2 130	5,8	7 499	1 371	4 894	13 763	(21 508)	(7 744)
10 000 \$ - 19 999 \$	2 820	7,7	6 355	1 088	4 534	11 977	3 934	15 911
20 000 \$ - 29 999 \$	5 120	14,0	7 984	1 233	5 304	14 521	11 076	25 597
30 000 \$ - 39 999 \$	6 540	17,8	11 181	1 970	6 061	19 212	16 043	35 255
40 000 \$ - 49 999 \$	6 140	16,7	15 043	2 476	7 856	25 375	20 041	45 415
50 000 \$ - 99 999 \$	12 270	33,5	32 061	5 200	8 670	45 931	22 009	67 940
100 000 \$ +	1 670	4,6	87 370	19 290	15 502	122 162	25 074	147 236
<b>TOTAL</b>	<b>36 660</b>	<b>100,0</b>	<b>21 230</b>	<b>3 714</b>	<b>7 371</b>	<b>32 315</b>	<b>15 328</b>	<b>47 642</b>
<b>Familles dont l'exploitation agricole a généré des recettes agricoles de 100 000 \$ et plus</b>								
moins de 10 000 \$	2 620	4,8	7 221	1 908	5 244	14 373	(37 304)	(22 932)
10 000 \$ - 19 999 \$	1 900	3,5	6 125	975	4 269	11 369	4 361	15 730
20 000 \$ - 29 999 \$	3 640	6,7	7 360	1 350	5 347	14 056	11 836	25 892
30 000 \$ - 39 999 \$	6 190	11,3	7 786	1 427	5 206	14 419	21 473	35 892
40 000 \$ - 49 999 \$	6 750	12,4	9 683	1 511	5 397	16 591	29 051	45 642
50 000 \$ - 99 999 \$	25 540	46,8	17 195	3 025	6 091	26 311	45 067	71 378
100 000 \$ +	7 920	14,5	40 396	40 396	9 365	60 769	93 935	154 704
<b>TOTAL</b>	<b>54 540</b>	<b>100,0</b>	<b>17 046</b>	<b>3 578</b>	<b>6 227</b>	<b>26 851</b>	<b>39 906</b>	<b>66 757</b>

Source: Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Données fiscales.

**Points d'importance**

- En 1994 le revenu familial total avant amortissement était de 53 275 \$ pour les fermes du secteur non constitué en société.
- À mesure que la taille de la ferme s'accroît, les revenus hors ferme diminuent.
- Les familles exploitant une ferme dont les recettes agricoles dépassent 100 000 \$ ont un revenu familial total beaucoup plus élevé que les familles exploitant une ferme dont les recettes agricoles sont de 50 000 \$ ou moins.
- Moins de 14 % des familles agricoles avaient en 1994 un revenu familial total inférieur à 20 000 \$; 45 % des familles agricoles avaient un revenu de 50 000 \$ et plus.


**Tableau A.11: Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs**

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$										
<b>1993</b>											
Assurance-récolte (1)	0	2	1	9	52	182	70	260	146	13	735
CSRN	0	1	0	0	2	24	24	70	39	2	162
Subventions laitières	0	5	3	3	110	70	9	5	15	10	230
RARB	0	2	1	2	120	144	275	467	351	8	1 370
Stabilisation provinciale	2	1	2	1	250	1	0	0	0	5	262
Autres (2)	2	1	2	2	5	33	11	37	30	4	127
<b>Paiements totaux</b>	<b>3</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>17</b>	<b>539</b>	<b>453</b>	<b>388</b>	<b>840</b>	<b>581</b>	<b>42</b>	<b>2 884</b>
Rabais sur intrants	0	0	1	0	96	121	0	22	52	0	292
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>13</b>	<b>9</b>	<b>17</b>	<b>635</b>	<b>574</b>	<b>388</b>	<b>862</b>	<b>633</b>	<b>42</b>	<b>3 176</b>
Primes des producteurs	0	4	2	4	171	110	107	307	201	11	917
<b>1994</b>											
Assurance-récolte (1)	0	2	1	4	40	38	96	174	76	5	435
CSRN	0	0	0	0	1	9	4	17	8	1	41
Subventions laitières	0	4	3	3	105	69	8	5	15	10	222
RARB	0	9	1	1	128	18	162	4	218	2	542
Stabilisation provinciale	3	1	2	1	290	0	0	0	0	4	300
Autres (2)	2	1	1	0	2	6	39	145	39	6	240
<b>Paiements totaux</b>	<b>5</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>565</b>	<b>140</b>	<b>310</b>	<b>344</b>	<b>355</b>	<b>29</b>	<b>1 781</b>
Rabais sur intrants	0	0	1	0	97	118	0	37	45	0	297
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>16</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>662</b>	<b>259</b>	<b>310</b>	<b>381</b>	<b>400</b>	<b>29</b>	<b>2 078</b>
Primes des producteurs	0	5	1	5	160	90	92	169	120	8	652
<b>1995</b>											
Assurance-récolte (1)	0	2	0	6	41	26	37	140	55	3	310
CSRN	0	0	0	0	0	12	4	24	3	2	46
Subventions laitières	0	4	3	3	102	65	8	5	13	10	214
RARB	0	4	1	2	73	(0)	49	(0)	55	1	184
Stabilisation provinciale	3	1	2	0	302	0	0	0	0	0	308
Autres (2)	0	16	0	0	9	11	6	8	26	10	87
<b>Paiements totaux</b>	<b>3</b>	<b>27</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>528</b>	<b>113</b>	<b>104</b>	<b>177</b>	<b>152</b>	<b>27</b>	<b>1 148</b>
Rabais sur intrants	0	0	0	0	106	110	0	37	16	0	270
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>27</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>634</b>	<b>223</b>	<b>104</b>	<b>214</b>	<b>168</b>	<b>27</b>	<b>1 418</b>
Primes des producteurs	0	2	1	4	155	35	97	178	108	5	584

**Tableau A.11: Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs (suite)**

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$											
<b>1996 (prévisions)</b>											
Assurance-récolte (1)	0	2	1	7	24	52	10	65	38	4	204
CSRN	0	0	0	0	1	19	14	55	8	4	101
Subventions laitières	0	3	2	2	84	53	6	4	12	8	177
RARB	0	1	0	1	12	(3)	6	32	7	0	56
Stabilisation provinciale	2	1	2	0	295	0	0	0	0	0	299
Autres (2)	0	4	1	6	4	1	17	56	62	18	169
<b>Paiements totaux</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>17</b>	<b>420</b>	<b>122</b>	<b>55</b>	<b>212</b>	<b>127</b>	<b>35</b>	<b>1 006</b>
Rabais sur intrants	0	0	1	0	94	118	0	37	8	0	257
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>17</b>	<b>513</b>	<b>240</b>	<b>55</b>	<b>249</b>	<b>135</b>	<b>35</b>	<b>1 264</b>
Primes des producteurs	0	1	0	2	147	32	52	226	77	4	543
<b>1997 (prévisions)</b>											
Assurance-récolte (1)	0	3	0	7	23	77	43	153	107	6	419
CSRN	0	1	1	0	1	42	17	45	14	4	124
Subventions laitières	0	3	2	2	66	43	5	3	9	7	140
RARB	0	0	0	0	3	2	19	0	20	2	46
Stabilisation provinciale	2	1	2	0	152	0	0	0	0	0	156
Autres (2)	0	4	0	2	1	1	75	91	143	4	322
<b>Paiements totaux</b>	<b>2</b>	<b>11</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>246</b>	<b>165</b>	<b>159</b>	<b>293</b>	<b>293</b>	<b>23</b>	<b>1 208</b>
Rabais sur intrants	0	0	1	0	93	111	0	33	8	0	245
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>11</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>339</b>	<b>276</b>	<b>159</b>	<b>326</b>	<b>300</b>	<b>23</b>	<b>1 453</b>
Primes des producteurs	0	1	0	2	99	34	45	217	73	5	477

Sources: Statistique Canada, no. 21-603 au catalogue, novembre 1996, et Agriculture et Agroalimentaire Canada pour les prévisions de 1996 à 1997.

(1) Excluant l'assurance privée contre la grêle.

(2) Les autres paiements comprennent les paiements d'assurance-grêle privée, ainsi que les paiements de la LSGO, de la LSPA, du PNTS et les paiements des programmes complémentaires.



Tableau A.12: Recettes, dépenses et revenus, Canada et provinces

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- Millions de \$ -											
<b>Recettes des cultures</b>											
1990	9	138	92	125	737	2 161	1 017	2 468	1 652	475	8 873
1991	11	122	93	100	724	2 064	1 013	2 554	1 535	511	8 726
1992	11	100	95	97	793	2 144	945	2 320	1 496	539	8 541
1993	9	124	87	115	798	2 140	1 067	2 584	1 534	548	9 007
1994	12	193	93	131	896	2 529	1 219	3 662	2 143	619	11 498
1995	13	179	95	113	992	2 672	1 413	4 078	2 575	663	12 794
<b>Recettes de l'élevage</b>											
1990	49	101	229	148	2 610	3 302	793	900	2 322	757	11 210
1991	49	98	223	145	2 539	3 178	758	863	2 250	751	10 854
1992	49	96	210	144	2 452	3 268	824	960	2 536	791	11 330
1993	49	101	216	151	2 622	3 363	928	1 116	2 886	842	12 276
1994	48	99	223	155	2 760	3 396	909	1 037	2 997	869	12 493
1995	51	105	227	162	2 858	3 373	944	995	3 119	838	12 671
<b>Paiements des programmes</b>											
1990	2	14	13	7	415	191	169	658	318	64	1 850
1991	3	23	9	11	568	300	229	706	439	63	2 348
1992	4	31	14	28	624	634	383	1 091	886	66	3 761
1993	3	13	8	17	539	453	388	840	581	42	2 884
1994	5	16	7	9	565	140	310	344	355	29	1 781
1995	3	27	6	12	528	113	104	177	152	27	1 148
<b>Dépenses nettes</b>											
1990	55	175	248	211	2 775	4 523	1 618	3 138	3 462	1 058	17 262
1991	54	179	246	206	2 835	4 506	1 625	3 141	3 522	1 073	17 387
1992	53	188	252	210	2 948	4 663	1 695	3 200	3 607	1 111	17 927
1993	52	191	253	215	2 953	4 825	1 799	3 366	3 967	1 160	18 780
1994	54	210	267	234	3 137	5 102	1 979	3 565	4 263	1 286	20 097
1995	55	224	276	242	3 305	5 156	2 101	3 863	4 469	1 321	21 012
<b>Revenu net comptant</b>											
1990	6	78	86	68	987	1 130	361	888	830	238	4 672
1991	8	64	78	51	995	1 036	374	982	702	251	4 541
1992	11	39	68	59	921	1 383	456	1 171	1 312	285	5 705
1993	10	47	59	69	1 005	1 131	584	1 175	1 034	273	5 387
1994	11	98	57	60	1 083	963	460	1 479	1 232	230	5 675
1995	12	87	53	45	1 074	1 002	361	1 386	1 378	206	5 602
<b>Revenu net réalisé</b>											
1990	3	58	57	47	706	476	92	207	107	120	1 873
1991	5	44	47	28	710	352	115	307	(3)	126	1 731
1992	7	19	37	36	637	709	194	475	614	155	2 883
1993	7	27	26	46	722	464	312	461	315	139	2 518
1994	7	75	24	36	785	269	165	723	461	87	2 633
1995	8	62	18	18	745	259	35	585	544	50	2 323
<b>Revenu net total</b>											
1990	3	50	54	42	729	513	401	1 016	281	117	3 206
1991	5	33	45	23	692	349	104	426	170	134	1 980
1992	7	55	37	54	616	404	298	351	465	144	2 432
1993	6	13	26	33	782	578	232	835	920	185	3 610
1994	7	65	25	29	835	300	342	760	545	124	3 032
1995	8	102	24	14	765	149	73	683	829	79	2 726

Statistique Canada, no. 21-603 au catalogue.



## Méthodologie sur le revenu agricole

### Prévisions du revenu agricole

Les prévisions du revenu agricole sont désormais publiées en valeurs absolues, et non sous forme de fourchettes de prévisions, de façon à faciliter la comparaison avec les données historiques. Toutefois, les prévisions devraient être interprétées comme le point milieu d'une fourchette de prévision. Le tableau ci-dessous fournit les pourcentages qui peuvent être appliqués aux chiffres des prévisions pour déterminer les fourchettes de prévisions, pour chaque composante du revenu agricole. On peut, par exemple, déterminer la fourchette de prévision pour les recettes des cultures en 1996 au niveau national, en appliquant l'erreur moyenne de prévisions ( $\pm 1\%$ ) à la valeur prévue (13,8 milliards de dollars). On obtient ainsi la fourchette de prévision selon laquelle les recettes des cultures pourraient varier entre 13,7 et 13,9 milliards de dollars.

#### Prévision de l'erreur quadratique moyenne (PEQM) - Canada

	1996	1997
Recettes des cultures	$\pm 1\%$	$\pm 13\%$
Recettes du bétail	$\pm 1\%$	$\pm 5\%$
Paiements de programmes	$\pm 7\%$	$\pm 24\%$
Recettes monétaires	$\pm 1\%$	$\pm 6\%$
Dép. nettes d'exploitation	$\pm 5\%$	$\pm 10\%$
Revenu net comptant	$\pm 20\%$	$\pm 14\%$

Source: Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

L'erreur moyenne de prévisions correspond à la variabilité moyenne relative des prévisions précédentes de décembre par rapport aux premières estimations de Statistique Canada. La variabilité moyenne relative des prévisions a été obtenue en calculant l'erreur quadratique moyenne sur une période de cinq ans (1991-1995), pour les composantes principales du revenu agricole au niveau national.

### Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces

Les prévisions du revenu agricole sont préparées par le Ministère de concert avec Statistique Canada et les ministères provinciaux de l'Agriculture. Ces prévisions ne tiennent pas compte des événements pouvant survenir après le 31 décembre 1996. Les prévisions de 1997 s'appuient sur l'hypothèse de rendements moyens et de qualité normale pour les cultures. Les perspectives du revenu agricole peuvent varier sensiblement selon que les conditions de marché ou les coûts évoluent différemment, même légèrement, des hypothèses retenues. Les tendances présentées pour le revenu agricole peuvent varier d'une province à l'autre à cause de l'importance

relative des productions dans chaque province et des différences dans les prix.

Le revenu net comptant (les recettes tirées du marché plus les paiements des programmes, moins les dépenses d'exploitation) mesure les liquidités dont disposent les producteurs pour rembourser leurs dettes, réinvestir dans leur entreprise et faire vivre leur famille. Cette mesure sous-estime grandement les liquidités des fermes familiales puisque l'épargne, les salaires agricoles versés aux membres de la famille et le revenu hors-ferme se sont pas pris en compte. Le revenu net réalisé correspond au revenu net comptant plus le revenu en nature, moins les frais d'amortissement. Les frais d'amortissement ne sont pas une dépense en espèces mais bien une allocation pour le remplacement éventuel des machines et des bâtiments. Les producteurs peuvent reporter le remplacement pendant les années à faible revenu.

Les recettes tirées des productions végétales et animales ne comprennent que les recettes provenant des ventes de produits agricoles par les filières commerciales et excluent les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements de programme comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs en vertu de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants actuellement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes sous la catégorie "autres paiements" qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont ventilés suivant l'année pendant laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Le Programme de paiements de transition pour les grains de l'Ouest de 1,6 milliards de dollars n'est pas inclus dans les prévisions du revenu agricole. Comme il s'agit d'un paiement de capital, il ne peut être pris en compte selon les concepts de recettes monétaires et de revenu agricoles utilisés par Statistique Canada. Les paiements de ce programme ont toutefois été versés en 1996.

Seuls les paiements effectivement versés aux producteurs sont pris en compte dans le cadre du Fonds d'adaptation de la LTGO et du Programme d'adaptation de l'Aide au transport des céréales fourragères, soit environ 40 % de l'aide octroyée pour ces deux programmes.

Les paiements du programme CSRN représentent les retraits des producteurs du Fonds gouvernemental (Fonds 2).

Les dépenses d'exploitation comprennent des paiements d'aide du gouvernement tels les programmes de crédit provinciaux et autres pouvant réduire le coût des intrants. Font aussi partie des dépenses, les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance.

### Graphiques A.1 et A.2: Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 1986

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 1986. L'indice implicite des prix du Produit intérieur brut (indice du PIB, 1986 = 100) est utilisé.



## Méthodologie sur le revenu agricole

### Exploitations repères agricoles

Les exploitations repères agricoles ne se veulent pas représentatives de toutes les exploitations agricoles d'un secteur particulier dans une province donnée. Il s'agit plutôt d'exemples d'exploitations agricoles possédant un ensemble donné de caractéristiques et appartenant à un secteur particulier dans une province donnée. On utilise une comptabilité de caisse basée sur l'année civile.

Les prévisions (1996 et 1997) du revenu et des dépenses agricoles nets de chaque exploitation repère sont établies à partir des niveaux et des combinaisons de production observés au cours des années précédentes. Par conséquent, les changements dans les quantités pris en compte dans les prévisions du revenu de l'ensemble du secteur agricole, ne sont pas nécessairement reflétés dans les prévisions au niveau des exploitations repères.

### Tableau A.2 et Graphique A.3: Exploitation repère de pommes de terre au Nouveau-Brunswick

Cette exploitation repère provient de la base de données sur l'exploitation globale développée par le ministère de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick.

L'exploitation compte 232 acres en pommes de terre et obtient un rendement moyen de 220 lbs. à l'acre. L'orge et les fourrages font partie de l'assolement.

Environ 80 % des pommes de terres produites sont destinées à la transformation, et 20 % au marché des produits frais.

### Tableau A.3 et Graphique A.4: Exploitation repère laitière au Québec

Cette exploitation repère est basée sur les données provinciales de 1993 de l'enquête du Groupe de recherche en économie et politique agricoles (GREPA). L'exploitation repère correspond à la moyenne des fermes de l'échantillon du GREPA.

La ferme a un troupeau de 38 vaches laitières et 13 animaux de remplacement en moyenne. La ferme possède 290 acres de terre dont 75 % sont en cultures. Des revenus additionnels sont tirés de la production de sirop d'érable et de petites productions tel l'élevage de petits animaux et la coupe de bois. Les cultures comprennent le maïs pour moulée, le foin et de l'ensilage. Le contingent de lait de transformation représente 73 % du contingent total de la ferme.

Le ratio d'endettement de la ferme est évalué à 0,31.

### Tableau A.4 et Graphique A.5: Exploitation repère porcine (naisseur-engraisseur) en Ontario

Cette exploitation repère est représentative des fermes porcines de l'Ontario qui produisent 2 300 porcs annuellement.

Le modèle d'exploitation repère est basé sur les données provinciales provenant des données du *Ontario Farm Management Analysis Project*.

Le modèle d'exploitation repère correspond à une entreprise naisseur-finisieur avec environ 160 acres en cultures. Tout le maïs et l'orge produits sur la ferme sont utilisés pour l'élevage du porc.

On a supposé que la ferme a un ratio d'endettement de 0,40.

### Tableau A.5 et Graphique A.6: Exploitation repère de cultures commerciales en Ontario

Cette exploitation de cultures commerciales dans le sud-ouest de l'Ontario est un exemple de ferme à laquelle on a attribué un ensemble de caractéristiques. Elle ne se veut pas représentative de toutes les fermes de cultures commerciales en Ontario.

L'exploitation repère compte 334 acres en cultures principalement du blé d'automne, du maïs et du soya. On suppose des rendements normaux pour l'année 1997. On suppose aussi que l'exploitant exécute certains travaux à forfait dont les revenus sont pris en compte dans les autres revenus de la ferme.

La dette de cette ferme s'élève à \$110 000 \$ avec un ratio d'autonomie financière de 0,70.

### Tableau A.6 et Graphique A.7: Exploitation repère céréalière de la Saskatchewan

Cette exploitation ne vise pas à être représentatif de l'ensemble des fermes; il s'agit d'un exemple d'une ferme à laquelle on a attribué un ensemble de caractéristiques.

Cette ferme correspond à une ferme de 1 800 acres, située dans la zone pédologique de brun foncé, dont 1 200 acres sont en cultures. Les cultures qui prédominent sont le blé de printemps, l'orge, le blé durum, le canola et les lentilles. On a supposé que les rendements et le classement des grains en 1997 seront dans la normale. On a également supposé que cette ferme ne produisait que des cultures et ne vendait pas de bétail.

Les pratiques culturales sont conventionnelles et n'ont pas changé de façon considérable au cours de la période 1990-1997. On suppose que l'assolement au cours de cette période reste le même.

En 1992, cette ferme a bénéficié des paiements des PSAII. Les calculs pour le RARB ont été modifiés pour correspondre au programme tel qu'il existait en Saskatchewan. Le programme RARB a été terminé en 1994-1995 et a été remplacé par un programme CSRN bonifié.

On a supposé que l'exploitation a un ratio d'endettement de 0,25 à 0,30.



## Méthodologie sur le revenu agricole

### Tableau A.7 et Graphique A.8: Exploitation repère vache-veau en Alberta

L'exploitation repère albertaine ne vise pas à être représentative d'une ferme de vache-veau spécifique. Il s'agit plutôt d'une ferme à laquelle on a attribué un ensemble de caractéristiques.

Cette d'exploitation repère est basée sur les données provinciales des enquêtes de 1993 sur les fermes de vache-veau effectuées par le ministère de l'agriculture de l'Alberta.

Cette ferme compte en moyenne 75 vaches et approximativement 600 acres en cultures. Les productions végétales sont l'orge, le canola, le blé, l'avoine et le foin.

On a supposé que la ferme a un ratio d'endettement de 0,22.

### Tableaux A.8 et A.9: Recettes agricoles moyennes, dépenses d'exploitation et revenu d'exploitation net par ferme et par province, 1990 à 1995 (A.8) et par type de ferme, Canada, 1993 à 1995 (A.9)

• Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales (PDF) sont estimées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net était différent de zéro selon la déclaration d'impôt sur le revenu (Revenu Canada, T1, général) ainsi que d'un échantillon de sociétés agricoles déclarant des ventes totales (recettes brutes plus les recettes de coentreprises) de 25 000 \$ et plus, dont 51 % et plus provenaient d'activités agricoles (T2-Corporations). Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

• Les estimations de revenu du PDF diffèrent des données officielles sur les recettes et les dépenses publiées dans les Statistiques économiques agricoles de Statistique Canada (no 21-603 au catalogue). On trouvera l'explication de certaines de ces différences dans les Statistiques financières agricoles, de Statistique Canada no 21-205 au catalogue.

• Par recettes agricoles, on entend les recettes tirées de la vente des produits agricoles ainsi que les paiements et subventions agricoles du gouvernement. Les recettes tirées de la vente des produits de la forêt et les autres revenus agricoles sont également inclus.

• Par dépenses d'exploitation, on entend les dépenses d'entreprise, avant amortissement, engagées par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

• Tant dans les recettes agricoles que dans les dépenses d'exploitation, les ventes et les achats entre fermes sont pris en compte.

• La classification du type de ferme se fonde sur le pourcentage des ventes du produit principal (ou sur le groupe de produits). Par exemple, les fermes dont 51 % ou plus des ventes de produits agricoles sont des ventes de produits laitiers sont considérées comme des fermes laitières.

• Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à Statistiques financières agricoles de Statistique Canada (no 21-205 au catalogue).

### Tableau A.10: Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, secteur non constitué en société, Canada, 1993

• Le revenu familial total est estimé à partir des déclarations d'impôt sur le revenu de chacun des membres de la famille. L'identification des familles agricoles résulte de l'appariement des enregistrements de deux fichiers: le fichier du Programme des données fiscales contient l'échantillon des individus exploitant une ferme non constituée en société. Le second, le fichier des familles T1FF de Statistique Canada, renferme les unités familiales constituées par la Division des données régionales et administratives de Statistique Canada.

• Les particuliers et/ou familles suivants sont exclus :

- 1) particulier n'appartenant pas à une famille de type conventionnel ou une famille monoparentale;
- 2) familles dont les membres tirent la totalité de leurs revenus de sources non agricoles;
- 3) familles dont les membres exploitent plus d'une exploitation agricole;
- 4) familles qui exploitent une ferme déclarant des recettes d'exploitation brutes inférieures à 10 000 \$.

• Pour établir les estimations du revenu non agricole, on additionne les postes de revenu non agricole des membres de la famille et on applique la pondération appropriée à chaque enregistrement correspondant à une famille.

• Pour une description plus complète de cette méthodologie, prière de se reporter à Statistiques financières agricoles, Statistique Canada, no 21-205 au catalogue.

### Tableau A.11: Paiements directs bruts versés aux producteurs par programme et primes des producteurs

Les paiements figurant au tableau A.10 comprennent non seulement les paiements bruts versés directement aux producteurs en vertu de programmes législatifs tels que le RARB, la LSPA, le PNTS et la LSGO, mais également les paiements versés dans le cadre des divers programmes provinciaux de stabilisation du revenu, d'autres programmes spéciaux de soutien du revenu, tels que l'aide spéciale aux victimes de la sécheresse et le Programme spécial canadien pour les grains.

Les indemnités d'assurance-récolte comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans "autres paiements".

Les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux par les primes qu'ils paient pour y participer, tels le RARB, l'assurance récolte, le PNTS, la LSGO et certains programmes provinciaux.



# **SECTION B**

## **Conditions financières des entreprises agricoles**

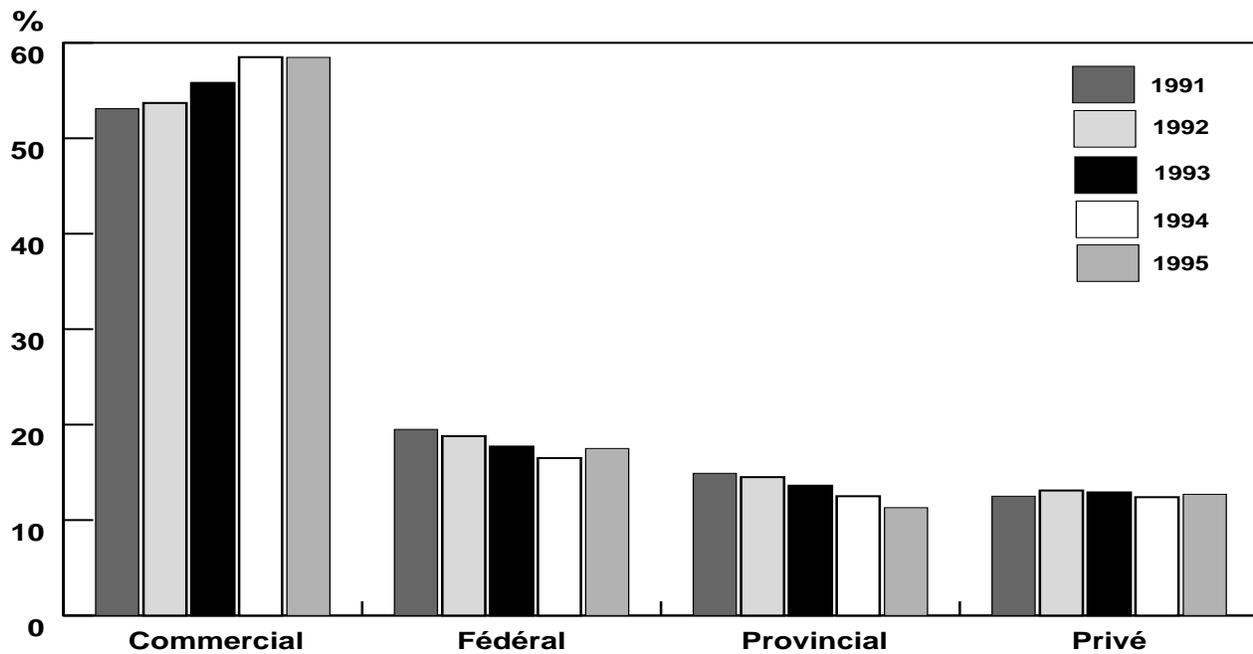


**Tableau B.1: Dette agricole, Canada et provinces, 1974-1995**

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
(millions de \$)											
1974	-	44	64	60	703	1 759	569	1 327	1 547	490	6 562
1979	-	85	128	128	1 739	3 854	1 276	2 759	3 067	1 163	14 200
1984	22	155	216	199	2 895	5 227	1 876	4 716	5 175	1 273	21 755
1989	33	162	242	216	3 220	4 632	1 755	4 995	5 744	1 192	22 190
1990	34	180	265	221	3 367	4 979	2 102	5 164	6 179	1 252	23 743
1991	38	190	277	229	3 525	4 813	1 989	4 921	6 401	1 263	23 646
1992	37	209	271	233	3 714	4 798	2 058	4 740	6 227	1 238	23 526
1993	35	236	265	234	3 631	4 975	2 020	4 482	6 360	1 320	23 557
1994	39	286	307	234	4 114	5 160	2 217	4 411	6 399	1 445	24 611
1995	40	311	308	274	4 378	5 404	2 409	4 509	6 614	1 515	25 763

Source: Statistique Canada, catalogue no. 21-603, Statistiques économiques agricoles.

**Graphique B.1: Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 1991-1995**



- La dette agricole totale a plus que triplé entre 1974 et 1984. Entre 1984 et 1990, elle a augmenté de 10 % alors qu'entre 1994 et 1995, elle a augmenté de 5 %.
- Les prêteurs commerciaux détenaient 58 % de la dette agricole en 1995. Ces prêts comprennent les avances offerts aux producteurs grâce aux programmes de paiements anticipés, lesquels s'élevaient annuellement à plus d'un milliard de dollars au cours des années 90.
- En 1991, la dette agricole envers les organismes gouvernementaux fédéraux et provinciaux représentait respectivement 20 % et 14 % de la dette agricole totale. Ces pourcentages depuis ce temps ont diminué pour se situer à 18 % et 11 %. Entre 1994 et 1995, la part des organismes gouvernementaux fédéraux a augmenté de 1 % dû à une augmentation de la part de la Société du crédit agricole
- La dette agricole envers les prêteurs privés représente environ 13 % de la dette agricole totale.

Source: Statistique Canada, catalogue no. 21-603, Statistiques économiques agricoles.

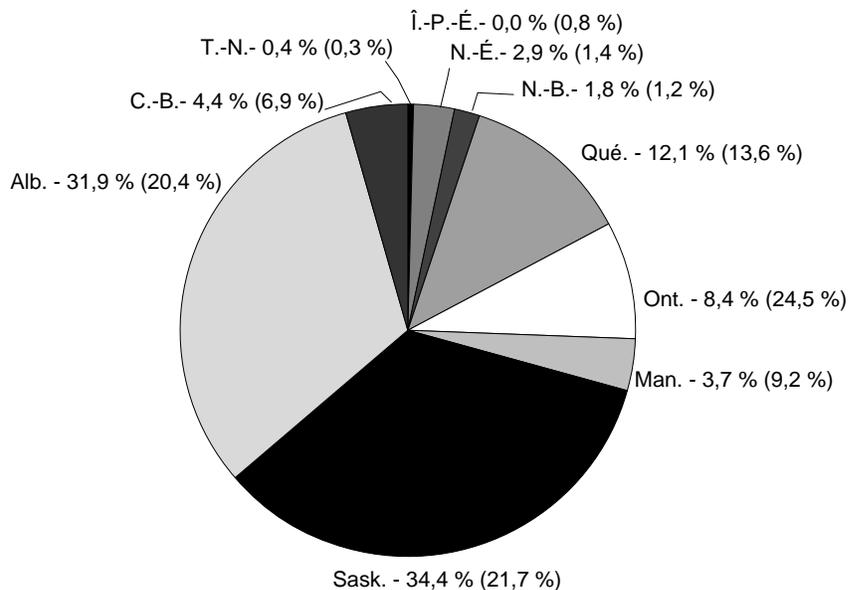


**Tableau B.2: Nombre de faillites agricoles par province, 1980-1996**

	T.-N.	Î.-P.-É	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.O. Yukon	Canada
1980	0	0	6	1	43	123	14	16	8	10	0	221
1981	1	0	4	3	54	140	14	19	18	8	0	261
1982	1	2	3	2	143	176	30	24	24	5	0	410
1983	1	2	8	6	125	165	62	45	47	26	1	488
1984	1	4	5	2	162	154	62	48	74	39	0	551
1985	1	3	2	8	124	152	69	41	82	25	1	508
1986	1	4	7	2	103	102	50	45	93	33	0	440
1987	0	2	5	2	67	52	47	85	71	23	0	354
1988	1	0	4	4	54	35	27	115	54	31	0	325
1989	0	2	0	3	61	18	26	152	58	14	0	334
1990	2	5	4	7	73	32	15	189	62	18	0	407
1991	0	3	3	7	82	15	21	224	71	15	0	441
1992	0	2	5	3	63	21	15	191	73	10	0	383
1993	1	7	4	2	49	22	13	166	80	5	0	349
1994	0	3	2	3	67	15	7	132	68	11	0	308
1995	1	0	8	5	33	23	10	94	87	12	0	273
1996 (janv.-nov.)	0	0	5	4	49	16	18	89	71	1	0	253

Source: Bureau du surintendant des faillites.

**Graphique B.2: Répartition des faillites agricoles par province, 1995**



Sources: Bureau du surintendant des faillites et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 1991.

Note: La répartition (en %) du nombre total de fermes par province, en 1991, est indiquée entre parenthèses.

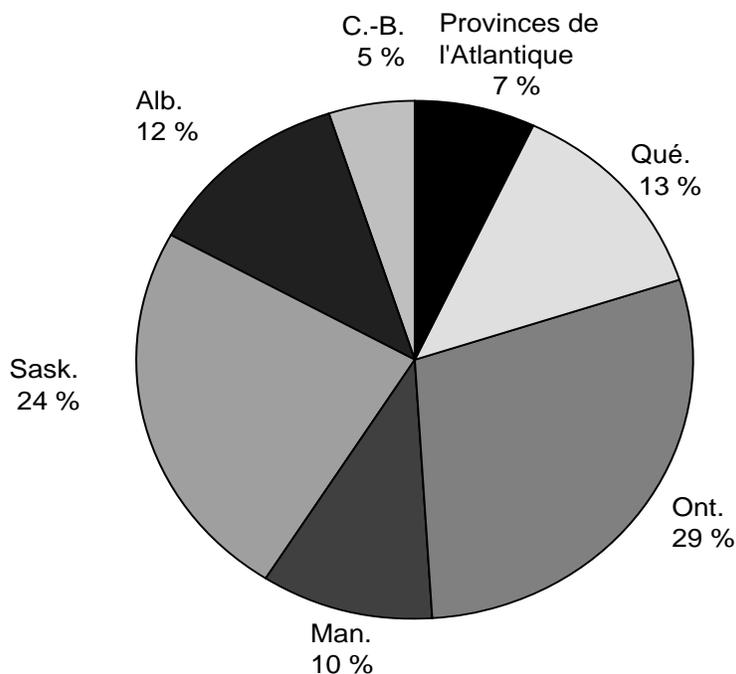


**Tableau B.3: Portefeuille de prêts de la Société du crédit agricole (SCA)**

	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996
Nombre total de prêts	59 845	56 687	55 455	56 760	60 250
Montant total des prêts (en millions de \$)	3 503	3 309	3 323	3 536	4 066
Nombre de prêts approuvés	3 244	2 734	5 117	6 428	10 193
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	366	285	554	658	1 085
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	119 148	109 696	100 013	98 308	101 315

Source: Rapport annuel de la Société du crédit agricole de 1995-1996.

**Graphique B.3: Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de la SCA au 31 mars 1996**



Source: Rapport annuel de la Société du crédit agricole de 1995-1996.



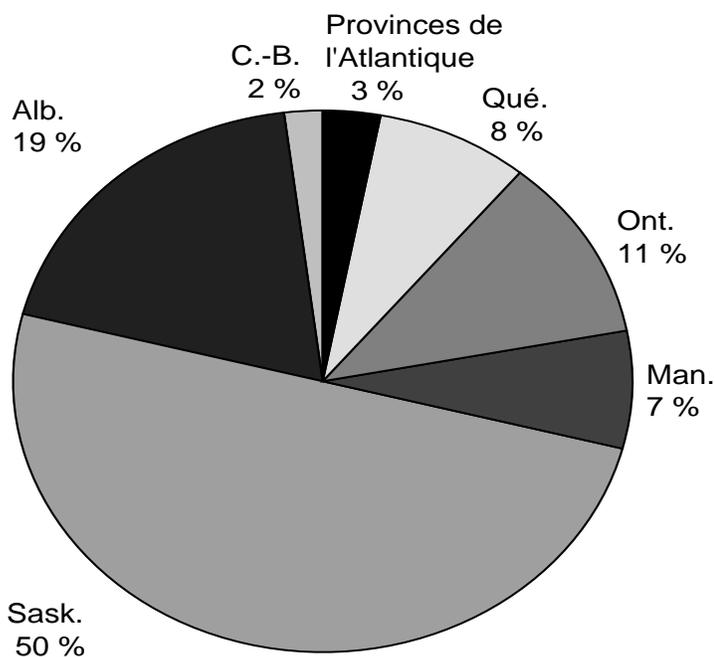
**Tableau B.4: Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC)**

	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997*
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	4 853	6 654	9 297	15 902	19 702	14 086	12 876
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de dollars)	80 745	116 600	196 503	423 267	551 500	371 903	371 042
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	16 638	17 523	21 136	26 617	27 992	26 402	28 817

Sources: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Budget des dépenses 1996-1997 et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Division des programmes nationaux de commercialisation.

\* en date du 31 décembre 1996

**Graphique B.4: Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, 1995-1996**



Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Division des programmes nationaux de commercialisation.



**Tableau B.5: Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par production, Canada et provinces**

	Lait	Boeuf	Porc	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>CANADA</b>								
<b>Actif agricole</b>								
-1991	748 783	440 638	593 098	961 810	537 300	848 831	475 357	508 015
-1993	890 793	483 539	613 799	1 058 554	538 494	937 295	529 959	566 144
-1995	1 018 389	483 438	776 265	1 106 868	576 155	1 295 976	630 116	630 843
<b>Passif agricole</b>								
-1991	168 636	57 928	154 436	206 029	95 310	185 840	88 365	92 464
-1993	163 047	55 154	145 327	205 840	76 980	213 868	77 389	84 207
-1995	188 193	56 725	184 324	225 796	77 975	270 894	85 697	92 524
<b>Avoir net</b>								
-1991	580 147	382 710	438 662	755 781	441 990	662 991	386 992	415 551
-1993	727 745	428 385	468 473	852 714	461 514	723 427	452 569	481 937
-1995	830 196	426 713	591 941	881 073	498 180	1 025 082	544 420	538 319
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
-1991	31 975	8 607	27 216	20 690	14 657	54 172	15 664	16 629
-1993	39 147	12 655	33 690	30 143	18 964	50 353	22 231	21 518
-1995	40 643	10 533	39 268	26 292	10 455	95 061	27 852	22 498

- De 1991 à 1995, l'avoir net a augmenté pour toutes les productions sauf pour les fermes bovines dont l'avoir net a légèrement diminué entre 1993 et 1995.
- Le passif a diminué entre 1991 et 1993 et a augmenté entre 1993 et 1995.
- Dans l'ensemble, les nouveaux investissements ont augmenté entre 1991 et 1995.
- Les fermes laitières, porcines et de pommes de terre ont déclaré les plus hauts niveaux d'investissements en 1995.

	Lait	Boeuf	Porc	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>PROVINCES DE L'ATLANTIQUE</b>								
<b>Actif agricole</b>								
-1991	772 818	281 820	..	1 129 456	316 787	942 137	..	503 229
-1993	878 697	267 962	..	957 564	267 797	1 032 609	..	465 452
-1995	1 070 798	307 033	..	1 087 605	327 400	1 296 049	..	578 821
<b>Passif agricole</b>								
-1991	136 275	22 120	..	252 544	47 956	213 477	..	88 260
-1993	157 014	17 499	..	186 975	33 630	205 807	..	71 524
-1995	162 883	20 807	..	210 898	34 811	258 885	..	85 959
<b>Avoir net</b>								
-1991	636 543	259 700	..	876 912	268 831	728 660	..	414 968
-1993	721 683	250 463	..	770 589	234 166	826 802	..	393 928
-1995	907 915	286 226	..	876 708	292 589	1 037 164	..	492 863
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
-1991	41 926	7 147	..	55 921	12 846	54 328	..	23 125
-1993	43 488	8 898	..	33 913	19 419	57 926	..	21 610
-1995	39 847	3 751	..	58 160	14 212	91 609	..	24 090

- L'avoir net moyen a augmenté entre 1993 et 1995 après avoir baissé entre 1991 et 1993.
- Les fermes de pommes de terre affichent en 1995 l'avoir net moyen le plus élevé, suivi des fermes laitières et avicoles.
- Les fermes de pommes de terre et les fermes avicoles ont déclaré les plus hauts niveaux d'investissements moyens en 1995.

Source: Enquête financière sur les fermes.


**Tableau B.5: Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par production, Canada et provinces (suite)**

	Lait	Boeuf	Porc	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>QUÉBEC</b>								
<b>Actif agricole</b>								
-1991	565 070	236 921	472 103	..	330 068	..	415 869	422 249
-1993	694 886	302 597	593 697	..	424 521	..	486 662	485 941
-1995	825 120	301 560	795 077	..	408 272	..	649 023	576 429
<b>Passif agricole</b>								
-1991	151 018	36 832	172 796	..	77 387	..	128 929	107 106
-1993	148 737	36 337	203 766	..	65 486	..	107 754	100 719
-1995	165 072	47 265	210 729	..	72 722	..	137 934	114 403
<b>Avoir net</b>								
-1991	414 051	200 089	299 307	..	252 681	..	286 940	315 143
-1993	546 149	266 260	389 931	..	359 035	..	378 908	385 222
-1995	660 049	254 295	594 348	..	335 550	..	511 089	462 027
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
-1991	27 463	5 924	25 938	..	15 505	..	26 059	19 939
-1993	31 886	3 038	24 183	..	20 379	..	23 015	20 173
-1995	35 880	6 582	42 836	..	14 252	..	39 261	24 178

• L'avoir net moyen des fermes du Québec a augmenté de 147 000 \$ entre 1991 et 1995. Les gains les plus importants ont été déclarés par les fermes céréalères et porcines.

• Les nouveaux investissements ont augmenté de 4 000 \$ par ferme entre 1993 et 1995. Ils ont augmenté dans la plupart des productions.

	Lait	Boeuf	Porc	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>ONTARIO</b>								
<b>Actif agricole</b>								
-1991	872 267	408 853	533 351	1 143 844	664 407	..	480 539	564 821
-1993	1 020 051	448 128	614 659	1 402 723	562 209	..	550 172	625 647
-1995	1 139 138	393 358	629 039	1 133 315	658 124	..	617 177	628 428
<b>Passif agricole</b>								
-1991	166 644	31 969	132 604	252 705	146 095	..	68 732	89 053
-1993	154 586	34 680	129 214	268 719	88 085	..	59 977	81 638
-1995	185 613	40 727	172 399	204 948	106 556	..	84 065	91 595
<b>Avoir net</b>								
-1991	705 623	376 884	400 747	891 139	518 312	..	411 806	475 768
-1993	865 483	413 449	485 445	1 134 004	474 124	..	490 195	544 010
-1995	953 525	352 631	456 640	928 367	551 568	..	533 112	536 833
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
-1991	34 290	3 962	25 139	18 983	18 815	..	13 701	16 680
-1993	36 909	6 258	47 093	42 505	18 102	..	15 819	20 466
-1995	42 273	3 414	30 404	11 552	20 948	..	9 965	16 478

• L'avoir net des fermes ontariennes a légèrement diminué entre 1993 et 1995 après une hausse entre 1991 et 1993.

• Les nouveaux investissements ont diminué entre 1993 et 1995 pour la plupart des productions.

Source: Enquête financière sur les fermes.



**Tableau B.5: Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par production, Canada et provinces (suite)**

	Lait	Boeuf	Porc	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>MANITOBA</b>								
<b>Actif agricole</b>								
-1991	793 409	323 618	762 030	737 315	..	..	453 501	454 220
-1993	860 165	329 797	1 120 275	885 258	..	..	529 003	507 612
-1995	1 023 830	319 478	1 276 236	918 155	..	..	626 426	588 998
<b>Passif agricole</b>								
-1991	169 118	39 037	158 286	153 574	..	..	79 980	79 598
-1993	202 512	39 375	222 496	70 795	..	..	91 328	83 998
-1995	219 231	36 568	248 299	87 850	..	..	92 778	90 465
<b>Avoir net</b>								
-1991	624 163	284 581	603 745	583 741	..	..	373 521	374 621
-1993	657 653	290 422	897 779	814 464	..	..	437 675	423 614
-1995	804 599	282 910	1 027 936	830 304	..	..	533 649	498 533
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
-1991	30 169	2 561	39 429	28 813	..	..	15 413	14 688
-1993	72 452	12 951	76 705	30 209	..	..	28 619	25 987
-1995	47 473	7 049	73 547	43 262	..	..	27 644	25 466

- De 1991 à 1995, l'avoir net des fermes du Manitoba a augmenté. En 1995, il a atteint plus de 1 million de \$ pour les fermes porcines.
- Seules les fermes bovines ont affiché une légère diminution de l'avoir net entre 1993 et 1995.
- Les nouveaux investissements dans les fermes porcines ont atteint 73 547 \$ en 1995, soit le niveau moyen le plus élevé de toutes les productions.

	Lait	Boeuf	Porc	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>SASKATCHEWAN</b>								
<b>Actif agricole</b>								
-1991	..	441 386	..	..	..	..	430 827	440 478
-1993	..	460 245	..	..	..	..	478 798	486 231
-1995	..	503 754	..	..	..	..	574 937	572 508
<b>Passif agricole</b>								
-1991	..	77 613	..	..	..	..	85 064	85 905
-1993	..	59 419	..	..	..	..	72 232	72 708
-1995	..	68 293	..	..	..	..	76 794	77 925
<b>Avoir net</b>								
-1991	..	363 773	..	..	..	..	345 763	354 573
-1993	..	400 826	..	..	..	..	406 566	413 523
-1995	..	435 462	..	..	..	..	498 142	494 583
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
-1991	..	8 774	..	..	..	..	14 501	14 489
-1993	..	12 411	..	..	..	..	19 929	19 998
-1995	..	14 777	..	..	..	..	27 063	25 121

- La valeur moyenne des actifs des fermes céréalières de la Saskatchewan a augmenté de 33 % entre 1991 et 1995.
- Entre 1991 et 1995, l'avoir net a augmenté en moyenne de 140 000 \$.
- Les nouveaux investissements ont augmenté entre 1991 et 1995.

Source: Enquête financière sur les fermes.


**Tableau B.5: Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par production, Canada et provinces (suite)**

	Lait	Boeuf	Porc	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>ALBERTA</b>								
<b>Actif agricole</b>								
-1991	1 230 137	555 371	608 682	..	..	..	585 017	568 516
-1993	1 023 658	615 301	530 177	..	..	..	640 613	624 717
-1995	1 407 892	627 883	861 915	..	..	..	762 247	707 259
<b>Passif agricole</b>								
-1991	272 699	90 978	161 745	..	..	..	108 176	102 073
-1993	197 843	87 677	96 557	..	..	..	86 491	90 591
-1995	259 443	81 453	178 881	..	..	..	95 604	94 056
<b>Avoir net</b>								
-1991	957 438	464 393	446 936	..	..	..	476 841	466 444
-1993	825 815	527 624	433 620	..	..	..	554 122	534 126
-1995	1 148 449	546 430	683 035	..	..	..	666 643	613 203
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
-1991	48 790	14 533	18 482	..	..	..	18 431	17 192
-1993	58 040	20 911	10 457	..	..	..	27 268	23 270
-1995	82 233	17 014	35 428	..	..	..	33 129	25 525

- L'avoir net moyen des fermes de l'Alberta a augmenté entre 1991 et 1995.
- L'avoir net moyen des fermes laitières est le plus élevé, à un peu plus de 1 million de dollars en 1995.

- Les nouveaux investissements ont augmenté entre 1991 et 1995.

	Lait	Boeuf	Porc	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>								
<b>Actif agricole</b>								
-1991	1 392 772	541 173	..	947 917	575 232	..	442 138	638 344
-1993	2 008 117	581 939	..	1 096 989	701 672	..	452 810	735 507
-1995	2 055 675	664 531	..	1 062 022	681 278	..	725 649	769 527
<b>Passif agricole</b>								
-1991	325 691	39 427	..	182 857	53 785	..	61 249	82 361
-1993	324 669	34 234	..	241 664	86 795	..	34 434	83 422
-1995	407 071	49 239	..	294 374	65 826	..	47 210	97 715
<b>Avoir net</b>								
-1991	1 067 081	501 746	..	765 060	521 447	..	380 889	555 983
-1993	1 683 448	547 705	..	855 325	614 877	..	418 376	652 085
-1995	1 648 603	615 292	..	767 648	615 452	..	678 438	671 812
<b>Nouveaux investissements (nets)</b>								
-1991	46 642	11 175	..	30 282	8 845	..	9 276	14 610
-1993	78 588	12 491	..	55 317	18 228	..	7 816	21 433
-1995	44 307	15 064	..	32 726	7 803	..	29 622	18 727

- L'avoir net moyen des fermes de la Colombie-Britannique est plus élevé que celui des fermes des autres provinces au cours des trois années indiquées.

- Les nouveaux investissements ont diminué entre 1993 et 1995.

Source: Enquête financière sur les fermes.



**Tableau B.6: Distribution des fermes canadiennes selon la classe de stabilité financière, 1991, 1993 et 1995**

	1991	1993	1995
<b>Favorable:</b> (revenu net positif et taux d'endettement inférieur ou égal à 0,40)	66,7 %	69,6 %	70,6 %
<b>Revenu marginal:</b> (revenu net négatif ou nul et taux d'endettement inférieur ou égal à 0,40)	17,0 %	20,7 %	21,0 %
<b>Solvabilité marginale</b> (revenu net positif et taux d'endettement supérieur à 0,40)	12,6 %	7,0 %	5,7 %
<b>Vulnérable:</b> (revenu net nul ou négatif et taux d'endettement supérieur à 0,40)	3,7 %	2,8 %	2,7 %

- Les classes de stabilité financière sont déterminées grâce au revenu net d'exploitation et au taux d'endettement.
- L'augmentation de l'avoir net et du revenu net d'exploitation depuis 1991 a eu pour conséquence de faire (1) diminuer le pourcentage de fermes ayant une solvabilité marginale, (2) diminuer le pourcentage de fermes étant vulnérable, (3) augmenter le pourcentage de fermes étant classées "favorable".

Source: Enquête financière sur les fermes.

**Tableau B.7: Distribution des fermes par classe de stabilité financière, par province, 1995**

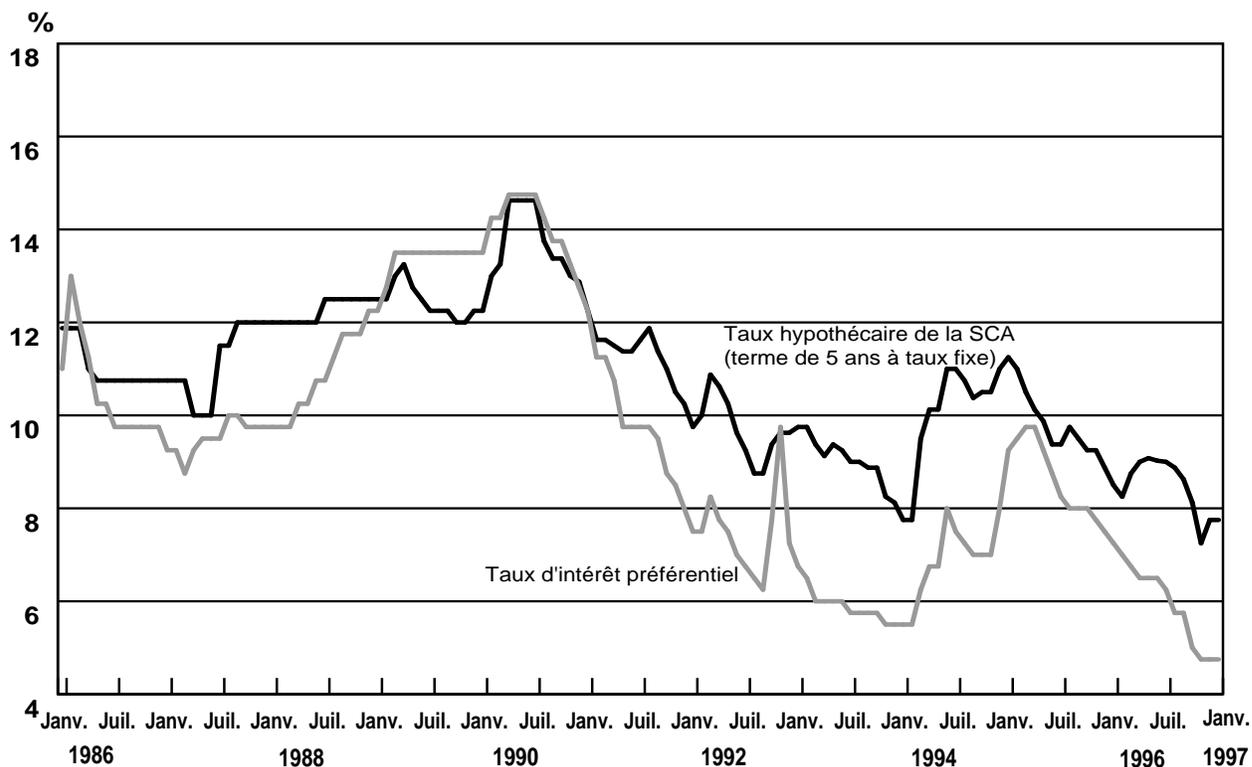
	Favorable	Revenu marginal	Solvabilité marginale	Vulnérable
Provinces de l'Atlantique	73,0 %	20,4 %	4,6 %	1,9 %
Québec	75,3 %	13,3 %	8,3 %	3,1 %
Ontario	66,1 %	24,8 %	6,2 %	2,9 %
Manitoba	68,4 %	23,5 %	6,0 %	2,2 %
Saskatchewan	80,2 %	13,0 %	5,0 %	1,8 %
Alberta	67,7 %	23,5 %	5,5 %	3,4 %
Colombie-Britannique	58,3 %	36,6 %	2,4 %	2,7 %
Canada	70,6 %	21,0 %	5,7 %	2,9 %

- La Saskatchewan a le plus fort pourcentage de fermes dans la catégorie "favorable" dû au nombre élevé de fermes céréalières.
- Le Québec a aussi un pourcentage élevé de fermes dans la catégorie "favorable" dû au nombre élevé de fermes laitières.
- L'Alberta a le plus haut pourcentage de fermes classées comme étant "vulnérable".
- La Colombie-Britannique a le plus faible pourcentage de fermes dans la catégorie "favorable" et le plus fort pourcentage de fermes dans la catégorie "revenu marginal".

Source: Enquête financière sur les fermes.



**Graphique B.5: Taux hypothécaire de la SCA et taux d'intérêt préférentiel, 1986-1997**



Sources: Société du crédit agricole (SCA) et Revue de la Banque du Canada.

**Tableau B.8: Prix moyens des engrais et carburants, 1994-1996**

	Mai 94	Oct. 94	Avril 95	Oct. 95	Avril 96	Oct. 96
<b>Alberta</b>						
<b>Azote (\$/tonne)</b>						
Anhydre d'ammoniaque 82-0-0	362,97	382,01	522,16	475,84	551,63	498,00
Urée 46-0-0	279,32	268,28	391,55	340,15	404,89	338,42
Nitrate d'ammonium 34-0-0	251,74	246,72	337,37	294,93	334,80	293,27
Sulphate d'ammonium 21-0-0-24	244,19	247,34	273,90	261,58	269,39	267,79
<b>Phosphate (\$/tonne)</b>						
Phosphate mono-ammoniacal 11-52-0	377,75	377,75	473,00	413,20	483,80	449,90
Phosphate mono-ammoniacal 12-51-0	379,69	387,09	480,74	404,70	481,84	442,27
<b>Potassium (\$/tonne)</b>						
Muriate de potassium 0-0-60	178,64	183,30	197,91	188,23	197,15	193,24
<b>Carburant (cents/litre)</b>						
Essence	36,29	39,43	40,86	40,46	42,74	44,00
Diésel	25,68	27,49	28,00	27,03	30,56	31,80
<b>Ontario</b>						
<b>Azote (\$/tonne)</b>						
Anhydre d'ammoniaque 82-0-0	462,84	438,38	583,94	588,60	611,25	558,31
Urée 46-0-0	309,02	312,96	400,75	386,95	422,77	413,58
Solution d'azote 28(32)-0-0	202,21	201,06	271,79	241,46	259,06	258,69
Nitrate d'ammonium 34-0-0	267,26	269,06	349,96	344,35	356,45	354,57
<b>Phosphate (\$/tonne)</b>						
Phosphate mono-ammoniacal 11-52-0	348,97	358,05	420,77	407,91	448,70	440,81
Phosphate bi-ammoniacal 18-46-0	338,42	346,13	414,22	400,52	439,34	431,16
Superphosphate triple 0-46-0	313,38	319,74	373,43	354,47	391,91	383,47
<b>Potassium (\$/tonne)</b>						
Muriate de potassium 0-0-60	210,81	210,18	233,55	226,69	227,83	221,39
<b>Carburant (cents/litre)</b>						
Essence	33,67	35,35	37,50	37,00	40,53	42,08
Diésel	34,24	34,61	34,22	33,92	38,27	40,71

Source: Statistique Canada.

Note: Les prix sont bruts et n'incluent donc pas les remises du gouvernement.


**Tableau B.9: Salaires horaires versés à la main-d'oeuvre agricole engagée - 1995**

	Travail général	Opération d'équipement	Entretien du bétail	Fruits et légumes	Supervision	Autres genres de travail	Moyenne tous genres
Dollars par heure							
Atlantique	8,33	9,10	8,82	7,60	10,82	7,94	8,22
Québec	8,01	10,13	9,07	6,79	11,90	10,47	8,12
Ontario	9,00	10,82	10,22	7,32	15,07	9,01	8,99
Manitoba	8,47	9,06	8,31	6,81	14,45	5,43	8,38
Saskatchewan	8,57	8,78	10,05	8,24	11,37	6,63	8,91
Alberta	9,06	9,96	10,72	7,97	13,49	10,38	9,47
Colombie-Britannique	9,47	10,81	11,36	8,78	14,26	9,31	9,64
Canada	8,76	9,59	9,97	7,66	14,02	9,03	8,89

Source: Statistique Canada.

**Tableau B.10: Principaux intrants agricoles, Canada**

	1991	1992	1993	1994	1995
000 \$					
Dépenses liées à la machinerie	2 726 135	2 768 705	2 909 643	3 055 055	3 168 297
Aliments achetés	2 231 187	2 272 502	2 367 121	2 681 406	2 996 007
Salaires	2 152 268	2 238 083	2 303 806	2 477 949	2 544 935
Engrais	1 217 535	1 311 044	1 376 667	1 636 895	1 960 906
Intérêts	1 869 578	1 747 327	1 656 381	1 793 806	1 821 368
Loyer	789 950	838 240	901 970	954 278	1 070 585
Pesticides	658 128	710 410	769 009	954 480	1 043 911
Achats de bétail	829 072	860 385	1 143 322	1 194 005	1 025 550
Semences	556 639	586 295	647 035	698 683	714 434
Réparations des bâtiments et clôtures	468 268	482 097	505 564	525 490	509 659
Électricité	445 489	463 278	481 831	497 830	496 034
Impôts fonciers	379 051	400 062	418 952	435 035	456 894
Assurance récolte et grêle	288 779	325 869	380 412	352 244	386 440
Assurance commerciale	350 079	370 662	384 678	395 234	398 150
Insémination et vétérinaire	313 100	333 729	360 588	402 900	417 099
Autres*	1 078 470	1 157 240	1 055 713	849 757	754 638
Dépenses totales de fonctionnement après rabais et amortissement	20 382 123	20 938 602	21 866 256	23 368 004	24 512 141

Source: Statistique Canada.

Note: Les montants des dépenses tiennent compte des rabais reçus.

\*primes de stabilisation; combustible pour le chauffage; ficelle et contenants; téléphone; chaux et irrigation.



**Tableau B.11: Valeur des achats d'équipements neufs et usagés, moyenne pour toutes les fermes, par catégorie de revenu agricole brut, 1995**

	Revenu agricole brut				
	Moins de 25 000 \$	25 000 \$ à 49 999 \$	50 000 \$ à 99 999 \$	100 000 \$ à 249 999 \$	250 000 \$ et plus
<b>Ouest canadien</b>					
Population	47 390	24 220	27 470	32 725	15 470
Tracteurs neufs	326 \$	1 575 \$	628 \$	4 079 \$	13 624 \$
Tracteurs usagés	674 \$	1 505 \$	2 163 \$	5 361 \$	7 692 \$
Instruments aratoires neufs	45 \$	185 \$	1 061 \$	3 713 \$	6 933 \$
Instruments aratoires usagés	127 \$	358 \$	789 \$	1 685 \$	2 385 \$
Faucheuses à foin neuves	39 \$	25 \$	352 \$	603 \$	1 324 \$
Faucheuses à foin usagées	148 \$	215 \$	376 \$	425 \$	194 \$
Matériel de cueillette neuf	246 \$	41 \$	220 \$	3 368 \$	18 644 \$
Matériel de cueillette usagé	138 \$	634 \$	1 776 \$	5 582 \$	11 488 \$
Presses neuves	103 \$	122 \$	414 \$	463 \$	690 \$
Presses usagées	165 \$	196 \$	217 \$	205 \$	162 \$
Autres machineries neuves	164 \$	265 \$	480 \$	1 227 \$	4 535 \$
Autres machineries usagées	79 \$	170 \$	259 \$	599 \$	1 127 \$
Total de la machinerie neuve	922 \$	2 213 \$	3 154 \$	13 453 \$	45 750 \$
Total de la machinerie usagée	1 331 \$	3 076 \$	5 580 \$	13 858 \$	23 048 \$
<b>Est canadien</b>					
Population	36 355	14 990	14 205	23 605	14 200
Tracteurs neufs	686 \$	734 \$	1 292 \$	3 796 \$	9 354 \$
Tracteurs usagés	568 \$	560 \$	915 \$	2 076 \$	4 447 \$
Instruments aratoires neufs	8 \$	141 \$	420 \$	463 \$	3 139 \$
Instruments aratoires usagés	78 \$	113 \$	343 \$	484 \$	858 \$
Faucheuses à foin neuves	42 \$	108 \$	192 \$	521 \$	874 \$
Faucheuses à foin usagées	57 \$	11 \$	74 \$	154 \$	37 \$
Matériel de cueillette neuf	34 \$	113 \$	366 \$	1 000 \$	4 269 \$
Matériel de cueillette usagé	33 \$	136 \$	515 \$	1 570 \$	2 320 \$
Presses neuves	155 \$	97 \$	138 \$	490 \$	886 \$
Presses usagées	71 \$	5 \$	246 \$	109 \$	54 \$
Autres machineries neuves	219 \$	838 \$	1 024 \$	1 750 \$	4 110 \$
Autres machineries usagées	92 \$	266 \$	271 \$	524 \$	860 \$
Total de la machinerie neuve	1 144 \$	2 032 \$	3 433 \$	8 019 \$	22 631 \$
Total de la machinerie usagée	898 \$	1 090 \$	2 364 \$	4 917 \$	8 576 \$

Source: Enquête financière sur les fermes de 1996.



## Méthodologie sur les conditions financières des entreprises agricoles

---

### Tableau B.1: Dette agricole et Graphique B.1: Sources de crédit en pourcentage de la dette agricole

---

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada dans le catalogue 21-603 - Statistiques économiques agricoles.

---

### Tableau B.2 et Graphique B.2: Nombre de faillites agricoles par province

---

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier. Les statistiques sur les faillites ne rendent compte que d'une partie du nombre total d'agriculteurs qui abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières.

Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du Surintendant des faillites.

---

### Tableau B.3 et Graphique B.3: Prêts de la Société du crédit agricole

---

Les informations sur le portefeuille de prêts et les prêts approuvés par la Société du crédit agricole (SCA) proviennent du rapport annuel de la SCA de 1995-1996.

---

### Tableau B.4 et Graphique B.4: Prêts selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative

---

Pour 1990-1991 à 1994-1995, les informations sur les prêts enregistrés selon la "Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et la commercialisation selon la formule coopérative" (LPAACFC) proviennent du Budget des dépenses 1996-1997 publié par Agriculture et Agroalimentaire Canada. Les données de 1995-1996 et 1996-1997 ont été obtenues directement de l'administration de la LPAACFC.

---

### Tableaux B.5, B.6 et B.7: Actif, passif, avoir net, nouveaux investissements et stabilité financière

---

Les informations sur la valeur moyenne des actifs agricoles, de la dette, de l'avoir net et des nouveaux investissements proviennent de l'Enquête financière sur les fermes de 1992, 1994 et 1996. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. Elle recueille des données sur

les fermes dont les revenus agricoles bruts sont de plus de 2 000 \$. Elle est réalisée à environ tous les deux ans.

Les nouveaux investissements (nets) sont les achats de biens en immobilisation desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation. Le revenu net d'exploitation est le revenu agricole brut moins les dépenses (avant amortissement).

---

### Graphique B.5: Taux hypothécaire de la SCA et taux d'intérêt préférentiel

---

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la Revue de la Banque du Canada. Le taux hypothécaire de la Société du crédit agricole (SCA) est pour un terme de cinq ans.

---

### Tableau B.8: Prix moyens des engrais et des carburants et Tableau B.9: Salaires horaires versés à la main-d'oeuvre agricole engagée

---

Les données pour les prix et salaires horaires sont compilées par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada en vertu d'un contrat sur le prix des intrants. Les données sur les prix sont recueillies auprès des vendeurs et celles des salaires horaires, auprès des agriculteurs.

---

### Tableau B.10: Principaux intrants agricoles, Canada

---

Les principales dépenses de fonctionnement de ce tableau tiennent compte de l'aide gouvernementale visant à réduire le coût des intrants. Les échanges entre fermes sont exclus.

Pour une méthodologie plus détaillée, se référer au catalogue no. 21-603, Statistiques économiques agricoles de Statistique Canada.

---

### Tableau B.11: Valeur des achats d'équipements neufs et usagés, moyenne pour toutes les fermes, par catégorie de ventes

---

Ces renseignements sont tirés de l'Enquête financière sur les fermes de 1996 réalisée par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. Les données présentées sont pour l'année civile 1995. La valeur des achats de machinerie tant neuve qu'usagée ne tient pas compte de la valeur des équipements offerts en échange. La valeur des achats est calculée pour toutes les fermes, y compris celles qui n'ont pas acheté d'équipement. L'Enquête peut aussi fournir d'autres renseignements, notamment la valeur des achats par production ou par province.



# **SECTION C**

## **Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire**

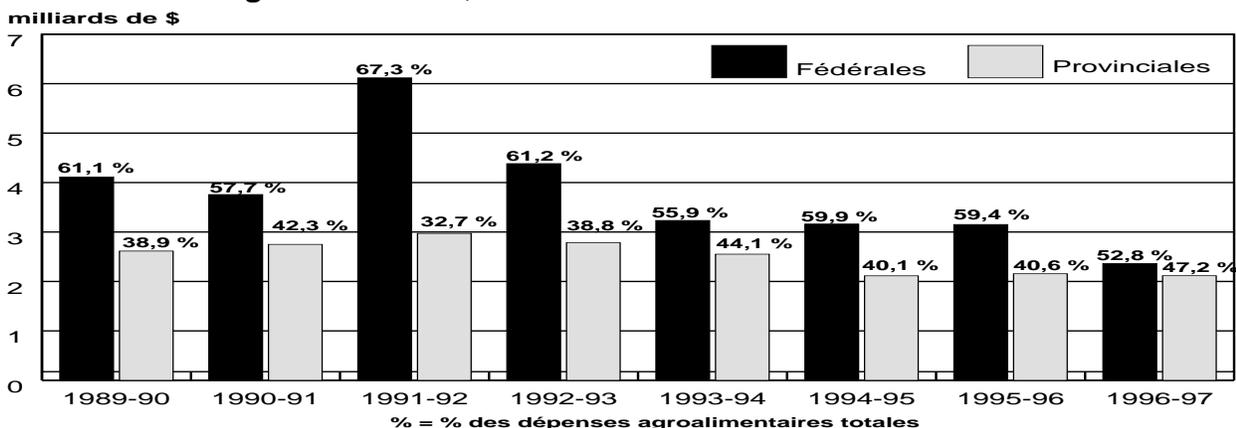


**Tableau C.1: Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire**

Réparties		1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997 Estimations
(000 \$)									
T.-N.	Fédéral	11 711	11 573	13 463	11 596	9 327	11 147	9 608	6 367
	Provincial	18 286	18 157	16 217	18 895	13 250	16 753	14 198	13 087
	% Féd.	39,04	38,93	45,36	38,03	41,31	39,95	40,36	32,73
Î.-P.-É.	Fédéral	42 399	35 736	63 373	53 120	45 974	30 710	32 482	28 193
	Provincial	33 545	32 384	31 062	27 203	27 617	19 375	17 814	17 972
	% Féd.	55,83	52,46	67,11	66,13	62,47	61,31	64,58	61,07
N.-É.	Fédéral	36 449	44 287	48 344	44 648	36 726	31 719	28 218	24 789
	Provincial	56 259	53 850	53 921	52 943	58 474	44 076	39 700	37 510
	% Féd.	39,32	45,13	47,27	45,75	38,58	41,85	41,55	39,79
N.-B.	Fédéral	46 148	53 257	58 301	55 184	45 465	32 802	34 732	35 090
	Provincial	32 788	35 362	27 902	29 937	26 561	24 693	24 638	22 337
	% Féd.	58,46	60,10	67,63	64,83	63,12	57,05	58,50	61,10
Qué.	Fédéral	419 150	367 210	404 242	406 639	361 240	333 781	263 748	276 859
	Provincial	637 998	697 389	686 097	653 553	670 801	623 533	639 201	585 804
	% Féd.	39,65	34,49	37,07	38,36	35,00	34,87	29,21	32,09
Ont.	Fédéral	611 590	478 096	583 659	584 981	381 265	371 784	273 966	319 830
	Provincial	526 332	549 856	623 263	560 370	508 063	460 144	433 616	443 778
	% Féd.	53,75	46,51	48,36	51,07	42,87	44,69	38,72	41,88
Man.	Fédéral	445 152	359 334	837 457	478 316	386 604	374 746	394 024	226 930
	Provincial	124 066	155 952	193 508	195 214	184 187	181 026	148 674	165 223
	% Féd.	78,20	69,73	81,23	71,02	67,73	67,43	72,60	57,87
Sask.	Fédéral	1 349 357	1 193 084	2 306 973	1 310 091	973 365	1 051 572	1 207 752	731 419
	Provincial	354 784	445 064	573 969	545 921	432 693	236 338	344 418	385 532
	% Féd.	79,18	72,83	80,08	70,59	69,23	81,65	77,81	65,48
Alb.	Fédéral	676 294	735 330	1 300 566	872 330	578 026	517 243	559 722	390 626
	Provincial	750 681	688 286	668 279	632 832	582 293	447 881	434 019	380 661
	% Féd.	47,39	51,65	66,06	57,96	49,82	53,59	56,32	50,65
C.-B.	Fédéral	115 218	96 025	107 135	100 440	82 978	77 462	64 204	71 369
	Provincial	80 594	74 397	97 913	67 379	48 425	60 308	59 898	65 084
	% Féd.	58,84	56,35	52,25	59,85	63,15	56,23	51,73	52,30
Autres	Fédéral	358 792	384 245	394 375	466 327	333 258	328 900	284 496	252 876
	Provincial	850	425	200	250	250	356	386	300
	% Féd.	99,76	99,89	99,95	99,95	99,93	99,89	99,86	99,88
Canada	Fédéral	4 112 260	3 758 177	6 117 888	4 383 672	3 234 228	3 161 865	3 152 951	2 364 349
	Provincial	2 615 332	2 750 696	2 972 131	2 784 248	2 552 365	2 114 126	2 156 176	2 116 988
	% Féd.	61,13	57,74	67,30	61,16	55,89	59,93	59,39	52,76

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.

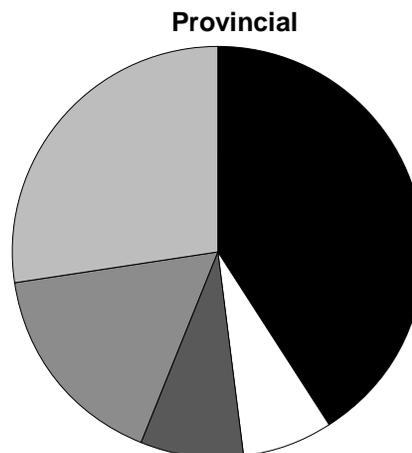
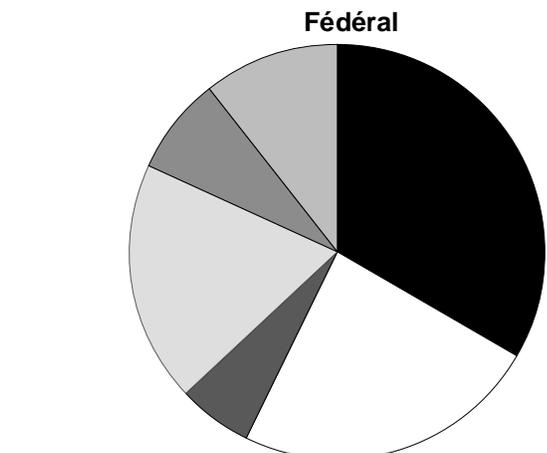
**Graphique C.1: Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, 1989-1990 à 1996-1997**



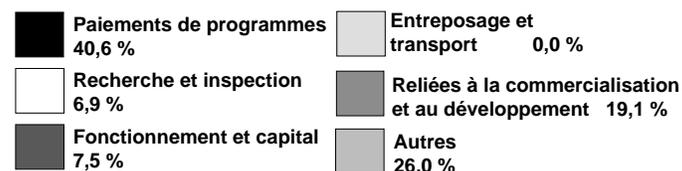
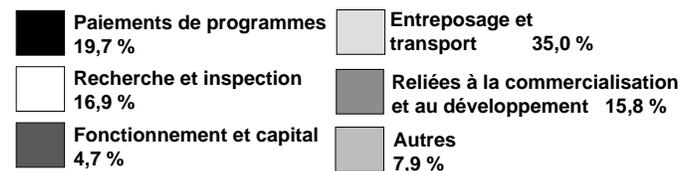
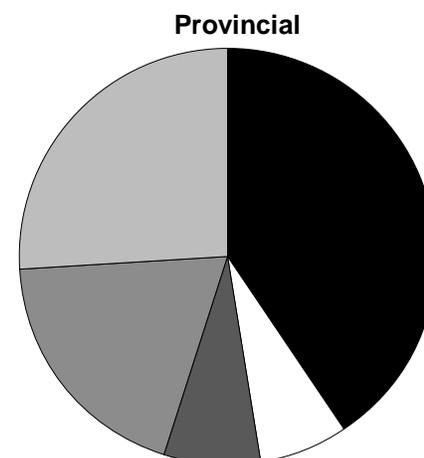
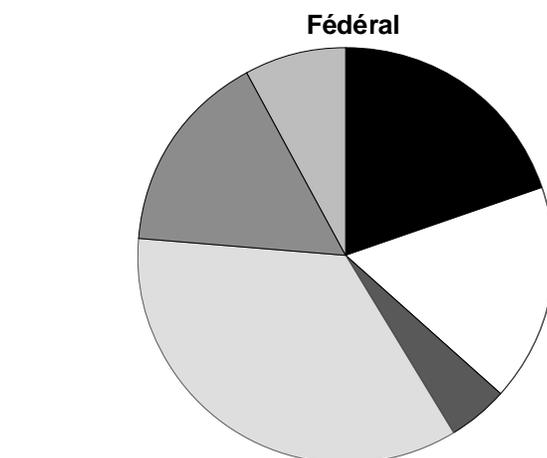


Graphique C.2: Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale

1996-1997



1995-1996



**Paiements de programmes.** Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et les réductions de coûts, l'assurance-récolte et l'aide au financement.

**Recherche et inspection.** Comprend les dépenses d'administration (y compris les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

**Fonctionnement et capital.** Comprend les dépenses générales en administration et en gestion, en information et en soutien statistique.

**Entreposage et transport.** Comprend les paiements de programmes, d'entreposage et de transport.

**Reliées à la commercialisation et au développement.** Comprend les dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les subventions et contributions pour le développement régional, le marketing, la commercialisation et la vulgarisation.

**Autres.** Comprend les paiements à l'aide alimentaire et internationale, à l'éducation et aux programmes sociaux.



**Tableau C.2: Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
				Estimations				Estimations
(000 \$)								
<b>CANADA</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	<b>653 653</b>	<b>593 231</b>	<b>487 518</b>	<b>492 029</b>	<b>832 747</b>	<b>813 300</b>	<b>776 532</b>	<b>712 841</b>
<b>B. Dépenses de capital</b>	<b>14 259</b>	<b>14 662</b>	<b>27 391</b>	<b>25 810</b>	<b>90 144</b>	<b>109 783</b>	<b>87 921</b>	<b>76 616</b>
<b>C. Dépenses de programmes</b>	<b>1 583 169</b>	<b>1 360 237</b>	<b>1 270 939</b>	<b>1 245 172</b>	<b>2 523 615</b>	<b>2 440 696</b>	<b>2 680 359</b>	<b>1 624 976</b>
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	650 439	538 364	473 345	470 689	836 407	809 142	490 249	532 900
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	52 060	40 642	25 142	56 132	110 451	37 312	23 019	14 589
c.3 Assurance-récolte	192 614	161 082	171 258	250 935	171 540	161 801	163 557	207 000
c.4 Aide au financement	230 682	192 693	239 606	129 715	91 564	95 617	21 816	52 940
c.5 Entreposage et transport	49 634	25 172	100	50	697 030	711 559	1 239 610	452 726
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	8 063	18 495	7 687	6 244	18 140	23 312	17 471	3 414
c.7 Recherche	57 143	57 336	48 182	49 246	3 023	23 907	7 642	3 692
c.8 Inspection des aliments	19 574	9 346	10 204	7 909	4 023	1 093	1 179	1 032
c.9 Aide alimentaire	0	0	0	0	333 066	327 777	262 579	252 650
c.10 Commercialisation	29 744	57 410	49 940	9 956	156 875	145 487	348 886	31 572
c.11 Développement rural et régional	72 061	66 614	55 407	52 596	56 392	52 415	51 239	41 693
c.12 Environnement	37 053	18 505	43 514	48 262	26 261	35 149	43 134	28 766
c.13 Enseignement	163 529	152 028	119 000	146 589	0	200	427	0
c.14 Vulgarisation	20 573	22 550	27 553	16 849	18 843	15 925	9 551	2 001
<b>D. Dépenses fiscales</b>	<b>469 361</b>	<b>466 423</b>	<b>456 388</b>	<b>453 902</b>	<b>347</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total partiel, dépenses brutes	2 720 442	2 434 553	2 242 236	2 216 913	3 446 853	3 363 780	3 544 812	2 414 433
Recouvrements	(168 077)	(320 427)	(86 060)	(99 925)	(212 626)	(201 915)	(391 861)	(50 084)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>2 552 365</b>	<b>2 114 126</b>	<b>2 156 176</b>	<b>2 116 988</b>	<b>3 234 228</b>	<b>3 161 865</b>	<b>3 152 951</b>	<b>2 364 349</b>
<b>TERRE-NEUVE</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	<b>10 522</b>	<b>13 411</b>	<b>10 687</b>	<b>8 938</b>	<b>2 376</b>	<b>2 238</b>	<b>1 944</b>	<b>1 799</b>
<b>B. Dépenses de capital</b>	<b>710</b>	<b>876</b>	<b>691</b>	<b>334</b>	<b>209</b>	<b>248</b>	<b>197</b>	<b>183</b>
<b>C. Dépenses de programmes</b>	<b>5 704</b>	<b>4 915</b>	<b>3 994</b>	<b>4 694</b>	<b>7 318</b>	<b>9 186</b>	<b>8 462</b>	<b>4 511</b>
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	3 387	3 250	2 275	3 027	21	24	38	0
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	208	215	182	311	432	10	0	40
c.3 Assurance-récolte	157	92	80	116	85	84	92	102
c.4 Aide au financement	0	311	0	0	41	44	47	86
c.5 Entreposage et transport	0	0	0	0	4 948	5 062	5 738	2 439
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	7	0	0	0	7	583	447	3
c.7 Recherche	0	0	0	0	7	88	1	5
c.8 Inspection des aliments	0	0	0	0	1	1	3	3
c.9 Aide alimentaire	0	0	0	0	0	0	0	0
c.10 Commercialisation	159	0	246	219	6	23	20	23
c.11 Développement rural et régional	763	96	88	0	1 455	2 915	1 796	1 711
c.12 Environnement	14	437	296	300	21	126	140	96
c.13 Enseignement	708	514	514	461	0	0	0	0
c.14 Vulgarisation	303	0	314	260	294	225	138	3
<b>D. Dépenses fiscales</b>	<b>0</b>							
Total partiel, dépenses brutes	16 936	19 202	15 372	13 966	9 903	11 672	10 603	6 493
Recouvrements	(3 687)	(2 449)	(1 175)	(879)	(575)	(525)	(995)	(126)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>13 250</b>	<b>16 753</b>	<b>14 198</b>	<b>13 087</b>	<b>9 327</b>	<b>11 147</b>	<b>9 608</b>	<b>6 367</b>

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.

Note: Les dépenses relatives aux taxes foncières ont été révisées; voir notes méthodologiques.


**Tableau C.2: Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
				Estimations				Estimations
(000 \$)								
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	<b>9 304</b>	<b>9 010</b>	<b>8 526</b>	<b>8 308</b>	<b>11 080</b>	<b>7 772</b>	<b>10 176</b>	<b>8 012</b>
<b>B. Dépenses de capital</b>	<b>0</b>	<b>60</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>893</b>	<b>983</b>	<b>918</b>	<b>825</b>
<b>C. Dépenses de programmes</b>	<b>19 782</b>	<b>10 482</b>	<b>9 394</b>	<b>10 872</b>	<b>36 162</b>	<b>24 078</b>	<b>25 780</b>	<b>19 928</b>
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	3 264	2 825	1 948	2 200	8 574	6 678	6 943	7 129
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	463	60	0	0	4 172	829	462	197
c.3 Assurance-récolte	726	787	706	716	1 156	1 386	1 005	1 069
c.4 Aide au financement	40	22	0	0	808	367	137	604
c.5 Entreposage et transport	0	0	0	0	8 043	8 533	6 411	2 480
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	159	141	212	239	543	432	131	69
c.7 Recherche	8 680	1 387	1 859	1 916	26	218	16	23
c.8 Inspection des aliments	10	9	0	0	3	11	6	5
c.9 Aide alimentaire	0	0	0	0	0	0	0	0
c.10 Commercialisation	1 862	996	892	92	51	89	109	132
c.11 Développement rural et régional	667	274	85	85	12 537	5 136	10 022	8 012
c.12 Environnement	314	30	331	2 254	72	190	325	193
c.13 Enseignement	3 598	3 437	3 361	3 361	0	0	0	0
c.14 Vulgarisation	0	515	0	8	176	210	212	17
<b>D. Dépenses fiscales</b>	<b>980</b>	<b>1 114</b>	<b>909</b>	<b>909</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total partiel, dépenses brutes	30 066	20 665	18 830	20 089	48 135	32 833	36 874	28 765
Recouvrements	(2 449)	(1 290)	(1 016)	(2 117)	(2 161)	(2 123)	(4 392)	(572)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>27 617</b>	<b>19 375</b>	<b>17 814</b>	<b>17 972</b>	<b>45 974</b>	<b>30 710</b>	<b>32 482</b>	<b>28 193</b>
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	<b>16 431</b>	<b>16 228</b>	<b>15 590</b>	<b>11 959</b>	<b>11 711</b>	<b>10 285</b>	<b>11 242</b>	<b>8 836</b>
<b>B. Dépenses de capital</b>	<b>270</b>	<b>0</b>	<b>400</b>	<b>1 633</b>	<b>1 048</b>	<b>1 224</b>	<b>1 026</b>	<b>907</b>
<b>C. Dépenses de programmes</b>	<b>52 611</b>	<b>39 345</b>	<b>33 096</b>	<b>32 685</b>	<b>26 882</b>	<b>22 832</b>	<b>20 885</b>	<b>15 674</b>
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	4 182	4 145	3 498	2 649	4 617	4 117	3 675	3 847
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 637	2 012	1 879	1 114	6 270	71	93	180
c.3 Assurance-récolte	351	374	669	743	377	376	349	435
c.4 Aide au financement	6 007	967	1 080	662	158	39	31	114
c.5 Entreposage et transport	173	150	100	50	7 766	8 412	9 715	6 068
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	502	568	253	112	398	631	174	61
c.7 Recherche	230	307	77	307	34	415	7	26
c.8 Inspection des aliments	1 186	1 156	690	653	5	19	11	12
c.9 Aide alimentaire	0	0	0	0	0	0	0	0
c.10 Commercialisation	1 033	968	588	560	240	213	182	117
c.11 Développement rural et régional	6 958	1 095	505	197	6 504	7 403	6 124	4 528
c.12 Environnement	49	70	64	0	272	451	285	267
c.13 Enseignement	25 923	20 933	17 991	18 998	0	0	0	0
c.14 Vulgarisation	3 381	6 602	5 701	6 639	241	686	239	19
<b>D. Dépenses fiscales</b>	<b>912</b>	<b>796</b>	<b>1 323</b>	<b>1 323</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total partiel, dépenses brutes	70 224	56 370	50 409	47 600	39 641	34 341	33 153	25 417
Recouvrements	(11 750)	(12 294)	(10 709)	(10 089)	(2 915)	(2 622)	(4 935)	(628)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>58 474</b>	<b>44 076</b>	<b>39 700</b>	<b>37 510</b>	<b>36 726</b>	<b>31 719</b>	<b>28 218</b>	<b>24 789</b>

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.

Note: Les dépenses relatives aux taxes foncières ont été révisées; voir notes méthodologiques.


**Tableau C.2: Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
				Estimations				Estimations
(000 \$)								
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	<b>17 426</b>	<b>16 966</b>	<b>16 684</b>	<b>17 054</b>	<b>12 087</b>	<b>8 183</b>	<b>8 654</b>	<b>7 866</b>
<b>B. Dépenses de capital</b>	<b>566</b>	<b>897</b>	<b>920</b>	<b>330</b>	<b>984</b>	<b>1 069</b>	<b>876</b>	<b>804</b>
<b>C. Dépenses de programmes</b>	<b>10 874</b>	<b>9 895</b>	<b>12 033</b>	<b>6 126</b>	<b>34 859</b>	<b>25 875</b>	<b>29 628</b>	<b>26 976</b>
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	1 637	1 571	1 867	984	5 160	4 627	4 056	4 492
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	532	468	467	54	4 063	253	435	164
c.3 Assurance-récolte	1 002	1 650	2 314	1 814	2 312	2 229	2 213	2 511
c.4 Aide au financement	2 610	1 508	670	439	961	593	627	951
c.5 Entreposage et transport	248	181	0	0	11 037	11 467	14 234	11 468
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	28	26	305	29	409	398	150	67
c.7 Recherche	61	47	45	40	29	267	34	22
c.8 Inspection des aliments	167	167	264	79	22	4	13	10
c.9 Aide alimentaire	0	0	0	0	0	0	0	0
c.10 Commercialisation	239	123	5 303	1 808	116	126	82	85
c.11 Développement rural et régional	5	0	35	0	9 965	4 878	7 257	6 923
c.12 Environnement	0	0	147	0	157	322	330	268
c.13 Enseignement	4 303	4 114	298	837	0	0	0	0
c.14 Vulgarisation	43	42	318	42	629	711	197	15
<b>D. Dépenses fiscales</b>	<b>1 215</b>	<b>1 234</b>	<b>1 364</b>	<b>1 364</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total partiel, dépenses brutes	30 081	28 993	31 001	24 874	47 931	35 126	39 157	35 646
Recouvrements	(3 520)	(4 300)	(6 363)	(2 538)	(2 466)	(2 323)	(4 426)	(556)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>26 561</b>	<b>24 693</b>	<b>24 638</b>	<b>22 337</b>	<b>45 465</b>	<b>32 802</b>	<b>34 732</b>	<b>35 090</b>
<b>QUÉBEC</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	<b>180 566</b>	<b>156 971</b>	<b>149 966</b>	<b>152 467</b>	<b>124 932</b>	<b>116 523</b>	<b>119 998</b>	<b>110 393</b>
<b>B. Dépenses de capital</b>	<b>1 646</b>	<b>1 466</b>	<b>3 626</b>	<b>2 633</b>	<b>12 386</b>	<b>15 255</b>	<b>12 522</b>	<b>11 679</b>
<b>C. Dépenses de programmes</b>	<b>408 460</b>	<b>392 689</b>	<b>407 305</b>	<b>365 879</b>	<b>259 423</b>	<b>235 073</b>	<b>195 511</b>	<b>162 985</b>
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	240 110	235 156	229 406	221 996	175 465	171 083	134 808	121 957
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	15 096	18 020	15 172	13 900	15 624	6 834	2 587	2 617
c.3 Assurance-récolte	17 059	15 114	13 868	15 356	17 361	16 433	16 254	18 933
c.4 Aide au financement	49 631	52 164	73 471	51 707	3 540	2 513	2 337	4 967
c.5 Entreposage et transport	0	0	0	0	5 549	5 892	7 566	4 062
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	1 023	1 086	368	2 000	4 827	3 596	2 977	588
c.7 Recherche	6 659	9 639	7 446	5 658	768	8 648	2 956	1 193
c.8 Inspection des aliments	12 420	5 240	5 226	4 827	1 522	167	222	258
c.9 Aide alimentaire	0	0	0	0	0	0	0	0
c.10 Commercialisation	2 545	13 152	9 093	4 530	21 458	2 259	6 581	742
c.11 Développement rural et régional	9 540	6 783	2 851	6 521	6 145	8 884	13 296	2 880
c.12 Environnement	25 232	12 030	17 519	16 919	3 171	5 364	4 596	4 360
c.13 Enseignement	17 729	16 516	16 307	16 600	0	0	0	0
c.14 Vulgarisation	11 419	7 788	16 579	5 866	3 993	3 400	1 330	427
<b>D. Dépenses fiscales</b>	<b>81 057</b>	<b>80 912</b>	<b>78 635</b>	<b>65 159</b>	<b>49</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total partiel, dépenses brutes	671 729	632 038	639 533	586 139	396 790	366 850	328 030	285 057
Recouvrements	(928)	(8 505)	(332)	(335)	(35 550)	(33 068)	(64 283)	(8 197)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>670 801</b>	<b>623 533</b>	<b>639 201</b>	<b>585 804</b>	<b>361 240</b>	<b>333 781</b>	<b>263 748</b>	<b>276 859</b>

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.

Note: Les dépenses relatives aux taxes foncières ont été révisées; voir notes méthodologiques.


**Tableau C.2: Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
				Estimations				Estimations
(000 \$)								
<b>ONTARIO</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	<b>148 826</b>	<b>138 264</b>	<b>100 766</b>	<b>115 365</b>	<b>187 366</b>	<b>178 231</b>	<b>165 448</b>	<b>154 113</b>
<b>B. Dépenses de capital</b>	<b>4 371</b>	<b>4 607</b>	<b>7 973</b>	<b>0</b>	<b>19 649</b>	<b>23 126</b>	<b>17 898</b>	<b>16 656</b>
<b>C. Dépenses de programmes</b>	<b>202 643</b>	<b>169 687</b>	<b>162 832</b>	<b>157 744</b>	<b>227 514</b>	<b>220 011</b>	<b>183 673</b>	<b>160 817</b>
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	84 544	31 380	42 230	45 300	155 295	156 313	128 904	120 202
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	7 178	2 378	903	220	23 836	6 228	2 309	3 398
c.3 Assurance-récolte	15 068	22 846	22 569	22 546	26 822	23 940	24 214	24 771
c.4 Aide au financement	18 258	16 316	13 874	17 106	3 566	3 193	2 210	3 542
c.5 Entreposage et transport	0	0	0	0	125	172	382	121
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	4 703	15 191	6 307	1 983	4 354	6 634	5 771	864
c.7 Recherche	17 030	20 125	16 847	19 943	786	6 733	556	600
c.8 Inspection des aliments	5 130	1 635	1 739	1 865	1 113	603	219	362
c.9 Aide alimentaire	0	0	0	0	0	239	0	0
c.10 Commercialisation	5 468	6 570	14 919	1 200	2 586	3 590	3 591	2 576
c.11 Développement rural et régional	5 255	15 221	6 409	4 716	3 128	1 913	8 185	431
c.12 Environnement	0	146	120	145	1 029	5 250	4 734	3 551
c.13 Enseignement	39 669	37 537	36 268	42 380	0	200	0	0
c.14 Vulgarisation	341	342	647	342	4 875	5 003	2 597	400
<b>D. Dépenses fiscales</b>	<b>170 941</b>	<b>169 666</b>	<b>171 925</b>	<b>187 561</b>	<b>231</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total partiel, dépenses brutes	526 781	482 223	443 497	460 671	434 760	421 368	367 019	331 586
Recouvrements	(18 718)	(22 080)	(9 880)	(16 892)	(53 496)	(49 584)	(93 053)	(11 756)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>508 063</b>	<b>460 144</b>	<b>433 616</b>	<b>443 778</b>	<b>381 265</b>	<b>371 784</b>	<b>273 966</b>	<b>319 830</b>
<b>MANITOBA</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	<b>25 310</b>	<b>29 855</b>	<b>30 727</b>	<b>30 835</b>	<b>84 800</b>	<b>95 344</b>	<b>78 802</b>	<b>70 177</b>
<b>B. Dépenses de capital</b>	<b>1 089</b>	<b>922</b>	<b>3 262</b>	<b>885</b>	<b>9 766</b>	<b>12 550</b>	<b>9 336</b>	<b>7 593</b>
<b>C. Dépenses de programmes</b>	<b>115 123</b>	<b>101 962</b>	<b>77 655</b>	<b>84 637</b>	<b>311 963</b>	<b>285 992</b>	<b>343 168</b>	<b>153 890</b>
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	58 705	56 048	35 062	15 877	123 589	92 645	48 452	35 386
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	1 622	1 049	1 257	1 282	8 662	5 192	3 256	1 286
c.3 Assurance-récolte	18 229	17 962	17 865	40 614	17 508	18 264	18 119	28 285
c.4 Aide au financement	10 260	5 028	3 645	5 605	13 163	13 518	1 506	6 878
c.5 Entreposage et transport	0	0	0	0	112 850	115 029	198 344	69 981
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	823	757	100	432	1 512	1 774	1 034	385
c.7 Recherche	784	784	784	768	236	1 601	729	369
c.8 Inspection des aliments	489	1 130	452	467	64	69	160	61
c.9 Aide alimentaire	0	0	0	0	0	0	0	0
c.10 Commercialisation	1 556	829	1 041	1 008	22 547	23 515	54 160	864
c.11 Développement rural et régional	10 918	7 771	7 719	7 881	4 693	7 261	607	5 192
c.12 Environnement	1 309	1 656	1 748	2 320	5 643	6 100	16 065	5 034
c.13 Enseignement	8 241	8 573	7 967	7 967	0	0	0	0
c.14 Vulgarisation	2 188	375	15	415	1 495	1 025	737	167
<b>D. Dépenses fiscales</b>	<b>50 276</b>	<b>54 024</b>	<b>51 900</b>	<b>51 900</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total partiel, dépenses brutes	191 798	186 763	163 543	168 256	406 530	393 886	431 306	231 660
Recouvrements	(7 610)	(5 737)	(14 869)	(3 033)	(19 926)	(19 140)	(37 282)	(4 729)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>184 187</b>	<b>181 026</b>	<b>148 674</b>	<b>165 223</b>	<b>386 604</b>	<b>374 746</b>	<b>394 024</b>	<b>226 930</b>

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.

Note: Les dépenses relatives aux taxes foncières ont été révisées; voir notes méthodologiques.


**Tableau C.2: Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
				Estimations				Estimations
(000 \$)								
<b>SASKATCHEWAN</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	<b>44 541</b>	<b>41 201</b>	<b>28 322</b>	<b>23 265</b>	<b>178 233</b>	<b>181 738</b>	<b>175 007</b>	<b>157 827</b>
<b>B. Dépenses de capital</b>	<b>1 068</b>	<b>1 325</b>	<b>1 497</b>	<b>1 104</b>	<b>21 262</b>	<b>26 079</b>	<b>21 820</b>	<b>17 116</b>
<b>C. Dépenses de programmes</b>	<b>337 672</b>	<b>317 442</b>	<b>231 866</b>	<b>288 536</b>	<b>813 549</b>	<b>882 054</b>	<b>1 086 856</b>	<b>566 196</b>
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	125 784	109 980	67 281	63 000	193 479	262 441	104 706	174 480
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	10 524	9 794	1 363	35 051	21 311	10 761	7 275	2 647
c.3 Assurance-récolte	98 667	72 418	73 585	84 354	67 082	67 087	61 832	74 905
c.4 Aide au financement	27 735	32 707	35 114	36 995	51 209	51 529	10 803	21 983
c.5 Entreposage et transport	0	0	0	0	385 319	392 758	699 878	254 463
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	299	278	60	861	1 828	1 668	1 708	517
c.7 Recherche	17 538	18 163	14 875	14 725	470	1 434	2 156	655
c.8 Inspection des aliments	0	0	1 834	18	92	71	144	79
c.9 Aide alimentaire	0	0	0	0	0	0	0	0
c.10 Commercialisation	512	18 993	657	147	77 536	80 649	185 844	24 266
c.11 Développement rural et régional	31 391	28 089	32 641	27 822	5 206	4 576	1 262	5 277
c.12 Environnement	2 218	1 354	3 213	3 236	6 742	7 197	9 124	6 633
c.13 Enseignement	22 485	22 457	567	21 654	0	0	427	0
c.14 Vulgarisation	520	3 208	676	673	3 276	1 883	1 696	292
<b>D. Dépenses fiscales</b>	<b>101 752</b>	<b>119 871</b>	<b>110 248</b>	<b>110 386</b>	<b>66</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total partiel, dépenses brutes	485 032	479 840	371 932	423 290	1 013 109	1 089 871	1 283 682	741 139
Recouvrements	(52 339)	(243 502)	(27 514)	(37 758)	(39 744)	(38 299)	(75 930)	(9 720)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>432 693</b>	<b>236 338</b>	<b>344 418</b>	<b>385 532</b>	<b>973 365</b>	<b>1 051 572</b>	<b>1 207 752</b>	<b>731 419</b>
<b>ALBERTA</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	<b>161 278</b>	<b>131 212</b>	<b>85 833</b>	<b>79 478</b>	<b>176 085</b>	<b>172 343</b>	<b>163 629</b>	<b>155 539</b>
<b>B. Dépenses de capital</b>	<b>2 601</b>	<b>2 452</b>	<b>7 375</b>	<b>18 068</b>	<b>19 609</b>	<b>23 738</b>	<b>18 874</b>	<b>16 751</b>
<b>C. Dépenses de programmes</b>	<b>406 737</b>	<b>293 522</b>	<b>319 625</b>	<b>276 317</b>	<b>425 461</b>	<b>363 467</b>	<b>460 872</b>	<b>229 255</b>
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	124 258	89 152	85 178	110 550	154 193	96 314	43 766	49 504
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	1 705	289	773	1 230	17 336	4 752	4 598	2 988
c.3 Assurance-récolte	39 250	26 287	36 423	79 815	34 818	27 627	35 585	51 073
c.4 Aide au financement	115 185	82 747	111 537	17 200	16 927	22 691	3 370	12 573
c.5 Entreposage et transport	49 214	24 841	0	0	151 671	154 599	283 942	97 237
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	455	0	0	400	2 366	5 767	3 781	586
c.7 Recherche	5 860	6 650	6 250	5 688	510	2 585	372	641
c.8 Inspection des aliments	0	0	0	0	1 153	122	261	191
c.9 Aide alimentaire	0	0	0	0	0	0	0	0
c.10 Commercialisation	16 372	15 688	16 528	394	31 520	33 273	75 071	1 964
c.11 Développement rural et régional	4 688	4 777	4 749	4 849	4 880	7 466	2 442	4 806
c.12 Environnement	6 500	2 714	19 830	19 748	7 578	6 362	6 015	7 128
c.13 Enseignement	40 874	37 947	35 728	34 329	0	0	0	0
c.14 Vulgarisation	2 376	2 430	2 628	2 114	2 508	1 909	1 668	564
<b>D. Dépenses fiscales</b>	<b>58 400</b>	<b>33 556</b>	<b>31 695</b>	<b>30 300</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total partiel, dépenses brutes	629 015	460 742	444 528	404 163	621 156	559 548	643 375	401 545
Recouvrements	(46 722)	(12 861)	(10 509)	(23 502)	(43 129)	(42 306)	(83 653)	(10 919)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>582 293</b>	<b>447 881</b>	<b>434 019</b>	<b>380 661</b>	<b>578 026</b>	<b>517 243</b>	<b>559 722</b>	<b>390 626</b>

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.

Note: Les dépenses relatives aux taxes foncières ont été révisées; voir notes méthodologiques.


**Tableau C.2: Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
				Estimations				Estimations
(000 \$)								
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>								
<b>A. Dépenses de fonctionnement</b>	<b>39 451</b>	<b>40 114</b>	<b>40 416</b>	<b>44 359</b>	<b>44 044</b>	<b>40 467</b>	<b>41 632</b>	<b>38 149</b>
<b>B. Dépenses de capital</b>	<b>1 938</b>	<b>2 057</b>	<b>1 647</b>	<b>823</b>	<b>4 336</b>	<b>5 509</b>	<b>4 454</b>	<b>4 097</b>
<b>C. Dépenses de programmes</b>	<b>23 562</b>	<b>20 297</b>	<b>13 140</b>	<b>17 682</b>	<b>47 261</b>	<b>43 410</b>	<b>41 029</b>	<b>32 003</b>
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	4 568	4 856	4 600	5 106	16 014	14 900	14 900	15 902
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	12 096	6 357	3 146	2 972	8 746	2 383	2 005	1 073
c.3 Assurance-récolte	2 106	3 553	3 178	4 861	4 019	4 375	3 894	4 916
c.4 Aide au financement	958	922	215	0	1 191	1 131	748	1 242
c.5 Entreposage et transport	0	0	0	0	9 581	9 489	13 084	4 317
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	66	449	81	189	1 895	1 831	1 298	274
c.7 Recherche	301	235	0	200	150	1 387	306	158
c.8 Inspection des aliments	173	10	0	0	49	26	140	50
c.9 Aide alimentaire	0	0	0	0	0	0	0	0
c.10 Commercialisation	0	92	673	0	811	1 244	2 152	805
c.11 Développement rural et régional	1 876	2 507	325	525	1 879	1 984	247	1 934
c.12 Environnement	1 418	68	247	3 340	1 578	3 788	1 519	1 236
c.13 Enseignement	0	0	0	0	0	0	0	0
c.14 Vulgarisation	0	1 248	676	490	1 349	873	737	98
<b>D. Dépenses fiscales</b>	<b>3 829</b>	<b>5 249</b>	<b>8 388</b>	<b>5 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Total partiel, dépenses brutes	68 780	67 717	63 592	67 864	95 641	89 386	87 115	74 249
Recouvrements	(20 355)	(7 410)	(3 694)	(2 781)	(12 663)	(11 924)	(22 911)	(2 880)
<b>Total, dépenses nettes</b>	<b>48 425</b>	<b>60 308</b>	<b>59 898</b>	<b>65 084</b>	<b>82 978</b>	<b>77 462</b>	<b>64 204</b>	<b>71 369</b>

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.

Note: Les dépenses relatives aux taxes foncières ont été révisées; voir notes méthodologiques.



Tableau C.3: Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
				Estimations				Estimations
<b>(000 \$)</b>								
<b>CANADA</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	90 555	80 149	42 944	60 957	231 659	229 262	236 737	247 496
- capital	4 623	4 848	8 515	446	31 887	28 375	36 588	34 358
- programme	57 143	57 336	48 182	49 246	3 023	23 907	7 642	3 692
Total Recherche	152 321	142 333	99 641	110 648	266 569	281 544	280 968	285 546
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	45 979	42 606	41 137	39 098	363 039	342 367	286 192	261 043
- capital	391	226	2 578	394	33 615	54 858	31 577	28 833
- programme	19 574	9 346	10 204	7 909	4 023	1 093	1 179	1 032
Total Inspection	65 944	52 178	53 920	47 401	400 677	398 318	318 948	290 908
<b>TERRE-NEUVE</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	264	-	-	-	627	596	601	623
- capital	-	-	-	-	86	74	93	86
- programme	-	-	-	-	7	88	1	5
Total Recherche	264	-	-	-	720	758	695	714
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	1 204	-	1 224	1 168	851	761	725	659
- capital	-	-	15	-	82	135	80	73
- programme	-	-	-	-	1	1	3	3
Total Inspection	1 204	-	1 238	1 168	934	897	808	735
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	1 644	2 847	2 440	2 113	2 355	2 411	2 653	2 828
- capital	-	-	-	-	324	298	410	393
- programme	8 680	1 387	1 859	1 916	26	218	16	23
Total Recherche	10 324	4 233	4 299	4 029	2 704	2 927	3 079	3 244
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	62	94	-	-	3 265	3 141	3 200	2 991
- capital	-	-	-	-	312	550	354	329
- programme	10	9	-	-	3	11	6	5
Total Inspection	72	104	-	-	3 581	3 702	3 560	3 325

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.


**Tableau C.3: Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
				Estimations				Estimations
<b>(000 \$)</b>								
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	-	-	-	-	3 176	2 978	2 982	3 102
- capital	-	-	-	-	437	369	461	431
- programme	230	307	77	307	34	415	7	26
Total Recherche	230	307	77	307	3 647	3 761	3 449	3 559
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	1 503	1 370	1 861	1 849	4 326	3 810	3 595	3 282
- capital	-	-	-	-	416	676	398	361
- programme	1 186	1 156	690	653	5	19	11	12
Total Inspection	2 688	2 525	2 551	2 502	4 747	4 504	4 004	3 655
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	75	57	-	29	2 687	2 638	2 674	2 747
- capital	-	-	-	-	370	327	413	381
- programme	61	47	45	40	29	267	34	22
Total Recherche	136	104	45	69	3 086	3 232	3 121	3 150
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	12	8	1 127	8	3 676	3 389	3 224	2 905
- capital	-	-	55	-	353	600	357	320
- programme	167	167	264	79	22	4	13	10
Total Inspection	179	175	1 447	87	4 051	3 992	3 594	3 235
<b>QUÉBEC</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	15 626	18 355	17 287	17 362	38 732	37 547	38 835	40 509
- capital	398	204	422	140	5 331	4 647	6 002	5 624
- programme	6 659	9 639	7 446	5 658	768	8 648	2 956	1 193
Total Recherche	22 683	28 199	25 155	23 159	44 831	50 842	47 794	47 325
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	27 128	24 854	24 213	23 888	54 472	49 708	46 853	42 824
- capital	296	93	288	279	5 193	8 619	5 180	4 719
- programme	12 420	5 240	5 226	4 827	1 522	167	222	258
Total Inspection	39 844	30 187	29 727	28 994	61 186	58 494	52 255	47 801

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.



Tableau C.3: Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
				Estimations				Estimations
<b>(000 \$)</b>								
<b>ONTARIO</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	48 691	43 302	1 832	26 299	58 284	56 300	56 217	58 094
- capital	3 758	4 169	7 475	-	8 023	6 968	8 688	8 065
- programme	17 030	20 125	16 847	19 943	786	6 733	556	600
Total Recherche	69 480	67 596	26 154	46 242	67 093	70 001	65 461	66 759
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	-	-	-	-	85 995	78 883	67 888	61 347
- capital	-	-	-	-	8 091	13 173	7 498	6 768
- programme	5 130	1 635	1 739	1 865	1 113	603	219	362
Total Inspection	5 130	1 635	1 739	1 865	95 198	92 659	75 605	68 477
<b>MANITOBA</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	-	-	339	-	21 710	21 732	22 523	23 370
- capital	-	-	-	-	2 988	2 690	3 481	3 244
- programme	784	784	784	768	236	1 601	729	369
Total Recherche	784	784	1 123	768	24 934	26 023	26 733	26 984
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	6 354	6 893	3 842	6 974	36 930	35 061	27 264	24 615
- capital	-	-	2 069	-	3 350	5 350	3 004	2 723
- programme	489	1 130	452	467	64	69	160	61
Total Inspection	6 843	8 023	6 362	7 441	40 344	40 480	30 428	27 399
<b>SASKATCHEWAN</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	-	456	466	585	43 302	43 487	45 872	48 034
- capital	-	17	23	21	5 960	5 382	7 090	6 668
- programme	17 538	18 163	14 875	14 725	470	1 434	2 156	655
Total Recherche	17 538	18 636	15 364	15 331	49 732	50 303	55 118	55 356
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	3 499	3 394	3 511	881	79 422	77 002	55 632	50 487
- capital	-	25	43	7	7 077	11 099	6 119	5 596
- programme	-	-	1 834	18	92	71	144	79
Total Inspection	3 499	3 419	5 388	906	86 591	88 172	61 894	56 162

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.


**Tableau C.3: Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire (suite)**

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
				Estimations				Estimations
<b>(000 \$)</b>								
<b>ALBERTA</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	24 120	15 132	20 460	14 432	46 990	48 035	50 538	53 956
- capital	467	458	593	283	6 468	5 945	7 811	7 490
- programme	5 860	6 650	6 250	5 688	510	2 585	372	641
Total Recherche	30 447	22 240	27 303	20 403	53 968	56 566	58 721	62 088
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	4 142	4 001	1 807	3 961	75 156	73 114	61 118	56 881
- capital	95	108	103	103	6 923	11 573	6 741	6 286
- programme	-	-	-	-	1 153	122	261	191
Total Inspection	4 237	4 109	1 910	4 064	83 232	84 810	68 120	63 358
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>								
<b>Dépenses de recherche</b>								
- fonctionnement	134	-	120	138	13 796	13 539	13 842	14 233
- capital	-	-	2	2	1 899	1 676	2 139	1 976
- programme	301	235	-	200	150	1 387	306	158
Total Recherche	436	235	122	340	15 845	16 602	16 287	16 367
<b>Dépenses d'inspection</b>								
- fonctionnement	2 074	1 993	3 553	369	18 946	17 499	16 693	15 053
- capital	-	-	6	5	1 818	3 083	1 846	1 658
- programme	173	10	-	-	49	26	140	50
Total Inspection	2 248	2 003	3 558	374	20 813	20 608	18 680	16 761

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.



**Tableau C.4: Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en % des PIB agricole et agroalimentaire**

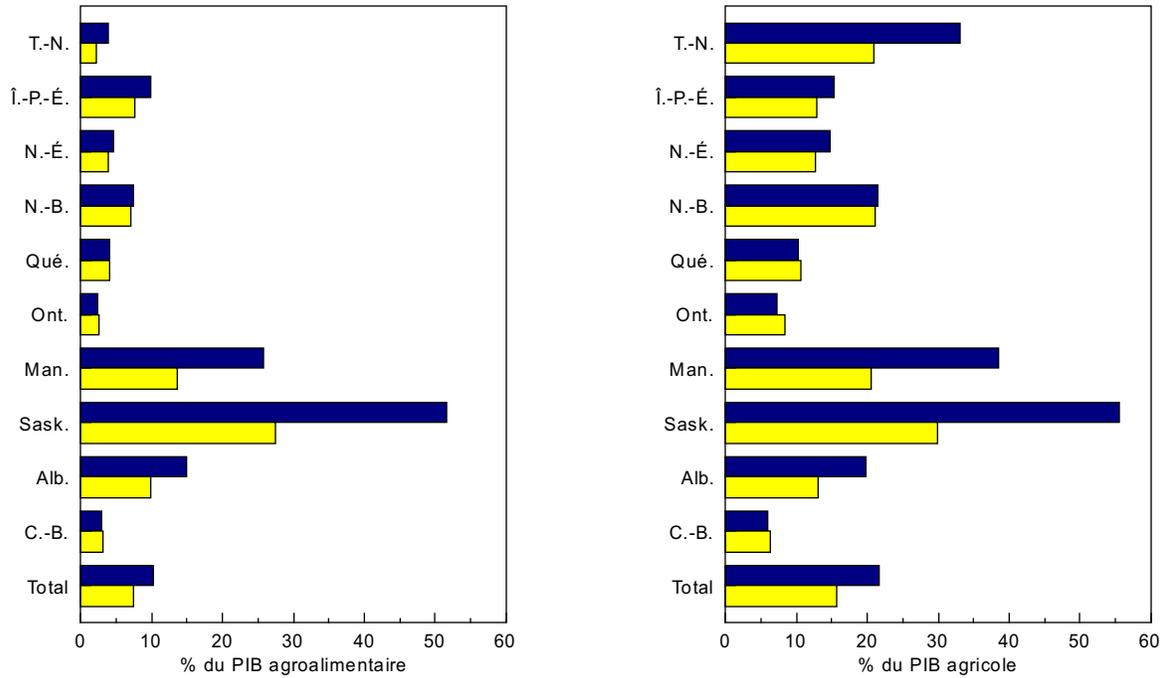
	Agricole				Agroalimentaire			
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
				Estimations				Estimations
(millions de \$)								
<b>TERRE-NEUVE</b>								
PIB provincial	26,66	29,38	29,10	30,47	287,79	250,79	247,87	294,81
Fédéral (%)	34,99	37,94	33,02	20,90	3,24	4,44	3,88	2,16
Provincial (%)	49,71	57,02	48,79	42,96	4,88	6,68	5,73	4,44
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>								
PIB provincial	172,47	178,96	212,15	219,68	279,93	290,96	331,12	372,32
Fédéral (%)	26,66	17,16	15,31	12,83	16,42	10,55	9,81	7,57
Provincial (%)	16,01	10,83	8,40	8,18	12,40	6,66	5,38	4,83
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>								
PIB provincial	168,90	186,52	191,82	196,53	592,31	594,63	615,33	631,51
Fédéral (%)	21,74	17,01	14,71	12,61	6,20	5,33	4,59	3,93
Provincial (%)	34,62	23,63	20,70	19,09	9,37	7,41	6,45	5,94
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK</b>								
PIB provincial	152,59	155,66	161,95	166,10	411,06	448,34	471,07	495,92
Fédéral (%)	29,80	21,07	21,45	21,13	11,06	7,32	7,37	7,08
Provincial (%)	17,41	15,86	15,21	13,45	7,89	5,51	5,23	4,50
<b>QUÉBEC</b>								
PIB provincial	2 267,07	2 384,58	2 559,02	2 599,23	6 018,55	6 191,19	6 592,69	6 684,74
Fédéral (%)	15,93	14,00	10,31	10,65	6,00	5,39	4,00	4,14
Provincial (%)	29,59	26,15	24,98	22,54	11,14	10,07	9,70	8,76
<b>ONTARIO</b>								
PIB provincial	3 341,72	3 609,57	3 737,88	3 808,61	10 904,64	11 404,20	11 785,87	12 156,51
Fédéral (%)	11,41	10,30	7,33	8,40	3,50	3,26	2,32	2,63
Provincial (%)	15,20	12,75	11,60	11,65	5,49	4,03	3,68	3,65
<b>MANITOBA</b>								
PIB provincial	821,71	1 077,18	1 022,17	1 102,53	1 321,02	1 586,96	1 528,74	1 676,21
Fédéral (%)	47,05	34,79	38,55	20,58	29,27	23,61	25,77	13,54
Provincial (%)	22,42	16,81	14,54	14,99	10,33	11,41	9,73	9,86
<b>SASKATCHEWAN</b>								
PIB provincial	2 110,31	2 096,64	2 173,23	2 446,69	2 276,36	2 260,24	2 342,74	2 664,81
Fédéral (%)	46,12	50,16	55,57	29,89	42,76	46,52	51,55	27,45
Provincial (%)	20,50	11,27	15,85	15,76	19,34	10,46	14,70	14,47
<b>ALBERTA</b>								
PIB provincial	2 782,10	2 723,60	2 839,85	3 016,40	3 543,91	3 583,85	3 733,96	3 975,95
Fédéral (%)	20,78	18,99	19,71	12,95	16,31	14,43	14,99	9,82
Provincial (%)	20,93	16,44	15,28	12,62	21,86	12,50	11,62	9,57
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>								
PIB provincial	939,72	1 019,68	1 079,05	1 124,18	1 920,03	2 066,10	2 159,42	2 255,19
Fédéral (%)	8,83	7,60	5,95	6,35	4,32	3,75	2,97	3,16
Provincial (%)	5,15	5,91	5,55	5,79	4,46	2,92	2,77	2,89
<b>CANADA</b>								
PIB fédéral	13 307,74	13 899,70	14 539,96	15 189,56	28 395,03	29 602,17	30 565,98	32 040,56
Fédéral (%)	24,30	22,75	21,68	15,57	11,39	10,68	10,32	7,38
Provincial (%)	19,97	15,70	15,39	14,39	10,18	7,37	7,23	6,78

Sources: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.



**Graphique C.3: Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en % des PIB agricole et agroalimentaire**

**Dépenses publiques fédérales**



**Dépenses publiques provinciales**

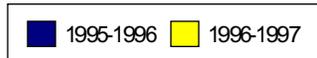
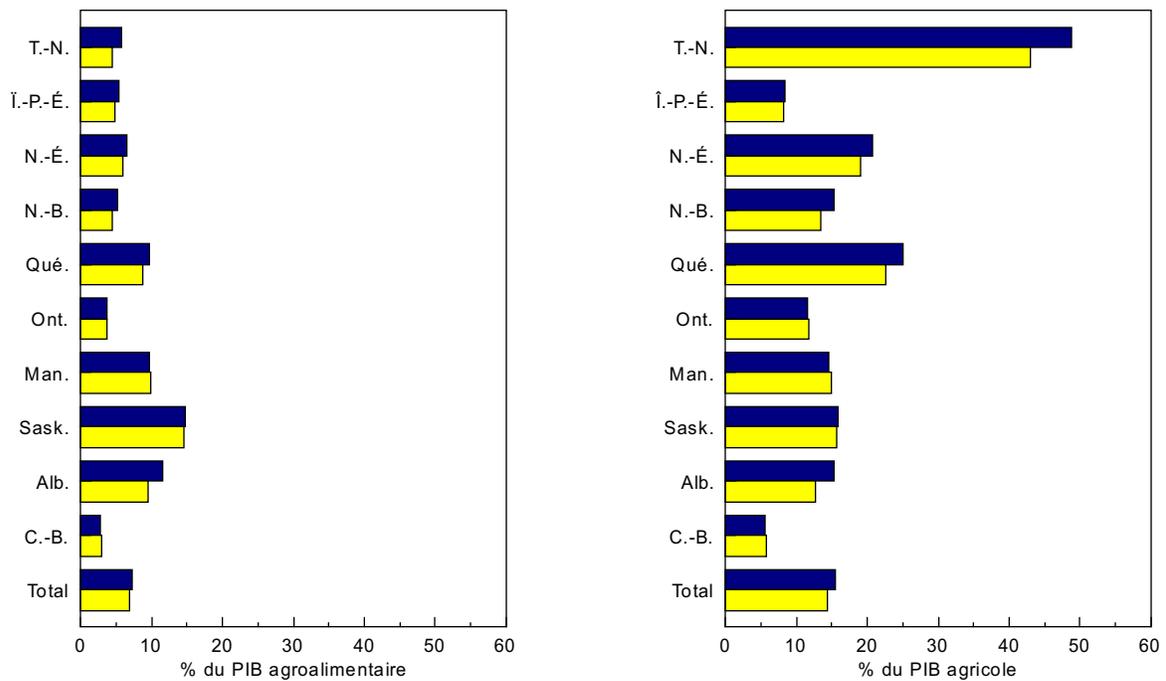




Tableau C.5: PIB total et dépenses publiques totales

	PIB TOTAL				DÉPENSES TOTALES			
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
				Estimations				Estimations
(millions de \$)								
<b>TERRE-NEUVE</b>								
Total provincial	8 080	8 443	8 468	8 494	3 621	3 841	3 489	3 438
PIB agroalim. en % du PIB total	3,56	2,97	2,93	3,47				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,37	0,44	0,41	0,38
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD</b>								
Total provincial	2 014	2 124	2 310	2 446	821	820	787	797
PIB agroalim. en % du PIB total	13,90	13,70	14,33	15,22				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,36	2,36	2,26	2,25
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE</b>								
Total provincial	15 467	15 980	16 137	16 401	4 726	4 711	4 854	4 587
PIB agroalim. en % du PIB total	3,83	3,72	3,81	3,85				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,24	0,94	0,82	0,82
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK</b>								
Total provincial	12 431	13 069	13 353	13 669	4 277	4 367	4 415	4 562
PIB agroalim. en % du PIB total	3,31	3,43	3,53	3,63				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,62	0,57	0,56	0,49
<b>QUÉBEC</b>								
Total provincial	143 813	147 849	154 259	156 044	40 958	42 236	42 220	40 864
PIB agroalim. en % du PIB total	4,18	4,19	4,27	4,28				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,64	1,48	1,51	1,43
<b>ONTARIO</b>								
Total provincial	254 092	266 370	277 802	285 719	54 974	56 316	58 155	54 840
PIB agroalim. en % du PIB total	4,29	4,28	4,24	4,25				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,92	0,82	0,75	0,81
<b>MANITOBA</b>								
Total provincial	20 883	22 265	22 607	23 205	5 336	5 401	5 505	5 301
PIB agroalim. en % du PIB total	6,33	7,13	6,76	7,22				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,45	3,35	2,70	3,12
<b>SASKATCHEWAN</b>								
Total provincial	18 955	20 268	20 766	22 488	4 952	5 097	5 113	4 988
PIB agroalim. en % du PIB total	12,01	11,15	11,28	11,85				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					8,74	4,64	6,74	7,73
<b>ALBERTA</b>								
Total provincial	69 945	75 388	74 997	80 236	16 109	14 738	14 292	13 678
PIB agroalim. en % du PIB total	5,07	4,75	4,98	4,96				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,61	3,04	3,04	2,78
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE</b>								
Total provincial	79 283	86 749	89 855	94 047	18 913	19 994	20 144	20 572
PIB agroalim. en % du PIB total	2,42	2,38	2,40	2,40				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,26	0,30	0,30	0,32
<b>TOTAL - PROVINCIAL</b>								
Total provincial	624 962	658 503	680 555	702 750	154 686	157 520	158 975	153 628
PIB agroalim. en % du PIB total	4,41	4,35	4,38	4,44				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,65	1,34	1,36	1,38
<b>CANADA - FÉDÉRAL</b>								
Total provincial	627 727	661 536	683 606	705 889	170 343	172 541	171 127	156 986
PIB agroalim. en % du PIB total	4,52	4,47	4,47	4,54				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,90	1,83	1,84	1,51

Sources: Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.



## Méthodologie des dépenses publiques

### Définition des dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques évaluent ce que les gouvernements dépensent au soutien du secteur agroalimentaire sur la base d'une année financière. Elles comprennent les sommes transférées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à des associations, soit sous forme de paiement ou de participation à des fonds. Elles tiennent compte aussi des dépenses en fonctionnement et en capital reliées à l'administration des programmes ou des contributions ainsi que des transferts effectués entre les ministères et entre les paliers de gouvernements. Les dépenses publiques proviennent de documents divers et de renseignements fournis par les agents responsables dans les différents ministères. Les sources sont les comptes publics, les budgets et/ou les plans de dépenses fédéraux et provinciaux, les calculs de transferts gouvernementaux, Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

**Traitement des déficits de programme.** Les déficits de programme ainsi que les remises et/ou les réductions de dettes d'aide à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils sont inscrits aux comptes publics. Les déficits provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses.

**Traitement des sociétés d'Etat.** Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'Etat sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les déficits et les pertes courants des sociétés d'Etat sont exclus.

**Les dépenses à l'étranger.** Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales sont incluses dans les dépenses fédérales totales et dites "à l'étranger". C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses "à l'étranger" comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

**Traitement des comptes de programmes spéciaux.** Dans les cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales ainsi que celles des producteurs (i.e. l'assurance-récolte, le Programme national tripartite de stabilisation -PNTS-, le Régime d'assurance du revenu brut -RARB- et le Compte de stabilisation du revenu net -CSRN), seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration ont été incluses au titre des dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. Il en est de même pour les programmes provinciaux de

stabilisation du revenu où seules les contributions gouvernementales sont incluses.

**Traitement des prêts et des avances.** Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils seront éventuellement remboursés. Cependant, les subventions d'intérêt et les non-paiements de prêts sont inclus, tels qu'inscrits aux comptes publics, étant à ce titre considérés comme des coûts supportés par les gouvernements.

**Recouvrements des gouvernements.** Dans certains cas, les dépenses des gouvernements pour des services comportent pour l'utilisateur l'obligation de verser des droits aux gouvernements. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les recouvrements incluent les revenus des items suivants: les licences et les permis, les locations et les crédits-bail, les ventes, les services et les redevances, les recouvrements d'exercices précédents, les ventes de terrains, les transferts d'un palier de gouvernement à un autre et les autres recouvrements divers. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

**Traitement des dépenses fiscales.** Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants et aux rabais sur la taxe foncière. Les taxes foncières sont présentement limitées aux seuls rabais, tels qu'inscrits aux comptes publics, en raison de difficultés à mesurer les transferts sous forme d'exemptions de taxes foncières. Des travaux additionnels sont requis en ce qui concerne les exemptions sur la taxe foncière. Les dépenses fiscales fédérales se limitent aux rabais sur la taxe des carburants. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations.

### Tableau C.1 et Graphique C.1: Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, réparties

Les chiffres de ce tableau représentent les dépenses publiques nettes de tout recouvrement de divers ministères tels que Agriculture, Transport, Développement rural, Finances.

Les dépenses publiques fédérales de 1995-1996 sont des données réelles. Les dépenses publiques provinciales pour le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta sont aussi des données réelles tirées des comptes publics. Pour les autres provinces, les données de 1995-1996 ainsi que les dépenses fédérales et provinciales de 1996-1997 sont tirées des documents de budget et des plans de dépenses de 1996-1997 où la plupart des dépenses de programme sont incluses. Les distributions provinciales des dépenses fédérales sont également disponibles pour certains programmes. Si ces dépenses doivent être réparties entre les provinces, les méthodes expliquées ci-dessous sont utilisées.



## Méthodologie des dépenses publiques

Les dépenses au titre des programmes qui ne sont pas disponibles dans les documents de budget et de plan de dépenses de 1996-1997, sont estimées selon la moyenne des trois dernières années pour chacune des dépenses et chacune des provinces.

**Répartition.** Les dépenses de fonctionnement et de capital identifiées au préalable dans les provinces en se basant sur les centres d'administration ou, qui sont simplement attribuées à la Région de la Capitale nationale (RCN) ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont réparties entre les provinces en utilisant les méthodes suivantes:

- les dépenses de fonctionnement et de capital de la Direction générale du Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales ainsi que celles de la Direction générale des Services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes;
- les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Office des provendes du Canada sont réparties par province selon la ventilation provinciale des expéditions subventionnées;
- toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux ont été répartis par province en utilisant une moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes agricoles en espèces totales ou des recettes agricoles en espèces provenant de productions spécifiques le cas échéant. Par exemple, la distribution provinciale des recettes agricoles en espèces provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains;
- à l'exception des dépenses en vertu de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes (LTTMPM) et de la Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la Région atlantique (LSTMRA), toutes les dépenses reliées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes de céréales expédiées par voie ferroviaire dans chaque province. Les dépenses en vertu de la LTTMPM et de la LSTMRA sont réparties selon les résultats d'un sondage effectué en 1982 par la Commission canadienne des transports sur les expéditions de produits;
- les transferts à la Société du Crédit agricole (SCA) sont répartis de nouveau entre les provinces en utilisant la valeur des prêts approuvés et du capital non échu.

La catégorie "**Autres**" inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, à l'étranger pour l'aide alimentaire et les organismes agricoles internationaux.

**Tableau C.2: Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire par catégorie**

**Les dépenses de fonctionnement** incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du ministère y compris les salaires, les bénéfices marginaux, les voyages et l'achat de biens et services

ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes. Les frais administratifs de certains programmes comme le RARB et l'Assurance-récolte sont comptabilisés dans les dépenses respectives de ces programmes et n'apparaissent donc pas dans cette catégorie.

**Les dépenses de capital** incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition, la construction et les rénovations de biens-fonds ainsi que l'achat d'éléments d'actifs tels que l'équipement et l'ameublement.

**Les dépenses de programme** comprennent les sommes transférées aux particuliers, aux organismes, aux fonds de programmes et autres entités agricoles par le biais de paiements ou de transferts d'argent effectués par les ministères fédéraux et provinciaux ainsi que les transferts d'un palier de gouvernement à un autre.

• **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions payées en vertu des programmes en cours tels que le CSRN, les subventions au secteur laitier, le PNTS, le RARB et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu .

• **Les programmes d'aide spéciale et de réduction de coûts** comprennent les subventions et les contributions payées en vertu des programmes spéciaux tels que celui des Mesures de soutien et d'adaptation en agriculture ainsi que ceux d'ajustement et de transition. Y sont aussi incluses les subventions visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction de coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple, les subventions pour rabais d'intérêts, n'en font pas partie.

• **Le programme d'assurance-récolte** comprend les primes payées par les gouvernements aux fonds ainsi que leur participation aux coûts administratifs pour la gestion du programme.

• **L'aide au financement** comprend les prêts en défaut de paiement couverts par les programmes de prêts tels que ceux garantis en vertu de la Loi sur les paiements anticipés des récoltes (LPAR) et de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies (LPAGP), ainsi que les programmes de crédit comme la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêts.

• **L'entreposage et le transport** comprennent les subventions et les contributions versées en vertu de programmes d'aide au transport comme la Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO), le programme de paiements de transition (PPTGO), la LTTMPM et la LSTMRA ainsi que les programmes d'entreposage.

• **Les programmes sociaux et de main-d'oeuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organismes communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale.

• **Les programmes de recherche** comprennent les subventions et contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple les salaires des chercheurs, liés à la recherche puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement. Voir le tableau C.3 pour de plus amples



## Méthodologie des dépenses publiques

informations sur les dépenses publiques pour la recherche et l'inspection.

- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent strictement aux subventions et contributions pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai des produits, la lutte contre les maladies, la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple les salaires des inspecteurs, liés à l'inspection puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement. Voir le tableau C.3 pour de plus amples informations sur les dépenses publiques pour la recherche et l'inspection.

- **L'aide alimentaire** comprend les subventions et contributions versées à cet effet et le soutien payé aux organismes agricoles internationaux. Elle comprend aussi les remises de dettes des pays en voie de développement contractées originalement par le biais de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Ces remises de dettes sont surtout constituées de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elles sont maintenant intégrées à la série de dépenses fédérales depuis 1990-1991.

- **La commercialisation** comprend les subventions versées à cet effet et celles liées au développement de nouveaux marchés. Elle tient compte aussi des réductions du service de la dette et/ou des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à l'accord conclu avec le Club de Paris. Ces paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dettes à caractère agricole.

- **Le développement rural et régional** comprend les subventions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales/provinciales sur le développement général.

- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune ainsi que les dépenses reliées à l'approvisionnement en eau et les projets agricoles réalisés dans le cadre du Plan vert.

- **L'enseignement** comprend les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.

- **La vulgarisation** comprend les subventions versées pour les activités liées à la prestation d'information, de formation et de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple les salaires des employés gouvernementaux, puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

**Les dépenses fiscales** provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants et aux rabais sur la taxe foncière. Les taxes foncières

sont présentement limitées aux seuls rabais, tels qu'inscrits aux comptes publics, en raison de difficultés à mesurer les transferts sous forme d'exemptions de taxes foncières. Des travaux additionnels sont requis en ce qui concerne les exemptions sur la taxe foncière. Les dépenses fiscales fédérales se limitent aux rabais sur la taxe des carburants. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations.

**Les recouvrements** incluent les revenus des items déjà précités à la définition des dépenses publiques. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

---

### Tableau C.3: Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

---

Les dépenses de fonctionnement à la recherche au soutien du secteur agroalimentaire comprennent en grande partie les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits.

Les dépenses de fonctionnement à l'inspection et à la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, de l'entretien et de la coordination des installations réseaux et, en grande partie des salaires des inspecteurs affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires commercialement échangés. La surveillance des hippodromes fait partie cette catégorie.

Les dépenses de capital à la recherche au soutien du secteur agroalimentaire incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens-fonds comme les centres de recherche et d'éléments d'actif tels que l'ameublement et l'équipement.

Les dépenses de capital à l'inspection et à la réglementation des produits agricoles incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens-fonds comme les centres d'inspection et d'éléments d'actif tels que l'ameublement et l'équipement.

Les programmes de recherche au soutien du secteur agroalimentaire comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur.

Les programmes d'inspection des aliments comprennent les subventions, les contributions de même que les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles que celles versées en vertu de la Loi sur la santé des animaux, de la Loi sur l'indemnisation des dommages causés par les pesticides et de la Loi sur la protection des végétaux.



## Méthodologie des dépenses publiques

---

### Tableau C.4 et Graphique C.3: Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en % des PIB agricole et agroalimentaire et Tableau C.5: PIB total et Dépenses publiques totales

---

Les données du PIB en dollars de 1986 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB au coût des facteurs de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants en utilisant l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et elles sont regroupées sur une base d'année financière.

Les données du PIB total comprennent tous les secteurs d'activités de l'économie canadienne et elles sont disponibles pour toutes les provinces et le Canada. Les données du PIB agricole comprennent toutes les industries agricoles et de services connexes. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel. Le PIB agroalimentaire est le résultat de la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas les secteurs tels que les industries du transport et de l'entreposage, celles du commerce de gros et celles du commerce de détail.

Les dépenses publiques fédérales totales de 1995-1996 sont des données réelles. Les dépenses publiques provinciales totales de 1995-1996 pour le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta sont des données réelles tirées des comptes publics. Pour les autres provinces, les dépenses provinciales totales de 1995-1996 ainsi que les dépenses fédérales et provinciales de 1996-1997 sont basées sur les documents de budget et les plans de dépenses de 1996-1997.

Le total canadien inclut les montants pour les provinces, ainsi que les montants pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

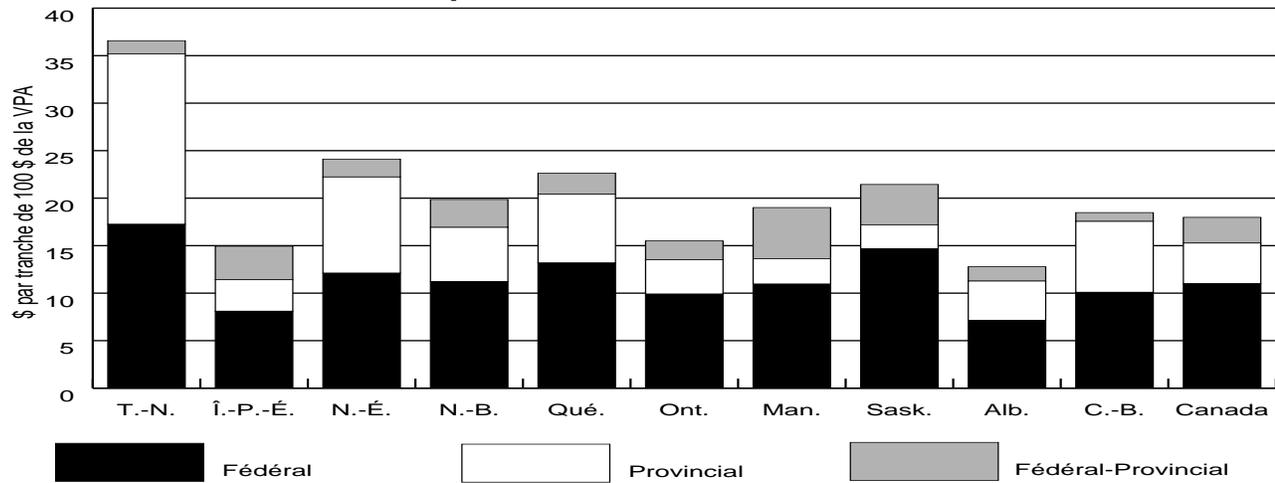


# **SECTION D**

## **Transferts gouvernementaux aux producteurs**

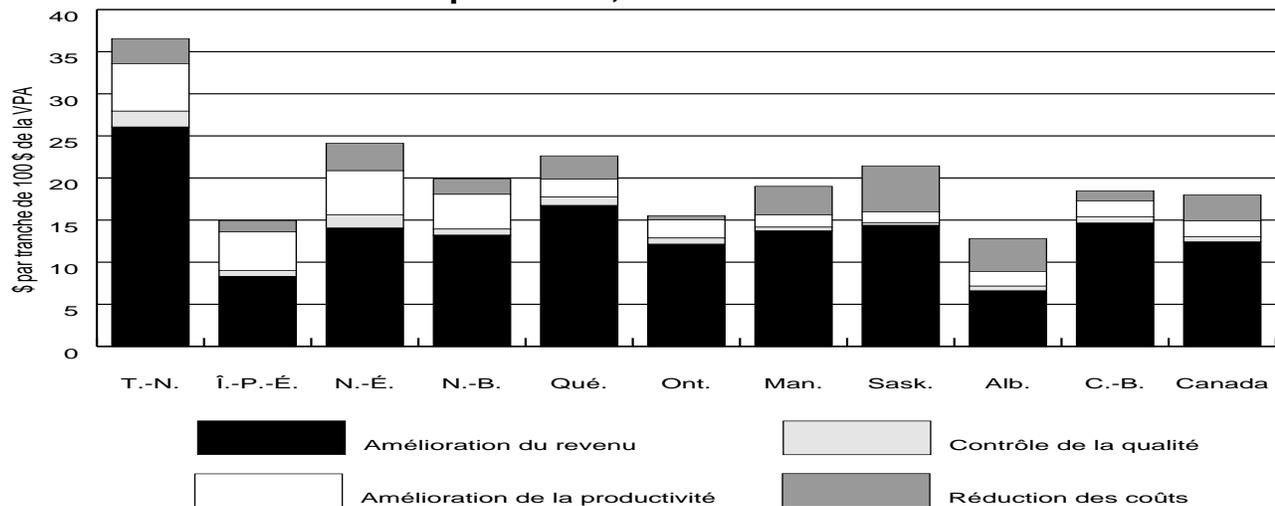


**Graphique D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, Canada et provinces, 1995-1996**



- Les transferts du gouvernement aux producteurs canadiens sous forme d'aide directe, indirecte et réglementaire ont totalisé 18 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de la valeur de la production (VPA).
- Si l'on exclut Terre-Neuve, l'ensemble des transferts aux provinces (exprimés en \$ par 100 \$ de la VAP) se situe à plus ou moins 6 \$ de la moyenne nationale. À Terre-Neuve, les transferts du gouvernement étaient les plus élevés, soient près de 37 \$.
- Les programmes qui relèvent exclusivement de la compétence fédérale représentaient plus de 60 % de l'aide totale accordée au sein du Canada (11,0 % de la VPA). Les programmes provinciaux et à frais partagés représentaient respectivement 4,3 % et 2,7 % de la VPA à l'échelle du Canada.

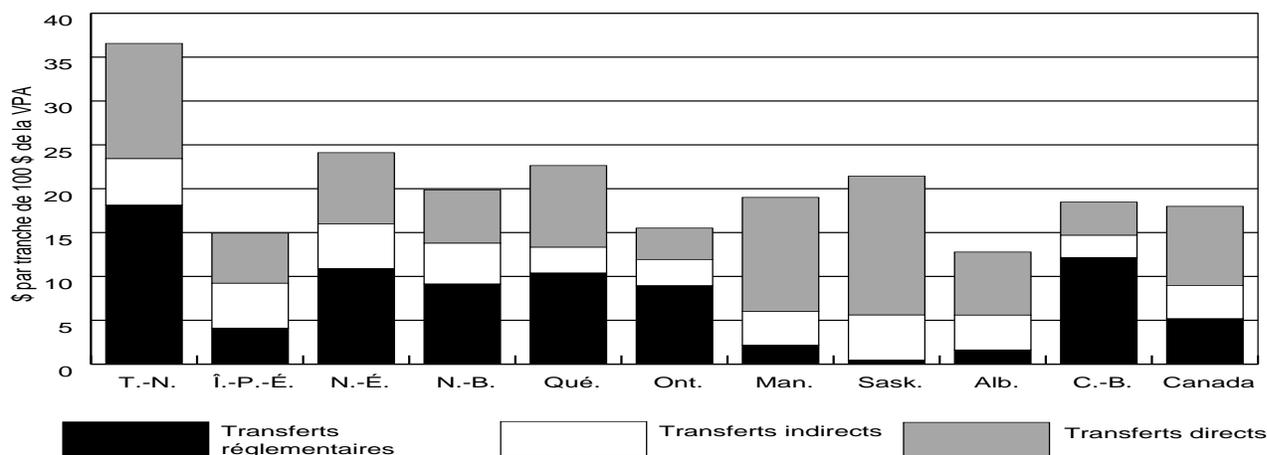
**Graphique D.2: Transferts gouvernementaux par objectif de programme, Canada et provinces, 1995-1996**



- Pour l'ensemble du secteur agricole, la catégorie amélioration du revenu a été la forme dominante de transferts (12,39 \$ par 100 \$ de la VPA), suivie des programmes de réduction de coût (3,07 \$), des transferts au titre de l'amélioration de la productivité (1,88 \$) et du contrôle de la qualité (0,64 \$).
- En comparant les différents types de programme à l'échelle provinciale, on retrouvait la plus forte proportion de transferts du type amélioration du revenu en Colombie-Britannique (79 %) en 1995-1996; la proportion la plus élevée de transferts du type réduction des coûts était en Alberta (30 %); l'Île-du-Prince-Édouard, pour sa part, affichait la plus grande part de programmes du type amélioration de la productivité (31 %); et la Nouvelle-Écosse présentait la plus forte proportion de transferts destinés au contrôle de la qualité (7 %).



**Graphique D.3: Transferts gouvernementaux par type de transferts  
Canada et provinces, 1995-1996**



- Au niveau national, les transferts directs représentaient 9,01 \$ par 100 \$ de la VPA (ou 50 % de l'ensemble des transferts); les transferts indirects totalisaient 3,81 \$ (21 %) alors que ceux en vertu de la réglementation gouvernementale étaient de 5,17 \$ (29 %).
- Ces proportions variaient considérablement d'une province à l'autre. En Colombie-Britannique, par exemple, les transferts payés directement aux producteurs représentaient une part beaucoup plus faible du total des transferts (21 %) alors que la part des transferts réglementaires était beaucoup plus élevée (66 %). La proportion de transferts directs se situait à 74 % du total des transferts en Saskatchewan, soit la plus forte par rapport à l'ensemble des provinces. C'est à l'Île-du-Prince-Édouard que l'on retrouvait la proportion la plus élevée de transferts indirects (34 %) alors que la Saskatchewan présentait la plus faible proportion de transferts réglementaires (2 %).

Note: Une définition des termes utilisés dans cette section apparaît dans les notes méthodologiques.



**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, objectif de programme et type de transferts, 1994-1995 et 1995-1996**  
Canada

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMME	TYPE DE TRANSFERTS	1994-1995		1995-1996		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	240 591 128	0,97	1 173 269 255	4,28	932 678 127	3,31
		Indirect	27 340 530	0,11	31 937 012	0,12	4 596 482	0,01
		Réglementaire	1 358 812 921	5,46	1 099 706 688	4,01	(259 106 233)	-1,45
	Total		1 626 744 579	6,53	2 304 912 955	8,40	678 168 376	1,87
	Réduction des coûts	Direct	60 752 596	0,24	33 127 738	0,12	(27 624 858)	-0,12
		Indirect	722 550 652	2,90	311 004 961	1,13	(411 545 691)	-1,77
		Réglementaire	(552 374)	-0,00	(552 374)	-0,00	0	0,00
	Total		782 750 874	3,14	343 580 325	1,25	(439 170 549)	-1,89
	Amélioration de la productivité	Direct	5 732 860	0,02	924 321	0,00	(4 808 539)	-0,02
		Indirect	220 405 001	0,89	234 391 534	0,85	13 986 533	-0,03
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		226 137 861	0,91	235 315 855	0,86	9 177 994	-0,05
	Contrôle de la qualité	Direct	306 290	0,00	224 751	0,00	(81 539)	-0,00
		Indirect	173 001 895	0,69	132 655 482	0,48	(40 346 413)	-0,21
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		173 308 185	0,70	132 880 233	0,48	(40 427 952)	-0,21	
Total		2 808 941 499	11,28	3 016 689 368	10,99	207 747 868	-0,29	
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	83 720 165	0,34	92 309 770	0,34	8 589 605	0,00
		Indirect	2 617 066	0,01	3 310 804	0,01	693 738	0,00
		Réglementaire	340 305 849	1,37	318 903 875	1,16	(21 401 974)	-0,20
	Total		426 643 080	1,71	414 524 448	1,51	(12 118 631)	-0,20
	Réduction des coûts	Direct	495 486 378	1,99	451 597 868	1,65	(43 888 510)	-0,34
		Indirect	43 319 955	0,17	44 874 417	0,16	1 554 462	-0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		538 806 333	2,16	496 472 285	1,81	(42 334 048)	-0,36
	Amélioration de la productivité	Direct	14 239 918	0,06	7 028 954	0,03	(7 210 964)	-0,03
		Indirect	219 810 634	0,88	213 271 474	0,78	(6 539 161)	-0,11
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		234 050 552	0,94	220 300 428	0,80	(13 750 125)	-0,14
	Contrôle de la qualité	Direct	15 267 506	0,06	15 185 209	0,06	(82 297)	-0,01
		Indirect	27 473 111	0,11	27 496 228	0,10	23 117	-0,01
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		42 740 617	0,17	42 681 437	0,16	(59 180)	-0,02	
Total		1 242 240 582	4,99	1 173 978 597	4,28	(68 261 985)	-0,71	
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	1 064 997 144	4,28	680 121 543	2,48	(384 875 601)	-1,80
		Indirect	0	0,00	1 904 214	0,01	1 904 214	0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		1 064 997 144	4,28	682 025 757	2,49	(382 971 387)	-1,79
	Réduction des coûts	Direct	624 000	0,00	1 001 799	0,00	377 799	0,00
		Indirect	1 490 016	0,01	1 500 000	0,01	9 984	-0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		2 114 016	0,01	2 501 799	0,01	387 783	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	11 350 820	0,05	18 523 910	0,07	7 173 090	0,02
		Indirect	39 353 738	0,16	41 876 993	0,15	2 523 255	-0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		50 704 558	0,20	60 400 903	0,22	9 696 345	0,02
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		1 117 815 718	4,49	744 928 459	2,71	(372 887 259)	-1,78	
Grand Total		5 168 997 799	20,76	4 935 596 424	17,99	(233 401 375)	-2,78	
VPA (00 \$)		248 961 018		274 422 521		25 461 503		
	Total, transferts directs		1 993 068 805	8,01	2 473 315 118	9,01	480 246 313	1,01
	Total, transferts indirects		1 477 362 598	5,93	1 044 223 118	3,81	(433 139 481)	-2,13
	Total, transferts réglementaires		1 698 566 396	6,82	1 418 058 189	5,17	(280 508 207)	-1,66
	Total, amélioration du revenu		3 118 384 803	12,53	3 401 463 160	12,39	283 078 357	-0,13
	Total, réduction des coûts		1 323 671 223	5,32	842 554 409	3,07	(481 116 814)	-2,25
	Total, productivité		510 892 971	2,05	516 017 186	1,88	5 124 214	-0,17
	Total, contrôle de la qualité		216 048 802	0,87	175 561 669	0,64	(40 487 133)	-0,23

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.

Note: Le Québec n'a pas participé à la préparation et la vérification des transferts gouvernementaux. Les transferts provinciaux pour le Québec ont été établis principalement à partir des documents des comptes publics.



**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, objectif de programme et type de transferts, 1994-1995 et 1995-1996**  
**Terre-Neuve**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMME	TYPE DE TRANSFERTS	1994-1995		1995-1996		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	48 786	0,07	2 897 303	4,32	2 848 517	4,25
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	8 056 422	11,17	6 169 519	9,20	(1 886 903)	-1,97
	Total	8 105 208	11,24	9 066 822	13,52	961 614	2,28	
	Réduction des coûts	Direct	2 794 066	3,87	1 506 419	2,25	(1 287 648)	-1,63
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	(105 743)	-0,15	(105 743)	-0,16	0	-0,01
	Total	2 688 323	3,73	1 400 676	2,09	(1 287 648)	-1,64	
	Amélioration de la productivité	Direct	10 500	0,01	0	0,00	(10 500)	-0,01
		Indirect	621 858	0,86	629 147	0,94	7 289	0,08
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	632 358	0,88	629 147	0,94	(3 211)	0,06	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	634 028	0,88	467 048	0,70	(166 980)	-0,18
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	634 028	0,88	467 048	0,70	(166 980)	-0,18		
Total			12 059 917	16,72	11 563 692	17,24	(496 225)	0,52
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	3 254 600	4,51	2 251 200	3,36	(1 003 400)	-1,16
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	6 148 511	8,53	6 086 071	9,07	(62 440)	0,55
	Total	9 403 111	13,04	8 337 271	12,43	(1 065 840)	-0,61	
	Réduction des coûts	Direct	647 340	0,90	586 130	0,87	(61 210)	-0,02
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	647 340	0,90	586 130	0,87	(61 210)	-0,02	
	Amélioration de la productivité	Direct	543 000	0,75	384 270	0,57	(158 730)	-0,18
		Indirect	2 134 600	2,96	1 922 131	2,87	(212 469)	-0,09
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	2 677 600	3,71	2 306 401	3,44	(371 199)	-0,27	
	Contrôle de la qualité	Direct	876 300	1,22	803 086	1,20	(73 214)	-0,02
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	876 300	1,22	803 086	1,20	(73 214)	-0,02		
Total			13 604 351	18,87	12 032 888	17,94	(1 571 463)	-0,93
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	80 944	0,11	71 760	0,11	(9 184)	-0,01
		Indirect	0	0,00	374	0,00	374	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	80 944	0,11	72 134	0,11	(8 810)	-0,00	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	1 729 100	2,40	311 493	0,46	(1 417 607)	-1,93
		Indirect	1 144 409	1,59	545 523	0,81	(598 886)	-0,77
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	2 873 509	3,98	857 016	1,28	(2 016 493)	-2,71	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
Total			2 954 453	4,10	929 150	1,39	(2 025 303)	-2,71
Grand Total			28 618 721	39,69	24 525 730	36,56	(4 092 991)	-3,12
VPA (00 \$)			721 106		670 757		(50 350)	
	Total, transferts directs		9 984 637	13,85	8 811 661	13,14	(1 172 976)	-0,71
	Total, transferts indirects		4 534 895	6,29	3 564 223	5,31	(970 672)	-0,98
	Total, transferts réglementaires		14 099 190	19,55	12 149 847	18,11	(1 949 343)	-1,44
	Total, amélioration du revenu		17 589 263	24,39	17 476 227	26,05	(113 036)	1,66
	Total, réduction des coûts		3 335 663	4,63	1 986 806	2,96	(1 348 858)	-1,66
	Total, productivité		6 183 467	8,57	3 792 564	5,65	(2 390 903)	-2,92
	Total, contrôle de la qualité		1 510 328	2,09	1 270 134	1,89	(240 194)	-0,20

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.



**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, objectif de programme et type de transferts, 1994-1995 et 1995-1996**  
**Île-du-Prince-Édouard**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMME	TYPE DE TRANSFERTS	1994-1995		1995-1996		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	5 208 441	1,69	6 010 268	1,78	801 826	0,09
		Indirect	47 312	0,02	567 130	0,17	519 818	0,15
		Réglementaire	13 151 821	4,27	12 282 719	3,64	(869 101)	-0,63
	Total		18 407 574	5,98	18 860 117	5,59	452 543	-0,39
	Réduction des coûts	Direct	2 960 085	0,96	2 290 436	0,68	(669 649)	-0,28
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	(51 364)	-0,02	(51 364)	-0,02	0	0,00
	Total		2 908 721	0,94	2 239 072	0,66	(669 649)	-0,28
	Amélioration de la productivité	Direct	264 100	0,09	0	0,00	(264 100)	-0,09
		Indirect	3 846 199	1,25	4 681 251	1,39	835 052	0,14
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		4 110 299	1,33	4 681 251	1,39	570 952	0,05
Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Indirect	1 871 828	0,61	1 572 215	0,47	(299 613)	-0,14	
	Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		1 871 828	0,61	1 572 215	0,47	(299 613)	-0,14	
Total			27 298 422	8,86	27 352 655	8,10	54 233	-0,76
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	805 568	0,26	688 819	0,20	(116 749)	-0,06
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	1 799 417	0,58	1 638 957	0,49	(160 460)	-0,10
	Total		2 604 985	0,85	2 327 776	0,69	(277 209)	-0,16
	Réduction des coûts	Direct	2 597 524	0,84	2 087 911	0,62	(509 613)	-0,22
		Indirect	190 333	0,06	240 835	0,07	50 502	0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		2 787 857	0,90	2 328 746	0,69	(459 111)	-0,22
	Amélioration de la productivité	Direct	270 415	0,09	227 451	0,07	(42 964)	-0,02
		Indirect	5 591 289	1,82	5 446 724	1,61	(144 566)	-0,20
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		5 861 704	1,90	5 674 175	1,68	(187 530)	-0,22
Contrôle de la qualité	Direct	632 665	0,21	632 000	0,19	(665)	-0,02	
	Indirect	234 632	0,08	222 617	0,07	(12 015)	-0,01	
	Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		867 297	0,28	854 617	0,25	(12 680)	-0,03	
Total			12 121 843	3,93	11 185 314	3,31	(936 530)	-0,62
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	3 476 882	1,13	6 852 795	2,03	3 375 913	0,90
		Indirect	0	0,00	9 447	0,00	9 447	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		3 476 882	1,13	6 862 242	2,03	3 385 360	0,90
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	735 300	0,24	527 762	0,16	(207 538)	-0,08
		Indirect	3 163 650	1,03	4 523 285	1,34	1 359 635	0,31
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		3 898 950	1,27	5 051 047	1,50	1 152 097	0,23
Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total			7 375 832	2,39	11 913 289	3,53	4 537 457	1,13
Grand Total			46 796 097	15,19	50 451 258	14,94	3 655 161	-0,25
VPA (00 \$)			3 080 550		3 376 654		296 105	
	Total, transferts directs		16 950 980	5,50	19 317 442	5,72	2 366 462	0,22
	Total, transferts indirects		14 945 243	4,85	17 263 503	5,11	2 318 260	0,26
	Total, transferts réglementaires		14 899 874	4,84	13 870 312	4,11	(1 029 562)	-0,73
	Total, amélioration du revenu		24 489 441	7,95	28 050 135	8,31	3 560 694	0,36
	Total, réduction des coûts		5 696 578	1,85	4 567 818	1,35	(1 128 760)	-0,50
	Total, productivité		13 870 953	4,50	15 406 473	4,56	1 535 520	0,06
	Total, contrôle de la qualité		2 739 125	0,89	2 426 832	0,72	(312 293)	-0,17

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.



**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, objectif de programme et type de transferts, 1994-1995 et 1995-1996**  
**Nouvelle-Écosse**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMME	TYPE DE TRANSFERTS	1994-1995		1995-1996		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	3 479 831	1,05	6 249 851	2,03	2 770 020	0,98
		Indirect	208 087	0,06	0	0,00	(208 087)	-0,06
		Réglementaire	27 730 896	8,40	23 054 614	7,50	(4 676 282)	-0,90
	Total	31 418 813	9,52	29 304 465	9,53	(2 114 349)	0,01	
	Réduction des coûts	Direct	3 809 938	1,15	2 621 085	0,85	(1 188 852)	-0,30
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	(248 480)	-0,08	(248 480)	-0,08	0	-0,01
	Total	3 561 458	1,08	2 372 605	0,77	(1 188 852)	-0,31	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	3 515 538	1,07	3 407 803	1,11	(107 735)	0,04
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	3 515 538	1,07	3 407 803	1,11	(107 735)	0,04	
	Contrôle de la qualité	Direct	13 974	0,00	525	0,00	(13 449)	-0,00
		Indirect	2 839 037	0,86	2 100 845	0,68	(738 192)	-0,18
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	2 853 011	0,86	2 101 370	0,68	(751 641)	-0,18		
Total			41 348 820	12,53	37 186 243	12,10	(4 162 577)	-0,43
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	20 400	0,01	0	0,00	(20 400)	-0,01
		Indirect	65 500	0,02	727 815	0,24	662 315	0,22
		Réglementaire	13 130 657	3,98	10 620 156	3,46	(2 510 501)	-0,52
	Total	13 216 557	4,01	11 347 971	3,69	(1 868 586)	-0,31	
	Réduction des coûts	Direct	7 852 220	2,38	7 634 244	2,48	(217 976)	0,10
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	7 852 220	2,38	7 634 244	2,48	(217 976)	0,10	
	Amélioration de la productivité	Direct	3 835 100	1,16	1 840 056	0,60	(1 995 044)	-0,56
		Indirect	8 257 800	2,50	7 524 234	2,45	(733 566)	-0,05
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	12 092 900	3,66	9 364 290	3,05	(2 728 611)	-0,62	
	Contrôle de la qualité	Direct	1 209 200	0,37	1 494 057	0,49	284 857	0,12
		Indirect	1 129 710	0,34	1 280 869	0,42	151 159	0,07
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	2 338 910	0,71	2 774 926	0,90	436 016	0,19		
Total			35 500 587	10,76	31 121 431	10,13	(4 379 156)	-0,63
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	1 819 738	0,55	2 482 876	0,81	663 138	0,26
		Indirect	0	0,00	6 220	0,00	6 220	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	1 819 738	0,55	2 489 096	0,81	669 358	0,26	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	5 090 807	1,54	2 656 256	0,86	(2 434 551)	-0,68
		Indirect	722 413	0,22	637 027	0,21	(85 386)	-0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	5 813 220	1,76	3 293 283	1,07	(2 519 937)	-0,69	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
Total			7 632 958	2,31	5 782 379	1,88	(1 850 579)	-0,43
Grand Total			84 482 365	25,60	74 090 052	24,11	(10 392 312)	-1,50
VPA (00 \$)			3 299 632		3 073 540		(226 093)	
	Total, transferts directs		27 131 207	8,22	24 978 950	8,13	(2 152 257)	-0,10
	Total, transferts indirects		16 738 085	5,07	15 684 813	5,10	(1 053 273)	0,03
	Total, transferts réglementaires		40 613 073	12,31	33 426 290	10,88	(7 186 783)	-1,43
	Total, amélioration du revenu		46 455 108	14,08	43 141 532	14,04	(3 313 576)	-0,04
	Total, réduction des coûts		11 413 678	3,46	10 006 849	3,26	(1 406 828)	-0,20
	Total, productivité		21 421 658	6,49	16 065 376	5,23	(5 356 283)	-1,27
	Total, contrôle de la qualité		5 191 921	1,57	4 876 296	1,59	(315 625)	0,01

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.



**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, objectif de programme et type de transferts, 1994-1995 et 1995-1996**

**Nouveau-Brunswick**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMME	TYPE DE TRANSFERTS	1994-1995		1995-1996		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	3 016 939	1,02	5 716 299	1,94	2 699 360	0,93
		Indirect	456 499	0,15	194 773	0,07	(261 726)	-0,09
		Réglementaire	24 803 743	8,35	19 847 440	6,75	(4 956 303)	-1,59
	Total	28 277 181	9,51	25 758 511	8,76	(2 518 670)	-0,75	
	Réduction des coûts	Direct	3 624 075	1,22	2 239 303	0,76	(1 384 771)	-0,46
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	(231 609)	-0,08	(231 609)	-0,08	0	-0,00
	Total	3 392 466	1,14	2 007 694	0,68	(1 384 771)	-0,46	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	3 346 800	1,13	3 431 071	1,17	84 271	0,04
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	3 346 800	1,13	3 431 071	1,17	84 271	0,04	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	2 292 945	0,77	1 791 323	0,61	(501 622)	-0,16
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	2 292 945	0,77	1 791 323	0,61	(501 622)	-0,16		
Total			37 309 391	12,55	32 988 599	11,22	(4 320 792)	-1,33
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	649 597	0,22	828 367	0,28	178 770	0,06
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	6 503 556	2,19	7 220 936	2,46	717 380	0,27
	Total	7 153 153	2,41	8 049 303	2,74	896 150	0,33	
	Réduction des coûts	Direct	3 314 289	1,12	3 109 413	1,06	(204 876)	-0,06
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	3 314 289	1,12	3 109 413	1,06	(204 876)	-0,06	
	Amélioration de la productivité	Direct	166 906	0,06	157 618	0,05	(9 288)	-0,00
		Indirect	4 545 620	1,53	5 085 007	1,73	539 387	0,20
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	4 712 526	1,59	5 242 625	1,78	530 099	0,20	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	346 411	0,12	352 438	0,12	6 027	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	346 411	0,12	352 438	0,12	6 027	0,00		
Total			15 526 379	5,22	16 753 779	5,70	1 227 400	0,48
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	3 782 628	1,27	4 974 252	1,69	1 191 624	0,42
		Indirect	0	0,00	6 805	0,00	6 805	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	3 782 628	1,27	4 981 057	1,69	1 198 429	0,42	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	189 299	0,06	189 299	0,06
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	0	0,00	189 299	0,06	189 299	0,06	
	Amélioration de la productivité	Direct	776 421	0,26	642 379	0,22	(134 042)	-0,04
		Indirect	5 034 383	1,69	2 820 548	0,96	(2 213 835)	-0,73
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	5 810 804	1,96	3 462 927	1,18	(2 347 877)	-0,78	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
Total			9 593 432	3,23	8 633 283	2,94	(960 149)	-0,29
Grand Total			62 429 202	21,01	58 375 662	19,86	(4 053 541)	-1,15
VPA (00 \$)			2 971 929		2 939 229		(32 699)	
	Total, transferts directs		15 330 855	5,16	17 856 930	6,08	2 526 075	0,92
	Total, transferts indirects		16 022 658	5,39	13 681 965	4,65	(2 340 693)	-0,74
	Total, transferts réglementaires		31 075 690	10,46	26 836 767	9,13	(4 238 922)	-1,33
	Total, amélioration du revenu		39 212 962	13,19	38 788 871	13,20	(424 090)	0,00
	Total, réduction des coûts		6 706 755	2,26	5 306 406	1,81	(1 400 348)	-0,45
	Total, productivité		13 870 130	4,67	12 136 623	4,13	(1 733 507)	-0,54
	Total, contrôle de la qualité		2 639 356	0,89	2 143 761	0,73	(495 595)	-0,16

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.


**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, objectif de programme et type de transferts, 1994-1995 et 1995-1996**
**Québec**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMME	TYPE DE TRANSFERTS	1994-1995		1995-1996		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	109 023 894	2,63	105 573 853	2,41	(3 450 041)	-0,21
		Indirect	2 351 182	0,06	10 496 066	0,24	8 144 884	0,18
		Réglementaire	476 151 447	11,47	393 075 629	8,99	(83 075 818)	-2,48
	Total		587 526 523	14,15	509 145 548	11,64	(78 380 974)	-2,51
	Réduction des coûts	Direct	6 695 183	0,16	4 179 141	0,10	(2 516 042)	-0,07
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	84 822	0,00	84 822	0,00	0	-0,00
	Total		6 780 005	0,16	4 263 963	0,10	(2 516 042)	-0,07
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	35 902 732	0,86	38 266 074	0,88	2 363 342	0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		35 902 732	0,86	38 266 074	0,88	2 363 342	0,01
	Contrôle de la qualité	Direct	19 604	0,00	95 701	0,00	76 097	0,00
		Indirect	32 267 940	0,78	24 296 606	0,56	(7 971 334)	-0,22
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		32 287 544	0,78	24 392 307	0,56	(7 895 237)	-0,22	
Total		662 496 804	15,96	576 067 893	13,17	(86 428 912)	-2,79	
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	74 313 347	1,79	75 958 293	1,74	1 644 946	-0,05
		Indirect	88 000	0,00	244 918	0,01	156 918	0,00
		Réglementaire	66 042 764	1,59	60 891 633	1,39	(5 151 131)	-0,20
	Total		140 444 111	3,38	137 094 844	3,14	(3 349 267)	-0,25
	Réduction des coûts	Direct	92 090 905	2,22	116 046 229	2,65	23 955 325	0,44
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		92 090 905	2,22	116 046 229	2,65	23 955 325	0,44
	Amélioration de la productivité	Direct	3 500 750	0,08	1 353 200	0,03	(2 147 550)	-0,05
		Indirect	41 359 466	1,00	42 431 149	0,97	1 071 682	-0,03
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		44 860 216	1,08	43 784 349	1,00	(1 075 868)	-0,08
	Contrôle de la qualité	Direct	12 168 800	0,29	11 900 000	0,27	(268 800)	-0,02
		Indirect	7 579 455	0,18	7 582 487	0,17	3 032	-0,01
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		19 748 255	0,48	19 482 487	0,45	(265 768)	-0,03	
Total		297 143 486	7,16	316 407 908	7,24	19 264 422	0,08	
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	90 342 498	2,18	85 317 286	1,95	(5 025 212)	-0,23
		Indirect	0	0,00	201 920	0,00	201 920	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		90 342 498	2,18	85 519 206	1,96	(4 823 292)	-0,22
	Réduction des coûts	Direct	620 000	0,01	812 500	0,02	192 500	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		620 000	0,01	812 500	0,02	192 500	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	6 242 561	0,14	6 242 561	0,14
		Indirect	1 452 306	0,03	4 882 976	0,11	3 430 670	0,08
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		1 452 306	0,03	11 125 537	0,25	9 673 231	0,22
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		92 414 804	2,23	97 457 243	2,23	5 042 439	0,00	
Grand Total		1 052 055 095	25,35	989 933 044	22,64	(62 122 051)	-2,71	
VPA (00 \$)		41 506 830		43 726 698		2 219 868		
	Total, transferts directs		388 774 981	9,37	407 478 764	9,32	18 703 784	-0,05
	Total, transferts indirects		121 001 081	2,92	128 402 195	2,94	7 401 114	0,02
	Total, transferts réglementaires		542 279 033	13,06	454 052 084	10,38	(88 226 949)	-2,68
	Total, amélioration du revenu		818 313 131	19,72	731 759 598	16,73	(86 553 533)	-2,98
	Total, réduction des coûts		99 490 910	2,40	121 122 693	2,77	21 631 783	0,37
	Total, productivité		82 215 254	1,98	93 175 960	2,13	10 960 705	0,15
	Total, contrôle de la qualité		52 035 799	1,25	43 874 793	1,00	(8 161 006)	-0,25

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.

Note: Le Québec n'a pas participé à la préparation et la vérification des transferts gouvernementaux. Les transferts provinciaux pour le Québec ont été établis principalement à partir des documents des comptes publics.



**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, objectif de programme et type de transferts, 1994-1995 et 1995-1996**

**Ontario**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMME	TYPE DE TRANSFERTS	1994-1995		1995-1996		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	72 314 382	1,24	70 598 553	1,17	(1 715 829)	-0,07
		Indirect	2 877 141	0,05	7 000 000	0,12	4 122 859	0,07
		Réglementaire	506 399 993	8,67	425 092 074	7,02	(81 307 919)	-1,65
	Total		581 591 516	9,96	502 690 627	8,30	(78 900 889)	-1,66
	Réduction des coûts	Direct	9 177 253	0,16	3 558 328	0,06	(5 618 925)	-0,10
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		9 177 253	0,16	3 558 328	0,06	(5 618 925)	-0,10
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	58 436 861	1,00	61 535 450	1,02	3 098 589	0,02
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		58 436 861	1,00	61 535 450	1,02	3 098 589	0,02
	Contrôle de la qualité	Direct	254 292	0,00	20 562	0,00	(233 730)	-0,00
		Indirect	43 806 958	0,75	32 077 807	0,53	(11 729 151)	-0,22
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		44 061 250	0,75	32 098 369	0,53	(11 962 881)	-0,22	
Total			693 266 880	11,87	599 882 774	9,90	(93 384 106)	-1,96
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	705 023	0,01	844 397	0,01	139 374	0,00
		Indirect	1 212 761	0,02	1 126 436	0,02	(86 325)	-0,00
		Réglementaire	122 885 729	2,10	115 978 507	1,91	(6 907 222)	-0,19
	Total		124 803 513	2,14	117 949 340	1,95	(6 854 173)	-0,19
	Réduction des coûts	Direct	28 268 813	0,48	25 862 613	0,43	(2 406 200)	-0,06
		Indirect	13 739	0,00	836 899	0,01	823 160	0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		28 282 552	0,48	26 699 512	0,44	(1 583 040)	-0,04
	Amélioration de la productivité	Direct	2 827 747	0,05	1 870 847	0,03	(956 900)	-0,02
		Indirect	59 935 459	1,03	59 363 491	0,98	(571 968)	-0,05
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		62 763 206	1,07	61 234 338	1,01	(1 528 868)	-0,06
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	16 482 199	0,28	12 716 737	0,21	(3 765 462)	-0,07
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		16 482 199	0,28	12 716 737	0,21	(3 765 462)	-0,07	
Total			232 331 470	3,98	218 599 927	3,61	(13 731 543)	-0,37
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	153 124 442	2,62	113 847 671	1,88	(39 276 771)	-0,74
		Indirect	0	0,00	236 480	0,00	236 480	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		153 124 442	2,62	114 084 151	1,88	(39 040 291)	-0,74
	Réduction des coûts	Direct	4 000	0,00	0	0,00	(4 000)	-0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		4 000	0,00	0	0,00	(4 000)	-0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	6 708 715	0,11	6 667 224	0,11	(41 491)	-0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		6 708 715	0,11	6 667 224	0,11	(41 491)	-0,00
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total			159 837 157	2,74	120 751 375	1,99	(39 085 782)	-0,74
Grand Total			1 085 435 507	18,58	939 234 076	15,51	(146 201 431)	-3,08
VPA (00 \$)			58 412 010		60 570 540		2 158 530	
	Total, transferts directs		266 675 952	4,57	216 602 971	3,58	(50 072 981)	-0,99
	Total, transferts indirects		189 473 833	3,24	181 560 524	3,00	(7 913 309)	-0,25
	Total, transferts réglementaires		629 285 722	10,77	541 070 581	8,93	(88 215 141)	-1,84
	Total, amélioration du revenu		859 519 471	14,71	734 724 118	12,13	(124 795 352)	-2,58
	Total, réduction des coûts		37 463 805	0,64	30 257 840	0,50	(7 205 965)	-0,14
	Total, productivité		127 908 782	2,19	129 437 012	2,14	1 528 230	-0,05
	Total, contrôle de la qualité		60 543 449	1,04	44 815 106	0,74	(15 728 343)	-0,30

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.


**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, objectif de programme et type de transferts, 1994-1995 et 1995-1996**
**Manitoba**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMME	TYPE DE TRANSFERTS	1994-1995		1995-1996		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	8 727 009	0,36	155 793 537	5,96	147 066 528	5.59
		Indirect	21 447 535	0,90	8 101 651	0,31	(13 345 884)	-0.59
		Réglementaire	58 534 852	2,45	46 105 844	1,76	(12 429 008)	-0.68
	Total		88 709 396	3,71	210 001 031	8,03	121 291 635	4.32
	Réduction des coûts	Direct	5 871 456	0,25	3 391 572	0,13	(2 479 884)	-0.12
		Indirect	93 683 178	3,91	42 198 737	1,61	(51 484 441)	-2.30
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0.00
	Total		99 554 634	4,16	45 590 309	1,74	(53 964 325)	-2.42
	Amélioration de la productivité	Direct	522 710	0,02	22 340	0,00	(500 370)	-0.02
		Indirect	19 573 876	0,82	18 764 695	0,72	(809 181)	-0.10
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0.00
	Total		20 096 586	0,84	18 787 035	0,72	(1 309 551)	-0.12
	Contrôle de la qualité	Direct	420	0,00	99 605	0,00	99 185	0.00
		Indirect	15 023 569	0,63	11 797 795	0,45	(3 225 774)	-0.18
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0.00
Total		15 023 989	0,63	11 897 400	0,45	(3 126 589)	-0.17	
Total		223 384 605	9,33	286 275 776	10,95	62 891 171	1.61	
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	409 822	0,02	758 610	0,03	348 788	0.01
		Indirect	683 520	0,03	1 031 559	0,04	348 039	0.01
		Réglementaire	12 060 642	0,50	10 101 795	0,39	(1 958 847)	-0.12
	Total		13 153 984	0,55	11 891 964	0,45	(1 262 020)	-0.09
	Réduction des coûts	Direct	48 643 919	2,03	43 012 413	1,64	(5 631 506)	-0.39
		Indirect	10 202	0,00	10 363	0,00	161	-0.00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0.00
	Total		48 654 121	2,03	43 022 776	1,64	(5 631 345)	-0.39
	Amélioration de la productivité	Direct	911 000	0,04	973 377	0,04	62 377	-0.00
		Indirect	14 348 790	0,60	13 999 260	0,54	(349 530)	-0.06
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0.00
	Total		15 259 790	0,64	14 972 637	0,57	(287 153)	-0.06
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0.00
		Indirect	139 598	0,01	248 217	0,01	108 619	0.00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0.00
Total		139 598	0,01	248 217	0,01	108 619	0.00	
Total		77 207 493	3,23	70 135 594	2,68	(7 071 899)	-0.54	
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	156 005 640	6,52	136 238 866	5,21	(19 766 774)	-1.31
		Indirect	0	0,00	185 420	0,01	185 420	0.01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0.00
	Total		156 005 640	6,52	136 424 286	5,22	(19 581 354)	-1.30
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0.00
		Indirect	349 067	0,01	350 000	0,01	933	-0.00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0.00
	Total		349 067	0,01	350 000	0,01	933	-0.00
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0.00
		Indirect	5 421 637	0,23	4 051 349	0,15	(1 370 288)	-0.07
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0.00
	Total		5 421 637	0,23	4 051 349	0,15	(1 370 288)	-0.07
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0.00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0.00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0.00
Total		0	0,00	0	0,00	0	0.00	
Total		161 776 344	6,76	140 825 635	5,38	(20 950 709)	-1.37	
Grand Total		462 368 442	19,31	497 237 005	19,01	34 868 563	-0.30	
VPA (00 \$)		23 939 110		26 154 123		2 215 013		
	Total, transferts directs		221 091 976	9,24	340 290 320	13,01	119 198 344	3.78
	Total, transferts indirects		170 680 972	7,13	100 739 046	3,85	(69 941 926)	-3.28
	Total, transferts réglementaires		70 595 494	2,95	56 207 639	2,15	(14 387 855)	-0.80
	Total, amélioration du revenu		257 869 020	10,77	358 317 281	13,70	100 448 261	2.93
	Total, réduction des coûts		148 557 822	6,21	88 963 086	3,40	(59 594 736)	-2.80
	Total, productivité		40 778 013	1,70	37 811 021	1,45	(2 966 992)	-0.26
	Total, contrôle de la qualité		15 163 587	0,63	12 145 617	0,46	(3 017 970)	-0.17

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.



**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, objectif de programme et type de transferts, 1994-1995 et 1995-1996**

**Saskatchewan**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMME	TYPE DE TRANSFERTS	1994-1995		1995-1996		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	11,450,066	0,23	586,892,166	9,80	575,442,100	9,57
		Indirect	13 626 137	0,28	8 242 527	0,14	(5 383 610)	-0,14
		Réglementaire	31 160 147	0,63	17 520 179	0,29	(13 639 968)	-0,34
	Total		56 236 350	1,14	612 654 872	10,23	556 418 522	9,09
	Réduction des coûts	Direct	10 171 324	0,21	3 823 727	0,06	(6 347 597)	-0,14
		Indirect	466 187 444	9,44	201 129 269	3,36	(265 058 175)	-6,08
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		476 358 768	9,65	204 952 996	3,42	(271 405 772)	-6,22
	Amélioration de la productivité	Direct	2 424 475	0,05	531 481	0,01	(1 892 994)	-0,04
		Indirect	39 359 708	0,80	41 620 851	0,70	2 261 143	-0,10
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		41 784 183	0,85	42 152 332	0,70	368 149	-0,14
	Contrôle de la qualité	Direct	5 000	0,00	1 656	0,00	(3 344)	-0,00
		Indirect	24 131 775	0,49	18 977 662	0,32	(5 154 113)	-0,17
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		24 136 775	0,49	18 979 318	0,32	(5 157 457)	-0,17	
Total		598 516 076	12,12	878 739 518	14,68	280 223 442	2,56	
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	1 685 035	0,03	629 473	0,01	(1 055 562)	-0,02
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	10 981 934	0,22	10 176 335	0,17	(805 599)	-0,05
	Total		12 666 969	0,26	10 805 808	0,18	(1 861 161)	-0,08
	Réduction des coûts	Direct	132 927 799	2,69	111 685 428	1,87	(21 242 371)	-0,83
		Indirect	9 579 979	0,19	9 731 247	0,16	151 268	-0,03
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		142 507 778	2,89	121 416 675	2,03	(21 091 103)	-0,86
	Amélioration de la productivité	Direct	2 185 000	0,04	222 135	0,00	(1 962 865)	-0,04
		Indirect	17 499 418	0,35	17 883 176	0,30	383 758	-0,06
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		19 684 418	0,40	18 105 311	0,30	(1 579 107)	-0,10
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	415 071	0,01	454 812	0,01	39 741	-0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		415 071	0,01	454 812	0,01	39 741	-0,00	
Total		175 274 236	3,55	150 782 606	2,52	(24 491 630)	-1,03	
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	414 901 413	8,40	236 182 645	3,94	(178 718 768)	-4,46
		Indirect	0	0,00	465 479	0,01	465 479	0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		414 901 413	8,40	236 648 124	3,95	(178 253 289)	-4,45
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	548 533	0,01	550 000	0,01	1 467	-0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		548 533	0,01	550 000	0,01	1 467	-0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	3 019 192	0,06	8 143 459	0,14	5 124 267	0,07
		Indirect	7 630 885	0,15	8 812 132	0,15	1 181 247	-0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		10 650 077	0,22	16 955 591	0,28	6 305 514	0,07
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		426 100 023	8,63	254 153 715	4,24	(171 946 308)	-4,38	
Grand Total		1 199 890 335	24,30	1 283 675 839	21,44	83 785 504	-2,86	
VPA (00 \$)		49 378 653		59 871 772		10 493 119		
	Total, transferts directs		578 769 304	11,72	948 112 170	15,84	369 342 866	4,11
	Total, transferts indirects		578 978 950	11,73	307 867 154	5,14	(271 111 795)	-6,58
	Total, transferts réglementaires		42 142 081	0,85	27 696 514	0,46	(14 445 567)	-0,39
	Total, amélioration du revenu		483 804 732	9,80	860 108 804	14,37	376 304 072	4,57
	Total, réduction des coûts		619 415 079	12,54	326 919 671	5,46	(292 495 408)	-7,08
	Total, productivité		72 118 678	1,46	77 213 234	1,29	5 094 556	-0,17
	Total, contrôle de la qualité		24 551 846	0,50	19 434 130	0,32	(5 117 716)	-0,17

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.


**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, objectif de programme et type de transferts, 1994-1995 et 1995-1996**
**Alberta**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMME	TYPE DE TRANSFERTS	1994-1995		1995-1996		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	15 265 728	0,29	221 995 451	3,61	206 729 723	3,33
		Indirect	(16 019 509)	-0,30	(3 302 047)	-0,05	12 717 462	0,25
		Réglementaire	102 792 501	1,92	69 248 210	1,13	(33 544 291)	-0,80
	Total		102 038 720	1,91	287 941 614	4,69	185 902 894	2,78
	Réduction des coûts	Direct	6 635 667	0,12	3 885 146	0,06	(2 750 521)	-0,06
		Indirect	165 967 756	3,11	69 878 784	1,14	(96 088 972)	-1,97
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		172 603 423	3,23	73 763 930	1,20	(98 839 493)	-2,03
	Amélioration de la productivité	Direct	2 352 330	0,04	350 715	0,01	(2 001 615)	-0,04
		Indirect	41 049 472	0,77	46 387 861	0,75	5 338 389	-0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		43 401 802	0,81	46 738 576	0,76	3 336 774	-0,05
	Contrôle de la qualité	Direct	13 000	0,00	4 350	0,00	(8 650)	-0,00
		Indirect	38 848 777	0,73	31 156 826	0,51	(7 691 951)	-0,22
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		38 861 777	0,73	31 161 176	0,51	(7 700 601)	-0,22	
Total			356 905 722	6,68	439 605 296	7,15	82 699 574	0,47
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	365 000	0,01	1 152 000	0,02	787 000	0,01
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	30 710 843	0,57	30 413 515	0,49	(297 328)	-0,08
	Total		31 075 843	0,58	31 565 515	0,51	489 672	-0,07
	Réduction des coûts	Direct	167 647 737	3,14	129 907 991	2,11	(37 739 746)	-1,02
		Indirect	33 525 702	0,63	34 055 073	0,55	529 371	-0,07
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		201 173 439	3,77	163 963 064	2,67	(37 210 375)	-1,10
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	59 862 654	1,12	53 619 855	0,87	(6 242 799)	-0,25
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		59 862 654	1,12	53 619 855	0,87	(6 242 799)	-0,25
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	401 518	0,01	3 900 420	0,06	3 498 902	0,06
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		401 518	0,01	3 900 420	0,06	3 498 902	0,06	
Total			292 513 454	5,47	253 048 853	4,12	(39 464 601)	-1,36
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	230 410 389	4,31	84 793 444	1,38	(145 616 945)	-2,93
		Indirect	0	0,00	582 669	0,01	582 669	0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		230 410 389	4,31	85 376 113	1,39	(145 034 276)	-2,92
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	548 533	0,01	550 000	0,01	1 467	-0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		548 533	0,01	550 000	0,01	1 467	-0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	6 493 441	0,12	6 882 653	0,11	389 212	-0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		6 493 441	0,12	6 882 653	0,11	389 212	-0,01
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total			237 452 363	4,44	92 808 766	1,51	(144 643 597)	-2,93
Grand Total			886 871 539	16,60	785 462 916	12,78	(101 408 623)	-3,82
VPA (00 \$)			53 427 979		61 448 621		8 020 642	
	Total, transferts directs		422 689 851	7,91	442 089 097	7,19	19 399 246	-0,72
	Total, transferts indirects		330 678 344	6,19	243 712 094	3,97	(86 966 250)	-2,22
	Total, transferts réglementaires		133 503 344	2,50	99 661 725	1,62	(33 841 619)	-0,88
	Total, amélioration du revenu		363 524 952	6,80	404 883 242	6,59	41 358 290	-0,22
	Total, réduction des coûts		374 325 395	7,01	238 276 994	3,88	(136 048 401)	-3,13
	Total, productivité		109 757 897	2,05	107 241 084	1,75	(2 516 813)	-0,31
	Total, contrôle de la qualité		39 263 295	0,73	35 061 596	0,57	(4 201 699)	-0,16

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.



**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par source de transferts, objectif de programme et type de transferts, 1994-1995 et 1995-1996**  
**Colombie-Britannique**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMME	TYPE DE TRANSFERTS	1994-1995		1995-1996		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	12 056 052	0,99	11 541 974	0,92	(514 078)	-0,07
		Indirect	2 346 146	0,19	636 913	0,05	(1 709 233)	-0,14
		Réglementaire	110 031 101	9,00	87 310 461	6,93	(22 720 640)	-2,07
	Total		124 433 299	10,18	99 489 348	7,90	(24 943 951)	-2,28
	Réduction des coûts	Direct	9 013 549	0,74	5 632 581	0,45	(3 380 968)	-0,29
		Indirect	(3 287 726)	-0,27	(2 201 830)	-0,17	1 085 896	0,09
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		5 725 823	0,47	3 430 751	0,27	(2 295 072)	-0,20
	Amélioration de la productivité	Direct	158 745	0,01	19 785	0,00	(138 960)	-0,01
		Indirect	14 751 957	1,21	15 667 331	1,24	915 374	0,04
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		14 910 702	1,22	15 687 116	1,25	776 414	0,03
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	2 352	0,00	2 352	0,00
		Indirect	11 285 038	0,92	8 417 355	0,67	(2 867 683)	-0,25
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		11 285 038	0,92	8 419 707	0,67	(2 865 331)	-0,25	
Total			156 354 863	12,79	127 026 923	10,09	(29 327 940)	-2,70
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	1 511 773	0,12	9 198 611	0,73	7 686 838	0,61
		Indirect	567 285	0,05	180 076	0,01	(387 209)	-0,03
		Réglementaire	70 041 796	5,73	65 775 970	5,22	(4 265 826)	-0,51
	Total		72 120 854	5,90	75 154 657	5,97	3 033 803	0,07
	Réduction des coûts	Direct	11 495 832	0,94	11 665 495	0,93	169 663	-0,01
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		11 495 832	0,94	11 665 495	0,93	169 663	-0,01
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	6 275 538	0,51	5 996 448	0,48	(279 090)	-0,04
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		6 275 538	0,51	5 996 448	0,48	(279 090)	-0,04
	Contrôle de la qualité	Direct	380 541	0,03	356 066	0,03	(24 475)	-0,00
		Indirect	744 517	0,06	737 631	0,06	(6 886)	-0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		1 125 058	0,09	1 093 697	0,09	(31 361)	-0,01	
Total			91 017 282	7,45	93 910 297	7,46	2 893 015	0,01
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	11 052 570	0,90	9 359 948	0,74	(1 692 622)	-0,16
		Indirect	0	0,00	209 400	0,02	209 400	0,02
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		11 052 570	0,90	9 569 348	0,76	(1 483 222)	-0,14
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	43 883	0,00	50 000	0,00	6 117	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		43 883	0,00	50 000	0,00	6 117	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	1 581 899	0,13	2 054 276	0,16	472 377	0,03
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		1 581 899	0,13	2 054 276	0,16	472 377	0,03
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total			12 678 352	1,04	11 673 624	0,93	(1 004 728)	-0,11
Grand Total			260 050 497	21,28	232 610 843	18,47	(27 439 654)	-2,80
VPA (00 \$)			12 223 221		12 590 588		367 367	
	Total, transferts directs		45 669 062	3,74	47 776 812	3,79	2 107 749	0,06
	Total, transferts indirects		34 308 537	2,81	31 747 601	2,52	(2 560 937)	-0,29
	Total, transferts réglementaires		180 072 897	14,73	153 086 431	12,16	(26 986 466)	-2,57
	Total, amélioration du revenu		207 606 723	16,98	184 213 353	14,63	(23 393 371)	-2,35
	Total, réduction des coûts		17 265 538	1,41	15 146 246	1,20	(2 119 292)	-0,21
	Total, productivité		22 768 139	1,86	23 737 840	1,89	969 701	0,02
	Total, contrôle de la qualité		12 410 096	1,02	9 513 404	0,76	(2 896 692)	-0,26

Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques.



# Méthodologie des transferts gouvernementaux

La partie suivante fournit un aperçu des concepts et méthodes utilisés dans le calcul des transferts gouvernementaux aux producteurs et décrit les différences entre les transferts gouvernementaux et les dépenses gouvernementales présentées à la section C du recueil de données.

## 1.0 Concepts

Deux concepts de base permettent de mesurer les transferts gouvernementaux. Ils sont décrits brièvement ci-après.

### 1.1 Approche comptable

En règle générale, les transferts versés par le gouvernement aux producteurs sont définis et mesurés dans un cadre comptable. Cela signifie que les transferts mesurés sont des transferts directs (ou leur équivalent) aux producteurs, qui ne représentent pas des prestations d'aide économique pour ces derniers. Cette approche permet d'additionner les transferts offerts par tous les programmes et règlements en vigueur afin de déterminer les transferts totaux. Ainsi (et c'est une conséquence importante), chaque dollar investi dans la recherche ou le développement des marchés a la même valeur que le dollar dépensé sous forme de paiement direct aux producteurs, par exemple en cas de réduction des coûts de production. Il faut noter que la valeur comptable de certaines mesures de réglementation n'est pas directement mesurable. Pour ces mesures, on utilise une combinaison de méthodes comptables et d'analyses économiques partielles.

### 1.2 Principe du coût d'opportunité

Dans le cadre des politiques qui prévoient des transferts aux producteurs par une modification des prix du marché, on utilise les prix des marchés mondiaux pour calculer les coûts d'opportunité de la production nationale. Cela signifie qu'en l'absence de politique, on suppose que les coûts d'opportunité nationaux sont égaux aux prix mondiaux comparables, ajustés selon le taux de change, et aux coûts de transport.

## 2.0 Couverture

2.1 La plupart des programmes et des interventions du gouvernement qui ont une incidence sur les revenus des producteurs canadiens sont couverts. Cela inclut les transferts des contribuables par le biais des dépenses gouvernementales (ou recettes cédées), ainsi que des consommateurs par le biais d'un meilleur taux de rendement du marché, résultant de la réglementation gouvernementale. Les transferts gouvernementaux extérieurs à l'exploitation agricole (qui visent le secteur de la transformation alimentaire) ne sont pas mesurés. Il existe deux restrictions :

- les programmes d'aide aux fournisseurs de facteurs de production (par exemple, les fabricants d'engrais ou de machines) ne sont pas pris en compte;
- les politiques générales de nature monétaire, financière, sociale ou environnementale ne sont pas mesurées, mais les mesures de compensation liées à ces politiques le sont. Par exemple, l'incidence de la politique monétaire sur les taux d'intérêt n'est pas prise en compte, mais les programmes qui favorisent une diminution des taux d'intérêt le sont.

2.2 La couverture se limite aux politiques intérieures et commerciales du Canada. Cela signifie que l'on ne tient pas compte des effets directs ou indirects des politiques étrangères sur le taux de rendement des marchés pour les producteurs canadiens. De la même façon, les effets répartis entre les diverses provinces ne sont pas pris en compte.

## 3.0 Regroupement des programmes

Les transferts gouvernementaux sont regroupés selon un système de classification comportant trois catégories : la source de transferts, l'objectif du programme et le type de transferts. Voici une brève description de ces catégories.

- 3.1 La catégorie « source de transferts » qualifie un programme fédéral, provincial ou fédéral-provincial, c'est-à-dire un programme conforme à la responsabilité exercée par le gouvernement relativement au financement du programme, ou à sa mise en oeuvre et à son administration.
- 3.2 La catégorie « objectif du programme » divise les programmes et politiques en quatre groupes : amélioration du revenu, réduction des coûts, amélioration de la productivité et contrôle de la qualité.

### a) Amélioration du revenu

Cette catégorie inclut les politiques et programmes liés au marché de la production. Elle comprend les trois sous-catégories suivantes :

- paiements directs visant la production, par exemple paiements de stabilisation, indemnisation en cas de sécheresse et paiements spéciaux d'adaptation;
- programmes liés aux activités de développement des marchés;
- mesures réglementaires, par exemple règlements sur la gestion des approvisionnements et mesures frontalières telles que les tarifs et les droits.



## Méthodologie des transferts gouvernementaux

### b) Réduction des coûts

Ces programmes permettent de réduire les coûts de production pour les agriculteurs. Les exemples les plus courants sont le crédit subventionné, les subventions pour les frais de carburant et pour le transport.

### c) Amélioration de la productivité

Le principal objectif de ces programmes consiste à améliorer la productivité du secteur agricole à long terme. Les transferts peuvent se faire de la façon suivante :

- financement de l'élaboration, du transfert et de l'adoption de nouvelles techniques, variétés de cultures et races de bétail, par exemple par des subventions aux activités de recherche, de vulgarisation et d'incitation;
- financement du développement des ressources humaines, par exemple par des programmes de formation;
- financement d'une agriculture durable, par exemple grâce au Plan vert.

### d) Contrôle de la qualité

Cette catégorie comprend les programmes destinés à améliorer ou à préserver la qualité des produits, la salubrité des aliments et la santé des animaux. Les programmes d'inspection provinciaux et fédéraux, et les divers programmes d'amélioration de la santé des animaux sont de bons exemples.

### 3.3 La catégorie « type de transferts » divise les programmes en trois groupes :

#### a) Transferts directs

Les transferts directs comprennent les programmes non réglementaires directs et les recettes cédées pour lesquels les dépenses du gouvernement visent des produits ou des groupes de produits particuliers ou encore l'ensemble du secteur agricole.

#### b) Transferts indirects

Les transferts indirects incluent les programmes non réglementaires pour lesquels les dépenses du gouvernement visent le secteur agricole mais parviennent indirectement aux producteurs.

#### c) Transferts réglementaires

Les transferts réglementaires comprennent les programmes réglementaires pour lesquels aucune dépense gouvernementale n'est engagée. Le calcul de ces transferts peut exiger une analyse économique partielle.

### 4.0 Valeur de la production ajustée

Les transferts sont exprimés en dollars et en montant de soutien par tranche de 100 \$ de valeur de production ajustée (VPA). La VPA est égale à la somme d'une moyenne triennale de la valeur de production et du total de transferts directs de l'année en cours. Cela permet d'éviter toute fluctuation de pourcentage pouvant découler d'un changement rapide des prix du marché ou des quantités concernées.

De plus, les valeurs de production comprennent l'impact des mesures réglementaires (qui se concrétise par le changement des prix du marché), mais pas des transferts directs. Ainsi, les transferts directs sont ajoutés à la valeur de production pour rendre comparable entre les provinces les montants de soutien exprimés par tranche de 100 \$ de valeur de production.

### 5.0 Méthodes

La méthode courante consiste à faire en sorte que les transferts soient égaux aux dépenses gouvernementales ou à leurs équivalents. On calcule leur valeur monétaire, c'est-à-dire au moment où les producteurs les reçoivent.

Les transferts gouvernementaux sous forme de dépenses directes correspondent aux sommes déboursées par le gouvernement, moins les coûts administratifs. Ils n'incluent pas les contributions des bénéficiaires.

Voici un bref aperçu des méthodes utilisées pour les principaux types de programmes et de politiques.

- Les transferts financiers provenant des programmes de stabilisation (p. ex., le RARB ou l'assurance-récolte), à l'exception du CSRN, équivalent à la part assumée par le gouvernement des taux de prélèvement à long terme respectant de saines pratiques actuarielles. Les transferts financiers au titre du CSRN équivalent à la contribution du gouvernement au fonds, plus le boni d'intérêt, moins la part des coûts administratifs assumée par les producteurs.
- Les transferts financiers effectués aux producteurs de céréales et d'oléagineux en



## Méthodologie des transferts gouvernementaux

vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO) équivalent aux paiements réellement versés par le gouvernement aux compagnies de chemin de fer, plus l'augmentation de la valeur des céréales fourragères consommées dans l'ouest canadien.

- Les transferts financiers provenant du Programme de remise en état des embranchements des Prairies et du Programme d'achat et de location de wagons-trémies sont répartis sur un certain nombre d'années. À l'exception des dépenses de location des wagons-trémies, toutes les autres dépenses ont été engagées entre les années 70 et les années 90. Étant donné qu'il s'agit de biens qui ont été acquis depuis longtemps, on suppose qu'ils ont généré toute une série de transferts aux producteurs, répartis sur un certain nombre d'années. Les cycles de vie et les taux d'escompte indiqués ci-dessous permettent de mesurer les transferts correspondants.
  - 50 ans et 8 % pour le Programme de remise en état des embranchements des Prairies;
  - 25 ans et 5 % pour l'achat des wagons-trémies.

On suppose que ces programmes d'infrastructure ont généré une augmentation du prix des céréales fourragères en facilitant le transport des céréales à partir des Prairies.

- Les transferts financiers en vertu de programmes qui réduisent les coûts de production de façon immédiate (p. ex., les rabais de taxe sur les carburants) équivalent aux dépenses gouvernementales (ou recettes cédées). Dans le cas des programmes de subvention d'intérêts, on calcule ces transferts approximativement en faisant la différence entre le taux d'un marché représentatif et le taux appliqué aux producteurs dans le cadre du programme, multiplié par le montant des prêts en cours.
- Les transferts générés dans le cadre de la politique sur la gestion des approvisionnements visant les produits laitiers, le poulet, le dindon et les oeufs équivalent à la différence entre les prix au Canada et les prix sur les marchés étrangers appropriés (prix de référence), multipliée par le niveau de production. Les prix de référence correspondent à des prix américains ou à des prix européens selon les produits. Les retenues de mise en marché versées par les producteurs sont déduites des prix canadiens, et les prix de référence sont ajustés par les taux de change monétaires, les coûts de transport et les marges commerciales de gros afin d'amener ces derniers sur une base comparable aux prix canadiens. Ainsi, les transferts générés dans le cadre de la politique sur la gestion des approvisionnements varient en fonction des changements à chacune des variables utilisées dans les calculs. Les transferts aux producteurs découlant des droits compensatoires, des tarifs à l'importation et des contingents équivalent à l'impact

de ces politiques sur les prix pratiqués par les producteurs, multiplié par la production concernée.

Note: Les transferts financiers sous forme de rabais sur les taxes foncières ne sont plus inclus dans le calcul des transferts gouvernementaux. Ce changement a entraîné une révision des données pour les années précédentes.

### 6.0 Comparaison entre les transferts gouvernementaux et les dépenses publiques

Le calcul des transferts gouvernementaux a pour objet de déterminer le niveau de transferts aux producteurs provenant de divers types de programmes et politiques, dont les transferts réglementaires, au cours d'un exercice donné. Les dépenses publiques sont une estimation des sommes que le gouvernement dépense pour le secteur agroalimentaire au cours d'un exercice donné.

Ces deux mesures ont une composante commune. Les principales différences entre les deux, en ce qui concerne les éléments couverts et les méthodes, sont précisées ci-dessous.

#### 6.1 Éléments couverts

Les transferts gouvernementaux mesurent, par province, tous les transferts directs et indirects, y compris les transferts réglementaires qui influent sur le revenu des producteurs.

Les dépenses publiques incluent toutes les dépenses à l'appui du secteur agroalimentaire qui sont versées directement à des particuliers et organismes, ou indirectement par le truchement de fonds ou de transferts à d'autres paliers gouvernementaux, par province. On ne tient pas compte des mesures réglementaires du type des droits compensatoires, des tarifs et des contingents, puisqu'elles ne requièrent pas de versement en argent de la part des gouvernements.

Contrairement aux dépenses publiques, les transferts gouvernementaux n'englobent pas les subventions au secteur de la transformation des aliments.

Les sommes consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations internationales sont incluses dans les budgets des dépenses fédérales à titre de dépenses engagées à l'extérieur du Canada. Elles ne sont toutefois pas incluses dans les transferts gouvernementaux, car elles ne profitent pas aux producteurs canadiens.

#### 6.2 Méthodes

Les dépenses publiques sont calculées directement d'après les données contenues dans



## Méthodologie des transferts gouvernementaux

les rapports sur les comptes publics et les budgets fédéraux et provinciaux des dépenses, et sont ventilées comme suit : frais de fonctionnement, dépenses en capital, dépenses de programmes. Les frais de fonctionnement englobent entre autres les coûts de gestion de programmes de différents ministères. Les sommes recouvrées par le gouvernement sont également indiquées séparément.

Les transferts gouvernementaux sont calculés d'après les comptes publics et les communications directes avec des administrateurs de programmes. Les transferts sont diminués des coûts d'administration et des sommes recouvrées par le gouvernement.

Les transferts gouvernementaux sont mesurés selon la méthode de comptabilité de caisse, c'est-à-dire lorsqu'ils sont reçus par les agriculteurs. Les dépenses publiques sont déclarées au cours de l'année où les gouvernements effectuent ces dépenses.

Les transferts gouvernementaux pour les programmes de stabilisation, à l'exception du CSRN, sont équivalents à la part gouvernementale des prélèvements à long terme, fiables du point de vue actuariel. Les sommes versées par le gouvernement dans le cadre de ces programmes correspondent aux contributions fédérales et provinciales aux fonds de stabilisation d'une année donnée.

Les transferts gouvernementaux qui réduisent les coûts des intrants sur un horizon prévisionnel plus long (éléments en capital) sont répartis sur un certain nombre d'années et le taux d'actualisation est fonction du type de biens. Par contre, les dépenses publiques ne sont pas ajustées.

Les transferts gouvernementaux offerts aux producteurs sous la forme de taux réduits sont mesurés en fonction de l'écart entre le taux représentatif du marché et le taux du programme, multiplié par le montant des prêts en cours, par exemple, des programmes qui prévoient un rabais sur les taux d'intérêt, sur les baux de pâturages communautaires ou de pâturages de l'État. Pour les dépenses publiques, les dépenses directes et indirectes servant à réduire les coûts des intrants correspondent à la somme totale des dépenses.